

Ça s'Empire .



Ed - KURUCSETRA . N° . 7 ~ 2013



Sommaire

<i>Ça s'Empire ! Editorial</i>	<i>p. 3</i>
<i>Empire britannique et Première Guerre mondiale</i>	<i>p. 4</i>
<i>Londres et Wall Street ont mis Hitler au pouvoir</i>	<i>p. 7</i>
<i>De 1929 à Hitler : la transition de Brüning</i>	<i>p. 21</i>
<i>Schacht et Hitler contre Roosevelt</i>	<i>p. 28</i>
<i>l'Empire anglo-saoudien conduit à une guerre mondiale</i>	<i>p. 34</i>
<i>Paradis fiscaux : l'argent sale au service de l'Empire</i>	<i>p. 46</i>



Ça s'Empire ! Editorial

par ki@-Kuruchetra

Cette rapide étude sur l'Empire britannique est une façon de rendre hommage au travail considérable réalisé depuis longtemps par l'association Solidarité et Progrès, dont sont tirés les articles sélectionnés et simplement regroupés ici.

On retrouve un grand nombre de documents de grand intérêt dans sa bibliothèque virtuelle : <http://www.solidariteetprogres.org/bibliotheque.html>

Le personnage de Larouche aux "States" et celui de Cheminade en France ne peuvent laisser indifférents, même si l'on ne partage pas toutes leurs analyses. Ils ont le mérite incomparable et rare de tenir bon sur la priorité de la réforme d'y système monétaire et financier et de porter cette exigence sur le devant de la scène politique.

Ce qui en soi représente un exploit non négligeable si l'on considère le nombre de personnes qui y ont laissé leur vie. Le dragon de la City en effet n'est pas d'une convivialité très subtile...

En clair, il n'y a pas de sortie du borbier économique sans rejouer en XXL l'expulsion pure et dure des "marchands du temple" ! Certes ce pavé là va faire des vagues dans la mare aux piranhas... mais on ne fait pas de friture sans pêcher...

Sans méchanceté aucune, ce qui est rarement pas le cas des adeptes d'un "nous-centrisme" bien noué, comment redonner l'équilibre aux échanges de toutes sortes si le dragon blanc de Benjamin Fulford ne fait pas un peu de ménage chez son confrère dragon rouge de la City ?



Empire britannique et Première Guerre mondiale



Voyons brièvement ce qui a conduit à la Première Guerre mondiale, car il existe de nombreux parallèles avec la situation présente. Les motifs sont très similaires, bien que les prédicats soient différents, de même que la situation historique. En réalité, les préparatifs de la Première Guerre mondiale se sont graduellement mis en place durant une trentaine d'années.

On entend toujours dire que la Première Guerre mondiale était un conflit entre nations. C'est une ineptie. Les Etats qui se sont fait la guerre à l'époque étaient tous des *empires*. L'Empire austro-hongrois, le royaume de Prusse, l'Empire britannique, la Russie tsariste – ce n'étaient pas des Etats-nations souverains, mais des empires.

On pourrait faire remonter très loin le début des préparatifs de cette première guerre dite mondiale. Mais pour traiter le sujet, on pourrait peut-être commencer par s'intéresser à la guerre franco-allemande de 1870-71, qui livra l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, et à la façon dont le chancelier **Otto von Bismarck** (1815-1898) réussit à réunir les différentes petites principautés allemandes en un Etat-nation unifié.

La France n'a jamais accepté le traité de Francfort de 1871, qu'elle considérait comme extrêmement humiliant. C'était donc une bombe à retardement dont on entendait déjà le tic-tac. En réalité, Bismarck a plutôt bien fait en renonçant à poursuivre la guerre. Bismarck est en dernière analyse (même si ce n'est pas notre thème de ce soir) un personnage extrêmement intéressant, parce que c'est lui qui introduisit en Allemagne le « **système américain d'économie politique** ». Auparavant, il avait défendu le système féodal de libre-échange, le libéralisme, mais après avoir pris connaissance des idées de l'économiste américain **Henry C. Carey**, notamment, il devint un défenseur du protectionnisme. C'est lui qui dirigea toute la révolution industrielle allemande, de telle sorte que, d'Etat féodal et agricole, l'Allemagne se transforma très rapidement en nation industrielle. Cela jouera aussi un rôle par la suite.

En tout cas, Bismarck était intelligent, et à vrai dire un peu humaniste par certains côtés, même s'il eût rechigné à l'admettre. Mais c'est quelqu'un qui a très bien compris la diplomatie. Il a organisé toute une série de traités – avec l'Autriche, la Roumanie, l'Italie et la Russie – pour s'assurer que les divers conflits nationaux ne dégénèrent pas en guerre. Le plus important d'entre eux est le Traité de réassurance qu'il conclut avec la Russie le 18 juin 1887, prévoyant que si la France attaquait de nouveau l'Allemagne, la Russie resterait neutre, autrement dit qu'elle ne s'allierait pas dans ce cas avec la France contre l'Allemagne. Vu la bombe à retardement que représentait l'Alsace-Lorraine, c'était un aspect très important. Au départ, l'accord fut conclu pour seulement trois ans, de 1887 à 1890, mais au moment où il devrait être renouvelé, au printemps 1890, l'empereur congédia pratiquement Bismarck, avec la bénédiction des Britanniques qui avaient tout intérêt à l'écarter. D'abord, parce qu'il comprenait les manipulations de Londres mieux que tout autre, et aussi parce qu'il avait fait de l'Allemagne une puissance industrielle de premier plan. Bref, pour les Anglais, il était une épine dans le pied.

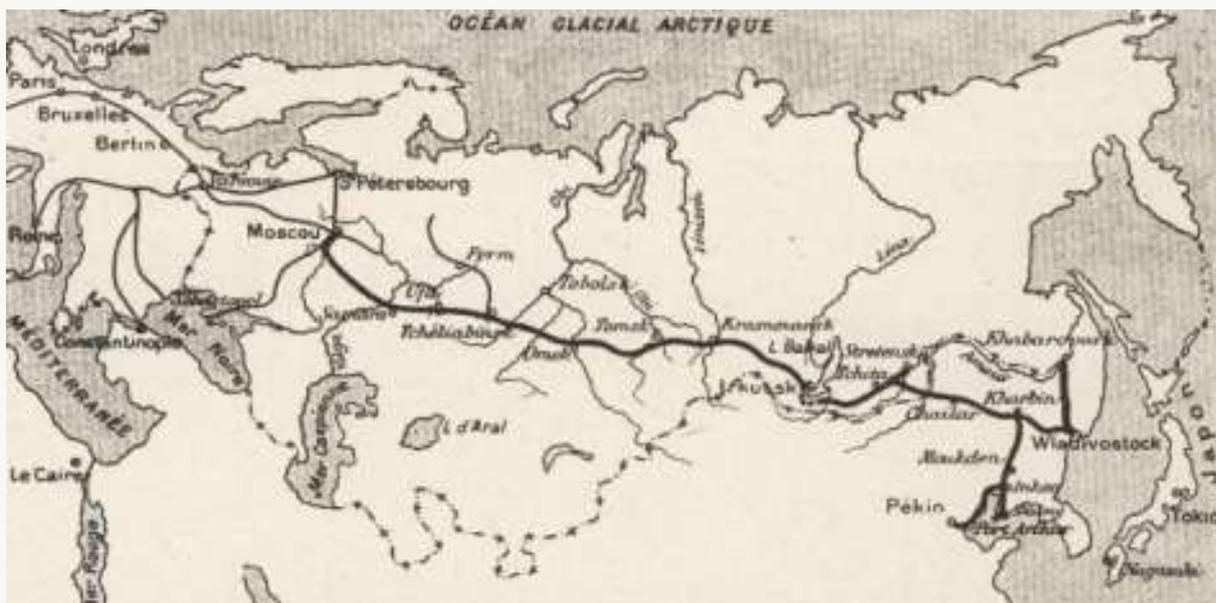
Son successeur à la chancellerie, le général Georg Leo von Caprivi (1831-1899), ne voyait pas du tout l'intérêt de proroger le Traité de réassurance et ne le renouvela donc pas, ce qui eut des conséquences dramatiques. Comme je l'ai dit, Bismarck avait conclu tous ses traités, et surtout l'alliance avec la Russie, pour faire contrepoids à l'alliance entre l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie. Or, pratiquement dès l'expiration du Traité de réassurance, la Russie et la France entamèrent des négociations secrètes en vue d'une nouvelle alliance militaire. Les chefs militaires de tous les Etats se disaient alors qu'il y aurait une nouvelle guerre, que la guerre était inévitable et tous commencèrent à s'armer.

Je pense qu'à partir du moment où l'on se dit que la guerre est inévitable, on finit par l'avoir. Si, au contraire, on se dit qu'une autre politique est possible afin d'éviter la guerre, alors on l'évitera. Il n'existe aucune force naturelle, aucun automatisme en matière de guerre ou de paix. En tout cas, le tsar Alexandre III de Russie (le fils d'Alexandre II, qui était un proche allié d'Abraham Lincoln) ne voyait pas non plus l'utilité de garder le Traité de réassurance. Les militaires russes pensaient, quant à eux, que l'Allemagne n'attaquerait de toute façon pas la Russie, car si elle le faisait, la France lui déclarerait la guerre, et comme les Allemands ne pouvaient se permettre une guerre sur deux fronts, il n'y avait aucun souci à se faire. Tous se confortaient dans cette opinion, en dépit des avertissements de l'ambassadeur allemand en Russie, le général Von Schweinitz, mettant en garde contre l'ouverture de négociations entre la Russie et la France. Quant à Caprivi, il croyait que la Russie ne s'intéressait qu'aux détroits, Bosphore et Dardanelles, et pas à la France.

De plus, tous ces monarques, rois et empereurs, étaient apparentés entre eux – cousins, beaux-frères, etc. – dans des liaisons plutôt incestueuses. Et ils se supportaient de moins en moins. Le tsar russe nourrissait une profonde aversion pour l'empereur allemand Guillaume II, attisée par les rumeurs de cour qui circulaient. Ces ragots étaient savamment entretenus, si bien que les souverains se détestaient tous de plus en plus. M. Lambsdorff, l'attaché du ministre russe des Affaires étrangères Nicolas Giers, aurait affirmé par exemple que le tsar disait vouloir anéantir l'Allemagne à la première occasion venue. Dans son journal, Lambsdorff écrivait que ces dirigeants semblaient ignorer que ces guerres d'anéantissement finiraient par faire disparaître l'empire et le régime tsariste eux-mêmes, qui seraient remplacés par des gouvernements républicains, socialistes, sociaux-démocrates ou autre. Cela prouve qu'il y avait à l'époque des gens qui comprenaient la situation. Voilà pour ce qui est des intérêts divergents.

L'alternative du comte Witte

Cependant, il y avait bel et bien une alternative, du fait que Gabriel Hanotaux, devenu ministre des Affaires étrangères de la France depuis 1884, collaborait avec Serge de Witte, lui-même ministre russe des Finances de 1892 à 1903.



la construction du chemin de fer transsibérien était un véritable travail de pionnier, qui permit d'ouvrir les vastes espaces de la Russie. Ce dernier avait dans l'idée de réunir les pays eurasiatiques en un bloc pacifié, afin de rendre la guerre impossible. Serge de Witte se réclamait aussi de **Friedrich List**, c'est-à-dire qu'il avait compris l'idée d'économie nationale, à la différence du libre-échange. Il avait compris que la source de la richesse est le développement de la population, l'éducation populaire et la promotion de la créativité des citoyens.

Peu avant, en tant que ministre des Transports, il avait créé la Commission du chemin de fer sibérien. Pendant son mandat, il fit construire 22 000 km de rails, dont le Transsibérien en comptait 8000 à lui seul, reliant Moscou à Vladivostok. Il avait un collaborateur très proche : le scientifique **Dmitri Ivanovitch Mendeleïev** (inventeur de la Table périodique des éléments chimiques), qui inspirera plus tard **Vladimir Vernadski**. Leur dessein était de développer la Russie. A l'époque, la construction du chemin de fer transsibérien était un véritable travail de pionnier, qui permit d'ouvrir les vastes espaces de la Russie. Neuf mille personnes s'installèrent alors en Sibérie, peuplant ce territoire pour la première fois.

Le comte Witte disait en 1892 :

Personne ne peut plus nier la signification globale de la Route sibérienne. Elle est reconnue dans le pays et à l'étranger. Reliant l'Europe et l'Asie par une liaison ferroviaire ininterrompue, cette route devient un moyen de transit uniformisé par où devront passer les échanges de biens entre l'Ouest et l'Est. La Chine, le Japon et la Corée ont un demi-milliard d'habitants. Et déjà, avec un commerce international s'élevant à plus de 600 milliards de roubles et ce grand système de circulation continentale à vapeur, permettant un transport plus rapide et meilleur marché d'hommes et de marchandises, nous pouvons entrer en relations plus étroites avec l'Europe, un marché ayant une culture manufacturière développée, et y créer par là même une plus grande demande pour les matières premières de l'Est. Grâce à la Route sibérienne, il y aura aussi une demande plus importante d'usines européennes et de savoir-faire européen, et le capital trouvera un nouveau domaine d'investissement dans l'exploration et le développement des richesses naturelles des nations orientales. Le chemin de fer sibérien peut être d'une grande aide pour l'industrie chinoise du thé, car il pourrait y jouer un rôle dominant. Si les Etats européens persistent dans la voie actuelle, ils risquent un grand malheur.

Casus belli pour l'Empire britannique

Telle était la situation : grâce à cette coopération eurasiatique, on aurait pu réaliser une grande voie terrestre, ce qui constituait, pour l'Empire britannique, l'exemple absolu de *casus belli*. Les Britanniques, qui contrôlaient à l'époque le commerce maritime, se disaient que si le Transsibérien se mettait en place, si l'Europe et l'Asie travaillaient ensemble à bâtir cette route terrestre, ils perdraient leur influence. Tous **les pères spirituels de la géopolitique** – Mackinder, Milner – montèrent au créneau pour proclamer que les puissances contrôlant les masses terrestres eurasiatiques contrôleraient la planète. Du coup, les pays transatlantiques, l'Angleterre et la France, seraient en perte de vitesse et verraient leur influence diminuer. Tel était le raisonnement qui inspira la planification de cette guerre par la Grande-Bretagne, notamment par le prince de Galles, Edouard Albert, le futur roi Edouard VII. Au cours d'un long processus, il avait manipulé **l'Entente cordiale**, la Triple alliance et conclu une alliance militaire avec le Japon. Fort du soutien de la Grande-Bretagne, le Japon attaque en 1904 la ville portuaire russe de Port-Arthur, déclenchant la guerre russo-japonaise de 1905, qui durera onze mois et sera très meurtrière.

C'est ainsi que l'on avait placé un pion après l'autre sur l'échiquier. Les coups de feu tirés à Sarajevo furent le dernier détonateur, mais non la cause de la guerre. Ce sont ces manipulations géopolitiques qui avaient constitué l'échiquier, préparé longtemps à l'avance. Quels sont les parallèles avec la situation aujourd'hui ? La Russie, la Chine, l'Asie connaissent à nouveau une croissance. A travers le Pont terrestre eurasiatique, que nous proposons depuis plus de vingt ans, l'Europe et l'Asie se rapprochent de plus en plus. C'est de là que découle aujourd'hui, tout comme avant la Première Guerre mondiale, le danger de guerre.

La réponse doit donc être celle-là même que proposait Serge de Witte, c'est-à-dire une coopération mutuelle entre pays eurasiatiques autour de grands projets économiques communs. Cela implique, aujourd'hui, que les Etats-Unis, la Russie et la Chine s'unissent pour réaliser **le projet NAWAPA**, ce gigantesque chantier d'aménagement hydraulique allant de l'Alaska jusqu'au Mexique en passant par le Canada, et construire **un tunnel sous le détroit de Béring**, entre l'Alaska et la Sibérie, en liaison avec un ambitieux programme d'infrastructures pour l'extrême orient de la Russie.

Londres et Wall Street ont mis Hitler au pouvoir

par William F. Wertz, Jr.

La guerre économique et financière menée aujourd'hui par l'oligarchie peut se réclamer essentiellement de trois antécédents historiques : 1) l'empire vénitien au cours de la période précédant la guerre de Cent ans et l'âge des ténèbres du XIVème siècle ; 2) l'empire établi, sur le modèle vénitien, par la Compagnie des Indes orientales suite au traité de Paris qui mit fin à la guerre de Sept ans en 1763 ; et 3) les cartels anglo-américano-allemands mis en place dans les années 20. C'est ce dernier aspect que nous allons examiner ici, car il est l'incarnation la plus récente du danger que représente actuellement une oligarchie financière déterminée à dominer le monde sous couvert de « globalisation ». Il s'agit ici de montrer que le système financier oligarchique d'après-guerre, décrit en partie par John Perkins dans son livre Confessions d'un tueur à gages économique [1], représente la continuation des accords de cartellisation des années 20, qui menèrent à la Deuxième Guerre mondiale. Ces accords, que le président Franklin Roosevelt comptait démanteler après la guerre, constituent en quelque sorte un précurseur de la globalisation actuelle.

Dans une lettre au secrétaire d'Etat Cordell Hull, datée du 8 septembre 1944, le Président américain disait : « *L'histoire de l'utilisation par les nazis du trust IG Farben se lit comme un roman policier. La défaite de l'armée nazie devra être suivie de l'éradication de ces armes de guerre économique.* » Cependant, malgré l'intention clairement exprimée par Roosevelt avant sa mort prématurée (en avril 1945), ces cartels furent protégés pendant la guerre par leurs partenaires anglo-américains et leur démantèlement ultérieurement prévu fut bloqué par ces mêmes intérêts.

En réalité, c'est une oligarchie financière internationale basée à Londres et à Wall Street qui permit la montée au pouvoir d'Hitler. Face à la dépression mondiale, elle ne voulait en aucun cas résoudre la crise en faisant appel aux méthodes du système américain de développement économique appliquées par Roosevelt aux Etats-Unis et proposées en Allemagne au début des années 30 sous forme du plan Lautenbach. Elle préféra encourager la création de gouvernements fascistes en Italie, en Allemagne, en Espagne, etc., afin de mieux garder le contrôle d'un système financier en plein effondrement, aux dépens de l'intérêt public. Les régimes fascistes ainsi mis au pouvoir devaient imposer une politique de pillage et de répression meurtrière et lancer la militarisation afin de renforcer encore le pillage.

On voit le reflet de cette politique aujourd'hui dans le dessein mondial visant à imposer, sous l'égide du Fonds monétaire international (FMI), la collecte de la dette extérieure assortie d'une austérité draconienne. La privatisation et donc le pillage du système de retraites (*Social Security System*), poursuivis avec acharnement par l'administration Bush, représentent le fer de lance de cette politique fasciste. Le modèle, explicitement invoqué par Bush, est la politique économique mise en œuvre au Chili à l'époque de la sinistre « Opération Condor » menée par le dictateur Augusto Pinochet - ce modèle lui-même ayant été préconisé par George Shultz et la Chicago School.

Au moment où Hitler commençait sa vaste mobilisation en vue de préparer une guerre d'agression, l'oligarchie financière basée à Londres et à Wall Street entretenait de multiples liens et relations avec les filiales allemandes des cartels ; ces sociétés continuèrent à commercer avec l'ennemi pendant la guerre et cherchèrent, par la suite, à protéger leurs avoirs. Dans le contexte de la Guerre froide, qu'elle orchestra avec l'aide de Winston Churchill et du président Truman, l'oligarchie financière se servit des mêmes avoirs pour torpiller le système de Bretton Woods, inspiré et lancé par Franklin Roosevelt, qui reposait sur la souveraineté des Etats-nations et le système américain d'économie politique.

A la place, elle prônait une forme de fascisme universel sans Hitler que nous appelons, aujourd'hui, globalisation. Le président américain Dwight D. Eisenhower mit clairement en garde contre cet appareil dans le discours qu'il prononça en quittant ses fonctions, en janvier 1961, où il parlait du danger que représentait le « complexe militaro-industriel ». Il ne fut pas possible d'éliminer immédiatement le système de Bretton Woods - il fallut pour cela attendre la première décision fatidique prise en 1971 par un président Nixon écoutant les conseils de George Shultz.

Les cartels : un plan Schacht-Dulles-Morgan

Le rôle des frères Dulles, John Foster et Allen, dans la création des cartels et dans ce qui allait devenir le projet Hitler, remonte à l'époque du traité de Versailles, en 1919, qui fit porter à l'Allemagne l'entière responsabilité de la Première Guerre mondiale. En conséquence, elle perdit 13,5 % de ses territoires d'avant 1914 et fut condamnée à verser des réparations de guerre. Pour tenter de les honorer, l'économie allemande fut saignée à blanc pendant les années 20, menant en fin de compte à la chute de la République de Weimar. L'aggravation de la dépression au début des années 30 contribua ainsi à la montée au pouvoir d'Hitler.

Remontons à l'époque de la Première Guerre mondiale, Allan Dulles est envoyé à Berne (Suisse) par son oncle, Robert Lansing, à l'époque secrétaire d'Etat du président Woodrow Wilson, où il est chargé du renseignement à la Légation américaine. Par le biais du même oncle, les frères Dulles prennent part aux négociations du traité de paix de Versailles. En 1920, Allen Dulles sera nommé premier secrétaire de l'ambassade américaine à Berlin. Son frère, l'avocat John Foster Dulles, représentera les intérêts de la Banque d'Angleterre et de la société J.P.Morgan dans l'Europe d'après guerre. Au printemps de 1920, au lendemain des négociations de Versailles, John Foster rencontre Hjalmar Schacht (1877-1970), à l'époque fonctionnaire subalterne auprès de l'autorité bancaire allemande créée par les Alliés et qui deviendra plus tard l'architecte de l'économie de guerre nazie basée sur les travaux forcés.

Le 20 mars 1922, Schacht fait part à John Foster Dulles d'une proposition de nouveau système international :

Une solution au problème des réparations (...) pour donner à l'Europe quelques années, disons cinq ans, afin de restaurer (...) de solides conditions dans les différents pays. (...) L'Allemagne doit pouvoir trouver un prêt, disons de 5 milliards de marks-or, qui seront versés à la France. (...) Mon idée est que ce ne soit pas un emprunt d'Etat, mais un emprunt de compagnies privées. Je veux former, disons, quatre compagnies privées allemandes, et à chacune d'entre elles, le gouvernement allemand devra accorder le monopole des exportations en gros de produits tels que le charbon, la potasse, le sucre et le ciment. Chacune de ces compagnies contrôlera l'exportation d'un de ces produits. Le monopole devra être accordé pour 20 ans. Les producteurs nationaux devront leur remettre leur production. (...) Ces sociétés émettront des emprunts d'un montant total de 5 milliards de marks-or. (...) Comme le total des exportations des quatre peut être estimé à 500 millions de marks-or, le montant de l'emprunt sera remboursé en 10 ans. (...)

L'emprunt que je propose (...) n'est basé sur aucun traité politique. (...) Le remboursement sera sous le contrôle, tout d'abord, d'industriels et d'hommes d'affaires appartenant aux rangs les plus élevés.

Dulles fait suivre la lettre à Thomas W.Lamont, un associé de J.P.Morgan, et au cours des années qui suivent, l'essentiel de ce plan Schacht-Dulles-Morgan sera mis en oeuvre. Voilà l'origine des cartels internationaux basés en Allemagne et dirigés par les Britanniques, qui furent créés dans les années 20. Schacht lui-même sera nommé Commissaire à la monnaie nationale allemande en novembre 1923, et un mois plus tard, président de la Reichsbank. Depuis 1919, John Foster Dulles était l'avocat de Richard Merton, fondateur du plus important de ces cartels, l'Interessen Gemeinschaft Farben (IG Farben). En 1924, il est choisi par J.P.Morgan pour mettre en oeuvre le plan Dawes prévoyant la réorganisation, dans le cadre de négociations avec Schacht, du versement des réparations de guerre. En 1926, il deviendra directeur exécutif de Sullivan and Cromwell, le cabinet d'avocats de tous les cartels.

La formation des cartels

De 1926 à 1929, le plan Schacht-Dulles-Morgan débouche sur une série d'arrangements impliquant nombre des plus grandes sociétés britanniques, américaines et allemandes. Les deux principaux cartels sont le trust chimique IG Farben et le Cartel international de l'Acier, dont la création est redevable aux prêts étrangers d'un montant de 800 millions de dollars accordés dans le cadre du plan Dawes, en vue de cartelliser la chimie et la sidérurgie allemandes. Ces prêts sont gérés aux trois-quarts par trois firmes de Wall Street : Dillon, Read & Co ; Harris, Forbes & Co et National City.

En 1925, IG Farben regroupe six des plus gros producteurs chimiques allemands. En août 1927, Standard Oil conclura avec lui un programme conjoint de recherche et développement sur l'hydrogénation (production d'essence à partir du charbon), procédé découvert par un chercheur allemand en 1909. En 1928, Henry Ford fusionnera ses actifs allemands avec ceux d'IG Farben. Le 9 novembre 1929, un cartel pétrochimique international sera créé suite au mariage d'IG Farben avec les Britanniques ICI et Shell Oil, et les Américains Standard Oil et Dupont.

C'est l'accord entre Standard Oil et IG Farben qui constitue le pilier du cartel. Premièrement, Standard Oil se voit accorder la moitié de tous les droits concernant le procédé d'hydrogénation pour tous pays sauf l'Allemagne. Deuxièmement, Standard Oil et IG Farben se mettent d'accord pour « *ne jamais se concurrencer l'un l'autre dans les secteurs de la production chimique et de la production pétrolière. Désormais, si Standard Oil souhaitait entrer dans le domaine des produits chimiques industriels ou des médicaments, ce ne serait possible qu'en partenariat avec Farben. En retour, Farben s'engageait à ne jamais pénétrer le secteur du pétrole sauf en association avec Standard* ». Lorsqu'éclate la Deuxième Guerre mondiale, IG Farben a passé des accords de cartel avec 2000 sociétés dans le monde, dont Ford Motor Co., Alcoa, General Motors, Texaco et Procter et Gamble, pour n'en citer que quelques-unes.

En 1926, le Cartel international de l'Acier ouvre ses bureaux au Luxembourg. Il servira de véritable « gendarme privé » du commerce mondial de l'acier de 1926 à 1939. Sa composante allemande, qui regroupe les quatre plus gros producteurs d'acier nationaux, s'appelle Vereinigte Stahlwerke. Dirigé par Ernst Poensgen, Fritz Thyssen, Otto Wolff et autres, ce groupe recevra 100 millions de dollars de la part d'investisseurs privés aux Etats-Unis. Dillon, Read & Co., la société de placement new-yorkaise de Clarence Dillon, James V. Forrestal et William H. Draper, Jr., s'occupe de l'émission des obligations.

Lors de la signature du premier accord international, le 30 septembre 1926, tous les sponsors du cartel se vantent de ce que le premier pas vers la formation « des Etats-Unis économiques de l'Europe » vient d'être franchi. Douze ans plus tard, près de 90 % du fer et de l'acier commercialisé au niveau international est sous le contrôle du Cartel de l'Acier. Outre l'Allemagne qui le dirige, l'Autriche, la Pologne, la Tchécoslovaquie, le Royaume Uni et les Etats-Unis en font partie, même s'il est interdit aux compagnies américaines, U.S. Steel, Bethlehem et Republic, de signer les accords formels, sous peine de violer les lois anti-trust américaines.

En 1919, trois producteurs allemands de lampes électriques, Siemens & Halske, AEG et Auergesellschaft, avaient formé une nouvelle société dénommée Osram, pour tenter de regagner les biens et les marchés perdus à l'étranger. AEG était en grande partie contrôlé par General Electric et des liens similaires existaient entre toutes les autres entreprises du même genre en Allemagne, en Angleterre et aux Etats-Unis. En 1924, afin de prévenir toute concurrence extérieure, Osram propose la création en Suisse d'une société dénommée Phoebus, qui appartiendrait à toutes les compagnies du cartel et serait dirigée conjointement par elles. En juillet 1929, Osram et la filiale de General Electric pour l'étranger, International General Electric, créent un « partenariat pour tout temps ». A partir de 1929, les relations entre Osram et International General Electric se développeront suivant le même modèle que celles entre IG Farben et ses partenaires étrangers. Pendant les années 20, quatre cinquièmes de l'industrie allemande étaient encore regroupés dans des cartels.

L'aspect bancaire et la BRI

Ce qu'on appelle le « système américain d'économie politique » est basé sur le concept de banque nationale, contrairement au concept libéral anglo-hollandais de banque centrale indépendante. Montagu Norman, le gouverneur de la Banque d'Angleterre de 1919 à 1944, fut le principal promoteur de la création de banques centrales indépendantes. Tout comme la Banque d'Angleterre, la Reichsbank allemande appartenait à des intérêts privés. Elle fut dirigée par un protégé de Montagu Norman, Hjalmar Schacht, de 1923 à 1930 puis à nouveau de 1933 (après la prise de pouvoir d'Hitler) jusqu'en 1939, quand il céda la place à Walther Funk.

L'Allemagne comptait six banques commerciales et de placement centralisées : 1) la Bank der Deutschen Arbeit, créée par les nazis, 2) la Reichs Kredit Gesellschaft, 3) la Berliner Handelsgesellschaft, 4) la Commerzbank et 5) et 6) les deux géants qu'étaient la Dresdner Bank et la Deutsche Bank. Ces deux dernières combinaient les activités de banque de dépôt et de placements, pratique interdite aux Etats-Unis, ce qui faisait leur force. Elles étaient aussi directement liées à IG Farben : le seul directeur du géant chimique venu de l'extérieur était Edward Mosler, de la Deutsche Bank, et c'est un ancien d'IG Farben, Carl Pfeiffer, qui sera nommé directeur de la Dresdner Bank.

En dehors de ces six grandes banques, il y avait plusieurs sociétés bancaires en nom collectifs, petites mais importantes, dont la Bankhaus JH Stein de Cologne, dirigée par le baron Kurt Schröder. Après la guerre, on devait découvrir qu'au moins 20 des grands directeurs de cartels, dont le baron von Schnitzler et Otto Wolff, d'IG Farben, ainsi que Friedrich Flick, de la Vereinigte Stahlwerke (Aciéries unies), effectuaient régulièrement des dépôts sur un compte spécial de cette banque, dénommé « compte spécial S ». Lorsque le chef des SS Heinrich Himmler avait besoin d'argent, les donateurs déposaient de l'argent sur ce compte qui servait alors à financer les SS.

D'après les relevés, von Schnitzler y versait régulièrement des fonds, d'un montant d'au moins 40 000 dollars par an, de même que Friedrich Flick. Hormis ces banques privées, l'internationale synarchiste avait à sa disposition un instrument de choix pour la mise en place des cartels : la Banque des règlements internationaux (BRI) sise à Bâle. Depuis sa création, et jusqu'à aujourd'hui, on la surnomme la « banque des banquiers ». En opposition à la conception du système américain de banque nationale, la BRI repose sur le modèle anglo-hollandais de banque centrale échappant au contrôle des Etats-nations souverains.

La BRI fut créée en 1930, dans le cadre du plan Young, par les banques centrales internationales, dont la Banque d'Angleterre et la Réserve fédérale des Etats-Unis, à l'initiative de Hjalmar Schacht, alors directeur de la Reichsbank. Celui-ci pouvait compter sur le soutien de Montagu Norman, lui-même conseillé par le baron Bruno Schroder, de la branche britannique de la J. Henry Schroder Bank. L'associé de Schroder, Frank Cyril Tiarks, fut le co-directeur de la Banque d'Angleterre aux côtés de Norman, tout au long de la carrière de ce dernier.

Parmi les directeurs de la BRI (et donc avec la complicité des présidents américains successifs, dont Thomas McKittrick pendant la Deuxième Guerre mondiale), figuraient Harman Schmitz, directeur d'IG Farben, le baron Kurt von Schröder, directeur de la JH Stein Bank de Cologne et principal financier de la Gestapo et de la Brigade Tête de Mort, Walther Funk, de la Reichsbank, et l'économiste nazi Emil Puhl, les deux derniers ayant été personnellement nommés au conseil d'administration par Hitler.

Les fonds américains et britanniques destinés à soutenir l'accession d'Hitler au pouvoir et à financer, par la suite, sa machine de guerre, transitaient par la BRI. Avant 1940, celle-ci avait investi des millions de dollars en Allemagne, tandis que Kurt von Schröder et Emil Puhl, de leur côté, avaient déposé d'importantes quantités d'or à la BRI, sommes utilisées après la guerre pour financer les « rat-lines » (référence aux lignes du mâât d'un navire qui coule, sur lesquelles les rats tentent de fuir). Grâce à ces filières, des nazis et leurs collaborateurs pourront s'échapper d'Europe pour se réfugier en Amérique du Sud et au Moyen-Orient.

Malgré l'importance de la BRI pour Hitler, la Grande-Bretagne ne s'opposa pas aux activités de la banque, même après la décision britannique d'entrer en guerre contre l'Allemagne. Sir Otto Niemeyer et Montagu Norman, respectivement directeur et PDG britanniques, conservèrent leur poste tout au long de la guerre. Lors de la conférence de Bretton Woods en juillet 1944, deux résolutions seront déposées, l'une appelant à la dissolution de la BRI et l'autre à une enquête sur ses comptes. La première résolution sera retirée suite à des pressions ; quant à la seconde, aucune enquête ne sera ouverte après la guerre. A ce jour, la BRI n'a jamais interrompu son activité.

La conspiration pour mettre Hitler au pouvoir

Dans son livre, John Perkins décrit son propre passé de tueur à gages économique pour le compte d'une oligarchie financière. Il explique que lorsque les tueurs à gages ne réussissent pas à faire plier le pays concerné, on déploie alors les « chacals » pour exécuter les basses œuvres : assassinats ou coups d'Etat. En cas d'échec des chacals, c'est à l'armée d'intervenir directement. En un sens, IG Farben était le tueur à gages économique de l'oligarchie financière de l'époque et les nazis, les chacals. En 1930, Schacht démissionne de la Reichsbank, à cause de différends avec le gouvernement de Weimar. Comme Hitler, qu'il allait soutenir, Schacht est contre la poursuite du versement des réparations de guerre et, comme Hitler, il prône une austérité brutale pour la classe laborieuse, à travers la militarisation de l'économie.

Schacht exprimera clairement ce point de vue dans un discours prononcé le 20 octobre 1930 lors d'une conférence de la Foreign Policy Association à New York, intitulée « Le plan Young et l'économie mondiale ». Etait également présent son collègue de longue date, John Foster Dulles. Schacht critique à cette occasion les sociaux-démocrates allemands qui veulent élever le niveau de vie des travailleurs aux dépens des 80 000 Allemands les plus riches. L'Allemagne, note-t-il, a un déficit commercial de plus de deux milliards de marks, dû au manque de matières premières. En outre, elle doit payer pour 1,5 milliard de marks-or par an en intérêts et en amortissement des dettes privées, plus environ 2 milliards de marks en réparations de guerre. Au total, l'Allemagne doit verser à l'extérieur plus de 5 milliards de marks par an, prélevés sur son excédent commercial.

Pour réaliser cet excédent commercial, nous devons importer les matières premières nous permettant de fabriquer nos biens. Pour atteindre cet objectif, nous devons augmenter le commerce actuel de près de 50 %. Je pense que les pays alliés (...) ne l'accepteront pas. (...)

Schacht conclut son discours en faisant l'éloge des « hitléristes » qui viennent d'obtenir de bons scores aux élections allemandes. Le soutien reçu par Hitler dans ces élections, où il avait fait campagne contre le paiement des réparations, est qualifié par Schacht d'« avertissement pour le monde » :

Mesdames et Messieurs, les derniers événements politiques en Allemagne ne signifient pas que quelque chose de violent ou de révolutionnaire va se produire. Ils représentent simplement une forme de protestation dans les limites légitimes de la Constitution. Je pense que c'est un grand avantage de la démocratie moderne que l'on puisse ressentir, à partir du vote constitutionnel, les sentiments et les opinions d'un grand peuple. Voilà ce que signifient ces dernières élections. Même les hitléristes, même ces radicaux de droite, ne feront rien de violent. Tout ce qu'ils demandent, c'est de ne pas devoir devenir malhonnêtes, de ne pas être obligés, par les circonstances politiques, de se trouver dans une situation qui les amène à perdre le respect de soi. Ils veulent garder le respect d'eux-mêmes, et c'est pourquoi ils ont envoyé cet avertissement au monde.

Peu après, Schacht commence à organiser du soutien pour Hitler et son Parti des travailleurs allemands national-socialiste (NSDAP, le parti nazi). En 1931, après des discussions avec Hitler et Hermann Göring, Schacht pousse le chancelier Brüning à accepter le NSDAP dans le gouvernement. Puis, en novembre 1932, en tant que membre d'une organisation appelée Cercle des amis de l'économie, Schacht lance une pétition dans les cercles industriels et financiers, appelant le président Hindenburg à nommer Hitler chancelier.

Ce qui fut fait le 30 janvier 1933, après une réunion avec le chancelier Franz von Papen et Hitler chez le baron Kurt von Schröder à Cologne. Néanmoins, le Parti nazi est loin d'être assuré de la victoire aux élections de mars. Par conséquent, le 20 février 1933, Göring invite 20 grands industriels et banquiers à écouter un discours d'Hitler sur l'« entreprise privée ». Göring leur demande alors un soutien financier et Schacht se fait encore plus explicite : « A cette table, nous devons collecter un fond de 3 millions de marks. »

Von Schnitzler, qui participait à la réunion, en présente un compte-rendu au conseil d'administration d'IG Farben. Celui-ci verse alors 400 000 marks, la plus grosse contribution individuelle à la campagne d'Hitler. Le lendemain intervient l'incendie du Reichstag, qu'Hitler met sur le dos des communistes, alors qu'il était en réalité instigué par Göring. Hitler utilise cet incendie comme prétexte pour imposer des décrets d'urgence. Tel fut le premier acte d'Hitler et des nazis après réception du don d'IG Farben. Il était clair pour Schacht et ceux qui le soutenaient à Londres et à Wall Street, que seul Hitler aurait la capacité d'imposer le niveau d'austérité qu'ils jugeaient indispensable.

Ainsi, le 16 mars 1933, après la consolidation du pouvoir du Führer, Schacht reprend son poste de gouverneur de la Reichsbank. Plus tard dans l'année, John Foster Dulles, en tant que représentant de Brown Brothers Harriman, Dillon Read, Kuhn Loeb, ainsi que de toutes les banques d'investissement privées et firmes de Wall Street, se rend à Berlin pour négocier avec Schacht le financement du nouveau gouvernement. Il est accompagné d'un subalterne de Sullivan et Cromwell et de trois employés de la Chase Bank.

En août 1934, Schacht est nommé ministre de l'Economie, poste qu'il conservera jusqu'en novembre 1937. De 1935 à 1937, il sert aussi de plénipotentiaire pour l'économie de guerre. Ce n'est qu'en janvier 1939 qu'il démissionnera de la Reichsbank, à cause d'une querelle juridictionnelle avec Hermann Göring, devenu le dictateur économique virtuel. Schacht reste néanmoins ministre sans portefeuille jusqu'en 1943. Bien avant son arrivée au pouvoir en 1933, Hitler jouissait d'un soutien substantiel de la part des cartels privés. Le cas le plus fameux est celui de Fritz Thyssen, de Vereinigte Stahlwerke. Dans un livre publié en 1941 sous le titre *J'ai financé Hitler*, Thyssen admet qu'il avait commencé à financer Hitler en octobre 1923 avec une première contribution de 100 000 marks.

En 1922, W. Averell Harriman s'était rendu à Berlin pour établir la filiale berlinoise de W.A. Harriman & Co. Selon des enquêteurs du gouvernement américain, « à un certain moment avant 1924 », Harriman et Thyssen s'étaient mis d'accord pour créer une banque de Thyssen à New York. C'est ainsi qu'en 1924, fut créée la Union Banking Corp., en tant qu'entité dans les bureaux new-yorkais de W.A. Harriman & Co. appartenant à la Bank voor Handel en Scheepvaart (BHS) aux Pays-Bas, qui appartenait à Thyssen. Prescott Bush, le grand-père de George W., fut nommé vice-président de W.A. Harriman & Co. en 1926, la même année où fut créée la Vereinigte Stahlwerke avec l'aide de Dillon, Read.

Après la guerre, Fritz Thyssen déclara aux enquêteurs alliés :

En 1930 ou 1931 (...) j'ai dit à [l'adjoint d'Hitler Rudolf] Hess (...) que j'allais arranger un crédit pour lui avec une banque hollandaise à Rotterdam, la Banque commerciale et maritime [Bank voor Handel en Scheepvaart]. J'ai organisé le crédit, (...) il devait le rembourser en trois ans. (...) J'ai choisi une banque hollandaise car dans ma position, je ne voulais pas être mêlé à des banques allemandes, et parce que je pensais qu'il valait mieux faire des affaires avec une banque hollandaise, et que je tiendrais les nazis un peu plus en mains. (...)

Le crédit se montait à 250-300 000 marks-or - à peu près la somme que j'avais donnée auparavant. Ce prêt a été remboursé en partie à la banque hollandaise, mais je crois qu'il y a encore de l'argent à recouvrer.

Le 20 octobre 1942, en application de la loi sur le Commerce avec l'ennemi, le gouvernement américain saisit la Union Banking Corp. dont Prescott Bush était l'un des directeurs. Friedrich Flick, le principal co-propriétaire de Vereinigte Stahlwerke avec Fritz Thyssen, finançait aussi le Parti nazi et était membre du Cercle des amis de Himmler, qui aida généreusement les SS. En mars 1932, un représentant de DuPont en Allemagne, écrivait : « *C'est un fait bien connu en Allemagne qu'IG Farben finance Hitler. Il semble ne faire aucun doute que le Dr Schmitz au moins est personnellement un important contributeur au Parti nazi.* »

Le complot contre Roosevelt

Ces mêmes réseaux qui ont mis Hitler au pouvoir et soutiennent aujourd'hui l'administration Cheney-Bush conspirèrent au début de 1934 pour renverser le président Roosevelt à la faveur d'un coup d'Etat militaire. Parallèlement à la montée d'Hitler en Allemagne, les DuPont commencèrent à financer l'American Liberty League and Clark's Crusaders, qui comptait 1 250 000 membres en 1933. Pierre, Irene et Lamot DuPont, John Jacob Raskob, ancien dirigeant du Comité national démocrate, ainsi que Alfred Sloan, de General Motors, contribuaient de leur côté financièrement à la ligue. Par ailleurs, Irene DuPont et William Knudsen, directeur de General Motors, avec des amis de la banque Morgan, financèrent l'orchestration d'un coup d'Etat perpétré par une armée de terroristes modelée sur les Croix de feu françaises, moyennant trois millions de dollars. Les armes et munitions nécessaires auraient été fournies par Remington, une filiale de DuPont. Le complot était soutenu par Hermann Schmitz, le baron von Schröder et d'autres nazis.

Cependant, le général Smedley Butler de Pennsylvanie, pressenti pour diriger le coup d'Etat, en fut si horrifié qu'il révéla le complot aux autorités. Butler avait déclaré publiquement : « *La guerre est largement une question d'argent. Les banquiers prêtent de l'argent aux pays étrangers et quand ceux-ci ne peuvent rembourser, le Président envoie les marines pour l'obtenir. Je le sais - j'ai fait partie de onze de ces expéditions.* » En 1934, la Commission d'enquête du Sénat confirma « *les soupçons [de Butler] selon lesquels le big business - Standard Oil, United Fruit, le trust du sucre, les grandes banques - avait été derrière la plupart des interventions militaires qu'on lui avait ordonné de conduire* ». Heureusement, ce coup d'Etat fut avorté. Etant donné le niveau de trahison et de sympathie nazie qui régnait aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, si Roosevelt n'avait pas survécu à ce complot et à d'autres, le fascisme serait très probablement sorti victorieux de la Deuxième Guerre mondiale.

La faction pro-Hitler en Angleterre

En Grande-Bretagne aussi, un puissant courant oligarchique soutint Hitler tout au long des années 30, jusqu'à défendre, en 1940, une paix négociée avec lui. The Link était une organisation britannique de sympathisants nazis haut placés, dirigée par Lord Halifax, le ministre des Affaires étrangères et futur ambassadeur aux Etats-Unis. Parmi les personnalités pro-nazies, il y avait aussi le duc de Windsor. En été 1937, le duc rencontre deux envoyés d'Hitler, Rudolf Hess et Martin Bormann, à l'hôtel Meurice à Paris, où il promet d'aider le premier à contacter le duc d'Hamilton, un homme directement lié à Himmler et à Kurt von Schröder, à la Schröder Bank et à la synarchiste Banque Worms. Hess était déterminé à forger une alliance avec la Grande-Bretagne, au point où il entreprit le vol se terminant par son parachutage dramatique sur la propriété d'Hamilton en 1941. On compte aussi, parmi les fervents sympathisants d'Hitler, Montagu Norman, de la Banque d'Angleterre et de la BRI, et Lord McGowan.

Signalons deux autres membres du cercle, Sir Samuel Hoare et Lord Beaverbrook. Le premier, en sa qualité de secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères en 1935, se joignit au Premier ministre français Pierre Laval pour soutenir l'invasion de l'Ethiopie par Mussolini. Comme retombée du pacte Hoare-Laval, Hoare devra démissionner plus tard, avant d'être nommé secrétaire d'Etat du Home Office dans le gouvernement de Neville Chamberlain. Lorsque Winston Churchill arriva au pouvoir, il nomma Hoare ambassadeur dans l'Espagne de Franco, de mai 1940 à juillet 1944.

Quant à lord Beaverbrook, il accompagnait Hoare dans les négociations avec Laval concernant l'Éthiopie et soutint le roi pro-nazi Edward VIII (l'ancien duc de Windsor), lors de la crise d'abdication. En 1935, Beaverbrook rencontra personnellement Hitler et Mussolini et fut l'invité du ministre allemand des Affaires étrangères, Joachim von Ribbentrop, aux jeux olympiques de Munich l'année suivante. L'homme de confiance du lord, Sefton Delmer, qui dirigeait le bureau du *Daily Express* de Beaverbrook à Berlin, était un confident d'Hitler. Dans son reportage sur l'incendie du Reichstag, il prit à son compte la version des nazis qui devait faciliter la consolidation du pouvoir d'Hitler.

Si une paix négociée ne fut pas conclue entre les nazis et la Grande-Bretagne, c'est parce que Churchill refusait à tout prix de laisser l'Empire britannique tomber sous la coupe d'Hitler, même s'il avait lui-même soutenu Mussolini. (Après la guerre, le commando Otto Skorzeny utilisa les lettres de Churchill à Mussolini, rédigées entre 1927 et 1944, pour exercer un chantage sur le Britannique afin d'obtenir la libération de prisonniers nazis.) Néanmoins, la détermination de Churchill de préserver l'Empire britannique jeta les bases de l'alliance américano-britannique pour poursuivre la guerre contre les puissances de l'Axe.

Les préparatifs de la Deuxième Guerre mondiale

Le renforcement du régime d'Hitler n'empêche pas les filiales américaines et britanniques des cartels allemands de consolider leurs partenariats au moment même où ces derniers, particulièrement IG Farben, commencent à préparer une guerre d'agression. En 1936, par exemple, la Schroder Bank de New York fonde une société en commun avec les Rockefeller, la Schroder, Rockefeller and Co. Investment Bankers, qui a pour associés Avery Rockefeller, neveu de John Rockefeller, le baron Bruno von Schroder de Londres et Kurt von Schröder de la BRI et de la Gestapo de Cologne. Leurs avocats sont les frères John Foster et Allen Dulles, de Sullivan and Cromwell.

Sosthenes Behn, directeur de International Telephone and Telegraph (ITT), et Gerhardt Westrick, directeur de ITT en Allemagne et associé de John Foster Dulles, nomment au conseil d'administration de la société Walter Schellenberg, chef du service de contre-espionnage de la Gestapo (SD), et le baron Kurt von Schröder, afin de garantir la continuité des activités de la société en Allemagne au cours de la guerre à venir. Au même moment, le président de la Standard Oil de Rockefeller dans le New Jersey, Walter Teagle, est nommé directeur de American IG (Farben) Chemical Corp, dont le conseil d'administration comprend entre autres Edsel Ford, président de Ford Motor Co., Charles Mitchell, président de la National City Bank of New York de Rockefeller, Paul Warburg, président de la Réserve fédérale, et Herman Metz, directeur de la Bank of Manhattan.

Tandis que ces relations se consolident, IG Farben est en passe de se faire entièrement intégrer dans la machine de guerre nazie - qu'il dirige même en grande partie. En effet, comme le rapporte Josiah DuBois dans son livre *Les chimistes du Diable*, 24 cadres d'IG Farben allaient passer en jugement au tribunal de Nuremberg pour avoir « préparé et lancé une guerre d'agression » et « conspiré à lancer une guerre d'agression ». Cependant, dans l'atmosphère politique de la Guerre froide qui règne au moment de la conclusion des procès, le 28 mai 1948, les seules condamnations prononcées sanctionnent le « travail esclavagiste » et le « pillage », et les chefs d'accusation portant sur la préparation et la conduite d'une guerre d'agression aboutissent à un acquittement. Dans ce climat, les efforts pour démanteler les cartels après la guerre furent sabotés. Pour en donner une idée, pendant le procès, DuBois lui-même fut traité par le député américain Dondero de « gauchiste du département du Trésor qui avait été un étudiant proche de la ligne du Parti communiste ».

Il est clair qu'en septembre 1939, Hitler n'aurait pas pu lancer son offensive sans la guerre économique menée par IG Farben dans le cadre de la mobilisation de guerre. Manquant de matières premières, comme l'avait fait remarquer Schacht dans son discours de 1930 devant la Foreign Policy Association de New York, l'Allemagne nazie devrait fabriquer les matériaux synthétiques nécessaires à sa machine de guerre. Deux exemples illustrent ce point.

D'abord, bien que l'Allemagne nazie eût continué à recevoir du pétrole de la Standard Oil pendant la guerre, grâce aux livraisons en provenance d'Amérique ibérique transitant par l'Espagne de Franco, le processus d'hydrogénisation « Leuna », mis au point par IG Farben pour produire de l'essence à partir du charbon, était crucial pour faire rouler les blindés. En 1934, l'Allemagne importait près de 85 % de ses produits pétroliers. Sans l'essence synthétique, les nazis n'auraient pas pu mener une guerre mécanisée moderne. Le processus d'hydrogénisation même avait été mis au point et financé par les laboratoires de la Standard Oil aux États-Unis, en commun avec IG Farben, dans le contexte de l'accord de 1929.

Deuxièmement, sans le caoutchouc synthétique produit avec le procédé Buna mis au point par IG Farben, les véhicules nazis n'auraient pas eu de pneus. Avant la Deuxième Guerre mondiale, la Standard Oil avait convenu avec IG Farben, aux termes de l'accord de la Joint American Study Corp. (Jasco), que le caoutchouc synthétique resterait dans la sphère d'influence d'IG Farben et que la Standard Oil ne bénéficierait de son monopole aux Etats-Unis qu'à condition que la firme allemande en autorise le développement sur place. Or en 1936, le gouvernement nazi interdit de transmettre à quiconque aux Etats-Unis le savoir-faire pour la production du caoutchouc synthétique buna. En conséquence de cette mesure de guerre économique, le caoutchouc synthétique ne fut pas développé outre-Atlantique avant guerre.

En 1938, Standard fournit à IG Farben son nouveau procédé de caoutchouc butyl, tout en gardant secret aux Etats-Unis mêmes le procédé buna. Ce n'est qu'en juin 1940 que Firestone et US Rubber pourront participer aux essais de la méthode butyl et auront droit à des licences de production du caoutchouc buna. En 1937, Schmitz, Krauch et von Knirriem, d'IG Farben, se rendent à Londres où ils réussissent à négocier l'achat de carburant d'avion provenant de Standard Oil, au profit de la Luftwaffe de Göring, pour un montant de 20 millions de dollars. En outre, Standard fournit à IG Farben des plans pour la production de plomb tétraéthyle, composante indispensable au carburant d'avion, et sur l'insistance de Standard Oil, le ministère de la Guerre à Washington accorde un permis pour sa production en Allemagne, dans une usine dont les co-proprétaires étaient IG, General Motors et des filiales de Standard.

En 1938, la Luftwaffe a un besoin urgent de 500 tonnes de plomb tétraéthyle, que lui « prête » l'Ethyl Export Corp. de New York. La garantie pour la transaction est fournie par le biais de Brown Brothers, Harriman, dans une lettre datée du 21 septembre 1938. Au moment de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor le 7 décembre 1941, Farben avait réussi, grâce à ses relations américaines, à s'assurer 80 % de l'ensemble de la production de magnésium du continent américain. L'accord conclu entre IG Farben, Aluminium Co. of America et Dow Chemical Co., limitait sa production à l'intérieur des Etats-Unis et prévoyait que toutes les exportations en quantité importante à partir des Etats-Unis aillent à l'Allemagne.

Le rôle d'IG Farben dans la guerre d'agression

Après l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933, IG Farben mit en place sa propre entité d'espionnage international, opérant à partir d'un bureau dans le quartier Nord-Ouest 7 (N.O.7) de Berlin. Ce bureau avait d'abord été ouvert en 1927 par le président de la société, Hermann Schmitz, qui en confia la direction, deux ans plus tard, à son neveu Max Ilgner, également directeur de Farben. Ce dernier partit peu après aux Etats-Unis pour créer l'American IG Chemical Corp. En 1934, il fit venir son frère Rudolf Ilgner aux Etats-Unis, pour y travailler sous la direction du frère de Hermann Schmitz, Dietrich Schmitz, chez General Aniline and Film Corp, la société ayant pris la relève de American IG. En effet, Schmitz avait dû changer la dénomination sociale de la société pour échapper à une enquête du gouvernement américain.

Un exemple du modus operandi de N.O. 7 : avant l'entrée en guerre des Etats-Unis, ayant appris que le gouvernement américain voulait photographier ses installations militaires dans la zone du canal de Panama et en Alaska, General Aniline and Film proposa de fournir à titre gratuit les pellicules et les appareils photos. Les photos originales furent ensuite développées et envoyées à Berlin, et une copie remise au gouvernement américain. Dans le quartier N.O.7, se trouvait également une agence créée en 1935 par Hermann Göring : la Vermittlungstelle Wehrmacht (liaison de l'armée chargée des relations entre IG Farben et le ministère de la Guerre), dirigée par Carl Krauch, le président du conseil de surveillance d'IG Farben. Lorsque Krauch prit son poste auprès de Göring, il fut remplacé à la Vermittlungstelle Wehrmacht par Fritz ter Meer, le directeur de la commission technique du conseil de gestion d'IG Farben et membre du conseil d'administration de General Aniline and Film dans l'Etat de New York. En 1937, chaque usine d'IG avait un représentant confidentiel à la Vermittlungstelle Wehrmacht.

Interrogé après la guerre à propos de ce bureau, von Schnitzler d'IG Farben répondra : « *Pendant douze ans, la politique extérieure des nazis et celle d'IG Farben étaient inséparables. J'en conclus aussi qu'IG était en grande partie responsable de la politique extérieure d'Hitler.* » Pour ce qui est de l'Espagne, DuBois rapporte que les enquêteurs ont trouvé des documents montrant que Farben avait financé Franco de manière conséquente. Interrogé à ce propos, Schnitzler répondra : « *Il n'est pas si improbable que nous ayons soutenu certains mouvements intérieurs dans des pays étrangers.* » En 1934, Hitler avait nommé à la direction de l'Institut latino-américain de Berlin le général Wilhelm von Faupel, connu comme le « général d'IG » car il comptait parmi ses protecteurs George von Schnitzler, Fritz Thyssen, le baron Kurt von Schröder et Franz von Papen.

Pendant la guerre civile en Espagne, alors qu'Hitler et Mussolini apportaient un soutien militaire direct à Franco, von Faupel fut nommé ambassadeur allemand auprès du gouvernement insurrectionnel du généralissime. Après la consolidation du pouvoir de ce dernier, il utilisa la Phalange espagnole pour s'introduire en Amérique ibérique pour le compte d'IG Farben et des nazis. DuBois note que dans plusieurs cas, les tueurs à gages économiques d'IG Farben brandissaient la menace des chacals nazis pour mettre la main sur l'industrie chimique d'un autre pays. Comme en Autriche, par exemple, où deux ans avant l'*Anschluss*, Farben s'était emparé de toutes les usines chimiques et d'explosifs.

De même en Tchécoslovaquie, avant le pacte de Munich, les nazis avaient dépouillé une partie de l'industrie chimique nationale. Même avant cela, von Schnitzler avait préparé une monographie sur la structure de Prager Verein - une industrie chimique tchèque située dans le pays des Sudètes et sise à Prague - et un plan prévoyant de mettre ses usines sous contrôle de Farben en cas d'invasion nazie. En dépouillant Prager Verein, Farben commença par dérober les actions détenues par les Belges, puis arrêta toute livraison d'armes vers la Belgique.

Le 28 juillet 1939, un mois avant l'invasion de la Pologne, la Vermittlungsstelle Wehrmacht présenta au gouvernement allemand une étude préparée de longue date, intitulée « *Les usines chimiques les plus importantes de Pologne* ». Farben s'en servit pour prendre le contrôle de ses usines suite à l'invasion. Farben avait aussi préparé un document intitulé « *Le nouvel ordre pour la France* ». Selon un de ses directeurs, le conseil d'administration de Farben « *considérait la France non seulement comme un modèle pour les plans des pays qui suivraient peu après, mais comme un exemple classique de planification à grande échelle* ». En fait, le géant que tous les pays seraient obligés d'enregistrer leurs brevets auprès de l'Agence centrale des brevets dirigée par Farben.

Après qu'Hitler ait rejeté le « *Nouvel ordre pour la France* », en novembre 1940, Farben rencontra en privé les dirigeants des industries de colorants en France, pour exiger une part majoritaire de 51 % dans le capital de toutes les sociétés. Aucun accord ne fut conclu à l'époque, mais l'année suivante, les sociétés françaises se plièrent aux menaces de Farben, en acceptant de créer un nouveau groupe, Francolor, dont les administrateurs comprenaient von Schnitzler et ter Meer. A travers Francolor, Farben accapara les licences exclusives de 259 brevets étrangers et de 53 applications de brevets.

Pour une bouchée de pain, le géant contrôlerait dorénavant un nouveau groupe évalué à 800 millions de francs. De là, il se tourna vers le monopole pharmaceutique français. Dans chacun de ces cas, Farben, tout en organisant la mobilisation de guerre nazie, brandissait la menace d'invasion nazie et même, le cas échéant, soutint une véritable invasion, afin de piller l'économie nationale des pays visés et de créer une économie « globalisée » placée sous son contrôle.

Auschwitz : la solution d'IG Farben au problème des matières premières

Dès le départ, le camp de concentration d'Auschwitz fut l'affaire d'IG Farben. Comme nous l'avons vu, l'Allemagne n'aurait pas pu faire la guerre si elle n'avait pas disposé de caoutchouc et d'essence synthétiques. En moins de quatre ans, l'application du procédé buna avait permis à l'Allemagne de réduire la part des importations de caoutchouc dans la consommation nationale de 95 % à seulement 7 %. C'est en 1936, moins de quatre ans avant l'invasion de la Pologne en septembre 1939, que les deux premières usines buna avaient été construites. Auschwitz deviendra la troisième en importance. Elle avait pour vocation d'être l'« usine buna pour l'Est » et son nom était simplement la traduction allemande de la petite ville rurale d'Oswiecim, en Haute Silésie, que Farben avait choisie avant l'invasion de la Pologne pour y installer cette usine. En effet, la production de caoutchouc synthétique nécessitait beaucoup de charbon et d'eau et Oswiecim se trouvait à la limite sud des mines de charbon de Silésie et à la confluence de trois fleuves.

Le choix d'Auschwitz se basait sur quatre présuppositions :

- la nécessité d'une usine buna à l'Est en vue d'une guerre d'agression contre l'Union soviétique ;
- la probabilité d'une guerre sur le front ouest, qui rendrait vulnérables les autres usines à l'Ouest ;
- l'invasion de la Pologne pour pouvoir y construire l'usine ;
- la mise en place d'un camp de travail, vu qu'il n'y avait même pas 15 000 agriculteurs dans la région pour servir de main-d'œuvre.

En 1937, IG Farben considérait déjà les avantages économiques découlant de la mise à proximité de la production du caoutchouc buna et des carburants de Leuna (hydrogénation). Ainsi, après le choix d'Auschwitz pour le site buna, Farben décida d'y installer aussi l'usine de Leuna. Plus tard, lors de la construction des installations, Göring autorisera Farben à utiliser des prisonniers des camps de concentration d'Auschwitz. Farben contrôlait aussi les mines qui devaient produire les 2 millions de tonnes de charbon par an nécessaires.

Tous les renseignements concernant les prisonniers qui travaillent pour Farben seront tenus à jour non pas par les autorités des camps, mais par le géant chimique lui-même. On constate que le Camp I d'Auschwitz, construit en 1940 pour abriter 26 000 personnes, en compte 40 000 en 1941, au moment où commence le chantier du site buna. De 1941 à 1943, plus de 2 millions de personnes passeront dans le Camp I, dont des centaines de milliers pour satisfaire les demandes de main-d'œuvre de Farben. Pendant cette période (qui exclut donc 1944, l'année la plus forte), plus de 100 000 travailleurs de Farben seront assassinés dans les chambres à gaz. Sur le site buna, sans compter celui de Leuna, Farben emploiera plus de 300 000 esclaves en tout, dont plus de 200 000 périront au travail. Pour ce qui concerne les Camps II et III, on n'a pas retrouvé les rapports de Farben. Le Camp IV, appelé « Monowitz », était connu comme « le camp de concentration de Farben ». Construit pour 5000 travailleurs, il s'y trouvait jusqu'à 20 000 par moments.

Les conditions dans les usines dirigées par Farben étaient pires que dans les camps. « Les prisonniers étaient condamnés à brûler le poids de leur propre corps en travaillant », disait un médecin tchèque. Même certains SS se sont plaints du traitement infligé aux prisonniers par les employés de Farben. Avant l'achèvement des usines, neuf punitions sur dix étaient infligées par des employés de Farben. Dès le début, il y avait une relation directe entre les besoins de production établis par Farben et le traitement des prisonniers. Fin février 1943, un crématoire moderne fut installé à Auschwitz. Le Zyclon B, utilisé pour gazer les victimes des camps de concentration, avait été inventé par IG Farben, qui en détenait le monopole mondial des ventes depuis 1934. Chaque bidon de Zyclon B vidé à Auschwitz avait été produit par IG Farben.

Commerce avec l'ennemi

Pendant la guerre, la Chase National Bank des Rockfellers gardera ses bureaux ouverts dans la France occupée par les nazis, gérant les comptes de l'ambassadeur nazi Otto Abetz qui finançait le Mouvement synarchique révolutionnaire, celui qui liquidait les cellules anti-nazies à Paris. Ce mouvement, tout comme l'Union synarchiste nationale fondé au Mexique en 1937 par les nazis, se réclamait du synarchisme dans son titre. Mais en fait, tous les mouvements fascistes du début des années 20 jusqu'en 1945, y compris les nazis, furent des créations synarchistes de l'oligarchie financière internationale. Chase aura également en charge les transactions de la Banco Aleman Transatlantico, le contrôleur du Parti nazi en Amérique ibérique. Le 17 avril 1945, Chase National Bank of New York sera traduite en justice devant un tribunal fédéral américain pour avoir enfreint la « Loi sur le commerce avec l'ennemi », dans l'affaire des diamants de Smit.

En mai 1940, Leonard Smit, un important négociant en diamants de New York, avait commencé à faire de la contrebande de diamants commerciaux et industriels à destination de l'Allemagne nazie par l'intermédiaire de Panama. Roosevelt donna l'ordre de geler ses avoirs, mais quelques jours plus tard, des responsables de Chase débloquent les fonds à la demande du propriétaire, permettant ainsi l'expédition des diamants de la zone du Canal vers Berlin. La Chase fut acquittée et le fait qu'elle ait poursuivi ses activités dans la France occupée tout au long de la guerre ne fut pas rendu public. Nous avons déjà vu comment IG Farben allait profiter de ses relations avec la Standard Oil avant la guerre pour affaiblir les Etats-Unis et renforcer la machine de guerre nazie. Pendant la guerre, le géant pétrolier du New Jersey continuera à fournir du pétrole au régime nazi, en passant par l'Espagne fasciste, où les cargaisons étaient payées par des fonds de Franco que la Réserve fédérale avait débloqués.

Le secrétaire d'Etat Cordell Hull, qui devait plus tard dénoncer l'Argentine pour avoir collaboré avec les nazis, protégea en 1943 la Standard Oil en déclarant que le pétrole expédié en Espagne venait des Caraïbes et non des Etats-Unis et était transporté par des pétroliers espagnols. Le 27 février 1942, Thurman Arnold, directeur de l'Anti-Trust Division américaine, mit en accusation le président de la Standard, Oil William Farish. Selon lui, « en aidant Hitler dans l'accord sur le caoutchouc et les arrangements sur les brevets », Standard Oil « avait agi contre les intérêts du gouvernement américain ». Il proposa « une amende de 1,5 million de dollars et un décret de consentement en vertu duquel Standard remettrait tous les brevets » en question au gouvernement pour la durée de la guerre. Farish refusa et des poursuites pour conspiration avec l'ennemi furent engagées devant un tribunal de Newark (New Jersey). Mais celles-ci furent plus tard abandonnées en échange de la remise des brevets par Standard et de la condamnation à une amende modeste (Farish fut condamné à verser la somme ridicule de 1000 dollars).

Le 13 juillet 1944, au plus fort de la guerre, Standard Oil of New Jersey porta plainte contre le gouvernement américain pour avoir confisqué les brevets du caoutchouc synthétique. Le 7 novembre 1945, le juge Charles Wyzanski statua en faveur du gouvernement. La procédure en appel fut rejetée le 22 septembre 1947, le juge Charles Clark déclarant : « *La Standard Oil peut être considérée comme un ennemi national au vu de sa relation avec IG Farben après que les Etats-Unis et l'Allemagne soient devenus des ennemis actifs.* »

Quant à ITT, il continuera tout au long de la guerre à collaborer avec le gouvernement nazi. La branche allemande d'ITT, dont le PDG était Gerhardt Westrich, l'associé juridique de John Foster Dulles, fournira la Wehrmacht en téléphones, avertisseurs de raids aériens, équipements radars, mèches pour pièces d'artillerie, etc. ITT contrôlait aussi le trafic entre les pays ibéro-américains et ceux de l'Axe. CIDRA, filiale d'ITT en Argentine, s'occupait des appels à Buenos Aires, en Allemagne, en Hongrie et en Roumanie. Une autre filiale d'ITT, United River Plate Telephone Co., a géré 622 appels téléphoniques entre l'Argentine et Berlin au cours des seuls sept premiers mois de 1942. ITT, RCA, British Cable et Wireless, l'allemand Telefunken, l'italien Italcable et la Compagnie générale, contrôlée par Vichy, avaient des parts dans TTP (Telgrafica Telefonica del Plata), une société contrôlée par l'Axe qui fournissait un service télégraphique et téléphonique entre Buenos Aires et Montevideo (Uruguay). Les nazis de Montevideo pouvaient donc téléphoner à Buenos Aires au moyen de TTP sans être contrôlés par le système d'Etat en Uruguay ou le système ITT en Argentine.

Les messages étaient transmis alors directement à Berlin et à Rome par Transradio, dont le conseil d'administration comprenait des nazis allemands, des fascistes italiens et des représentants des alliés. Le président du conseil d'administration à Buenos Aires, Ernesto Aguirre, siégeait aussi au conseil d'administration de la filiale nazie de General Electric et de différentes compagnies italiennes, japonaises et allemandes. Par conséquent, nombre de messages envoyés aux capitales des pays alliés par les ambassades et consulats américains devaient d'abord passer par des amis de l'Axe ! Pendant la guerre, l'entreprise de roulements à billes basée en Suède, Swedish Enskilda Bank (SKF), expédia ses produits vers des entreprises ibéro-américaines associées aux nazis. Hugo von Rosen, l'un des directeurs de SKF aux Etats-Unis, n'était autre que le cousin par alliance de Göring. Les roulements à billes étaient transportés sur des bateaux enregistrés au Panama, depuis les ports américains vers des ports sud-américains, avant d'être réexpédiés via le Portugal, l'Espagne et la Suisse. En 1943, quand l'Allemagne commence à manquer de roulements à billes, von Rosen arrange une réexpédition de Rio de Janeiro et Buenos Aires via la Suède.

Henry Ford fut lui aussi un sympathisant d'Hitler et son livre publié en 1927, *Le Juif international*, fut largement diffusé en Amérique ibérique. Une des rares personnes louées dans *Mein Kampf*, il envoyait à Hitler 50 000 Reichsmarks par an. En 1938, Henry Ford, tout comme James Mooney de General Motors, recevra d'Hitler l'ordre de l'Aigle d'Or. En outre, le chef de la Vermittlungstelle Wehrmacht, Carl Krauch, était aussi le directeur de Ford Motor Co. en Allemagne. En avril 1943, une enquête menée par le gouvernement américain sur les filiales de Ford en France conclut que « leur production ne bénéficie qu'à l'Allemagne et aux pays que celle-ci occupe ». En outre, « l'activité accrue des filiales françaises de Ford pour le compte des Allemands est approuvée par la famille Ford en Amérique ».

La Banque Worms et le synarchisme

En 1940, nombre des représentants de l'oligarchie financière qui avaient aidé à mettre au pouvoir Hitler comprirent que le Führer était devenu un monstre de Frankenstein qui menaçait leur dessein d'un empire financier globalisé, représentant aussi les intérêts anglo-saxons. Ce groupe, orbitant autour de la Banque Worms, entendait conclure rapidement la guerre en éliminant Hitler et sa Gestapo en Allemagne et en écartant du pouvoir le Premier ministre britannique Winston Churchill en faveur de Lord Beaverbrook et Sir Samuel Hoare.

L'objectif de ce groupe - en gros la création d'une forme de fascisme universel sans Hitler - allait devenir le principe de base de l'internationale synarchiste après guerre. Son plan était exposé dans un document du renseignement américain datant de 1940, intitulé « *La « Synarchie » et la politique du groupe de la Banque Worms* ». (Notons déjà qu'après la guerre, l'assistant économique du général William Draper qui sabota la décartellisation était Alexander Kreuter, un ancien de la Banque Worms.)

Ce document du renseignement américain rapporte donc que « *le mouvement réactionnaire connu comme la « Synarchie » existe en France depuis près d'un siècle. Il a toujours eu pour objectif de mener une révolution non sanglante, inspirée par les classes supérieures, destinée à produire une forme de gouvernement de « techniciens » (le fondateur du mouvement était lui-même un « polytechnicien »), dont la politique intérieure et extérieure serait soumise à l'économie internationale.*

« Les objectifs du groupe de la Banque Worms sont les mêmes que ceux de la « Synarchie », et les dirigeants des deux groupes sont, dans la plupart des cas, identiques. » Selon ce rapport, le programme continental du groupe synarchique de la Banque Worms consistait à « mettre en échec tous les nouveaux projets sociaux qui auraient tendance à affaiblir le pouvoir des financiers et industriels internationaux [et] à œuvrer à ce que l'ensemble de l'industrie soit en fin de compte sous le contrôle complet de la finance et de l'industrie internationales ».

En outre, le groupe Worms « avait l'intention de tirer avantage de la collaboration franco-allemande afin de conclure une série d'accords avec des industries allemandes, établissant ainsi une solide communauté d'intérêts entre industriels français et allemands, ce qui tendra à renforcer la position de la finance et de l'industrie internationales. On espère que le « bloc » franco-allemand ainsi créé sera en position :

- a) d'effectuer une fusion avec l'industrie anglo-saxonne après la guerre ;
- b) de neutraliser toute tentative de répandre le socialisme avec le programme de Hitler ;

c) d'empêcher le développement de toute union douanière européenne excluant les intérêts anglo-saxons. » Toujours selon ce rapport de 1940, « il y a des raisons de croire que Göring et le Dr Funk considèrent avec sympathie ces aspirations. On dit aussi que certains milieux industriels en Grande-Bretagne ont de la sympathie pour ce mouvement. On prétend que des progrès ont été faits pour garantir l'adhésion de la grande industrie américaine à ce mouvement. »

Le groupe Worms souhaite « la conclusion rapide de la guerre, car ils pensent que sa continuation ne peut mener qu'à la ruine des intérêts de l'industrie lourde ». Concernant la Grande-Bretagne, leur objectif consiste à « provoquer la chute du gouvernement Churchill [et] à favoriser la formation d'un nouveau gouvernement comprenant Sir Samuel Hoare, Lord Beaverbrook et M. More-Belisha ». A travers Hoare, ils veulent « favoriser un accord entre l'industrie britannique et le « bloc » franco-allemand [et] protéger les intérêts anglo-saxons sur le continent ». Leur politique envers l'Allemagne consiste à « éliminer Hitler, Goebbels et Himmler avec sa Gestapo et faciliter ainsi la formation d'un bloc anglo-franco-allemand ».

Opération Sunrise et Guerre froide

Avec la disparition de Roosevelt en 1945 et la fin de la guerre en Europe, le projet synarchiste pour l'après-guerre, consistant à former un bloc économique globalisé, fut lancé sans délai. On commença par rompre l'alliance avec l'Union soviétique et créer un bloc anti-communiste, en y intégrant des éléments de la machine nazie. Roosevelt à peine décédé, on mena à bien l'opération Lever du soleil (Operation Sunrise) : la négociation de la capitulation des forces allemandes dans le nord de l'Italie, conduite par Allen Dulles et le général SS Karl Wolff. Ce premier pont jeté entre l'anti-communisme nazi et l'anti-communisme anglo-américain allait se développer tout au long de la Guerre froide.

Comme nous l'avons vu, avant la guerre, Allen et John Foster Dulles, du cabinet Sullivan et Cromwell, avaient été les conseillers juridiques du noyau dur des cartels nazis anglo-américains. De plus, Allen Dulles était membre du conseil d'administration de Schroder, Rockefeller et Co. Dès lors, il n'est pas surprenant que ce soit lui qui, en sa qualité de chef de l'OSS (Office of Strategic Services) à Berne, ait négocié la capitulation des forces allemandes dans le nord de l'Italie avec le général Karl Wolff, chef de la police et des SS dans cette région, le 2 mai 1945, cinq jours avant la capitulation générale à Reims.

En 1950, Allen Dulles sera nommé numéro deux de la CIA puis, trois ans plus tard, numéro un. Entre-temps, son frère John Foster sera nommé secrétaire d'Etat du président Eisenhower. L'adjoint de Dulles dans l'opération Lever du soleil, James Jesus Angleton, le suivra à la CIA, tandis que le général Lyman Lemnitzer, autre collaborateur de Dulles lors des mêmes négociations, deviendra plus tard commandant des forces de l'OTAN et chef de l'état-major conjoint des forces américaines. Dulles, pour sa part, considérait les négociations sur la capitulation comme un pas important vers la formation d'une alliance anti-soviétique avec les éléments du Parti nazi et des SS qu'on pourrait « récupérer ». Par conséquent, il tenait à en exclure complètement les Soviétiques mais ceux-ci, informés de la manœuvre, exigèrent la rupture des négociations tant qu'ils n'y participeraient pas. Averell Harriman, ambassadeur américain à Moscou à l'époque, soutenait la position de Dulles. Dans une lettre à Roosevelt, Staline avait affirmé que « l'initiative de toute cette affaire (...) à Berne revient aux Britanniques ».

En Italie même, Dulles s'efforçait d'empêcher des éléments communistes de la résistance anti-fasciste de prendre le pouvoir, à la faveur du chaos devant suivre la retraite militaire des nazis. Cette inquiétude explique aussi la création, après la guerre, d'unités fascistes « stay behind », sous l'égide de l'opération Gladio. Il est clair que le général Wolff, pour sa part, voulait que les négociations débouchent sur une scission définitive entre Anglo-Américains et Soviétiques. Certains de ses collaborateurs se berçaient de l'illusion de pouvoir « retourner au Reich et continuer, de concert avec les unités anglo-américaines, la lutte contre la Russie ».

Plus réaliste, Wolff savait que c'était impossible, mais il espérait néanmoins que Dulles autoriserait les membres « idéalistes » et « décents » du parti nazi et des SS, y compris lui-même, à jouer « un rôle actif dans la reconstruction ». Tout au long des négociations et par la suite, Wolff restera un nazi convaincu qui, au cours de discussions avec des officiers alliés, traitait les Polonais de « mongols slaves ». Un jour, il confia à deux SS sous ses ordres : « Nous allons récupérer notre Reich. Avec le temps, les autres commenceront à se battre entre eux et nous, nous serons au milieu et pourrons jouer les uns contre les autres. » Dulles le décrivait comme une personnalité « distinctive » et « dynamique », mais il impressionnait moins les autres négociateurs.

Au départ, protégé par Dulles, Lemnitzer et d'autres, Wolff échappera de justesse, grâce à eux, aux poursuites du tribunal de Nuremberg. Puis, en 1949, poursuivi par les Britanniques à Hambourg, il sera acquitté après avoir produit des témoignages de Dulles et Lemnitzer en sa faveur. Toutefois, en 1962, après le procès d'Adolf Eichmann en Israël, le gouvernement ouest-allemand intenta un procès contre lui pour avoir planifié l'extermination des Juifs pendant les années où il était adjoint de Himmler et officier SS de liaison au quartier-général d'Hitler. En effet, dans une lettre écrite en 1942, il avait exprimé sa « joie spéciale en sachant que désormais, cinq mille membres du Peuple élu arrivaient tous les jours à Treblinka ». Cette fois-ci, il fut condamné.

La tentative de protéger Wolff faisait partie d'une opération bien plus vaste par laquelle on cherchait à coopter certains nazis dans la reconstruction de l'Allemagne, en ce début de Guerre froide, tout en aidant d'autres à s'échapper par le biais des « lignes de rats ». Certains criminels de guerre seront bel et bien poursuivis à Nuremberg et ailleurs, mais grâce à Allen Dulles et à James Jesus Angleton, d'autres nazis et collaborateurs nazis pourront fuir, via l'Italie ou l'Espagne de Franco, vers l'Amérique ibérique et l'Asie du sud-ouest. Cette opération était coordonnée avec des éléments corrompus de l'Eglise en Italie. Ceux qui se réfugiaient en Amérique ibérique arrivaient via l'Argentine qui, du temps de Juan et Evita Peron, était un refuge et point de transit pour des milliers de criminels de guerre nazis, jusqu'à ce que Peron mette fin à l'opération en 1949-50.

L'opération Sunrise comportait au moins trois ramifications. D'abord l'opération Amadeus, destinée à financer la fuite de criminels de guerre en Amérique ibérique grâce à l'argent de la drogue, de gros stocks de morphine des SS ayant été passés en contrebande à cette fin. Deuxièmement, de faux billets de banque britanniques, contrefaits dans le cadre de l'opération Bernhardt, servaient par ailleurs à financer les lignes de rat. Et troisièmement, pendant que des milliers de nazis trouvaient refuge en Amérique ibérique, d'autres devaient former, en Europe, des unités « stay behind », dans le cadre de l'opération Gladio.

Mentionnons trois nazis de premier plan qui furent cooptés après guerre pour servir les intérêts « occidentaux » dans la Guerre froide : Reinhard Gehlen, Hjalmar Schacht et Otto Skorzeny, mari de la nièce de Schacht. Le premier, ancien général chargé des renseignements nazis sur le front Est, sera recruté par Dulles pour collaborer avec la CIA jusqu'à sa nomination, en 1956, comme principal officier de renseignement du nouveau gouvernement ouest-allemand. Quant à Schacht, il protégera surtout les avoirs des industriels nazis après-guerre, tandis que Skorzeny était affecté à l'organisation des lignes de rat.

Sabotage du programme de décartellisation

En dépit de la ferme intention de Franklin Roosevelt de démanteler I.G. Farben et les autres cartels dès la fin de la guerre, afin de neutraliser les « armes de guerre économique » des nazis, tous les efforts allant dans ce sens furent systématiquement entravés. En avril 1945, par exemple, le chef d'état-major de l'armée américaine signe une directive (JS1067) précisant : « Vous interdirez tous les cartels et autres arrangements commerciaux privés et les organisations de type cartel (...) » De même l'accord de Potsdam conclu le 2 août 1945 entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique affirmait qu'« à la date la plus rapprochée possible, l'économie allemande sera décentralisée afin d'éliminer la concentration excessive de pouvoir économique comme on le voit dans les cartels, syndicats, trusts et autres arrangements de type monopoles ».

L'intention de Roosevelt, reflétée dans ces deux documents, sera délibérément contrariée. L'homme chargé de la Division économique de l'armée américaine en Allemagne après la guerre, le général William H. Draper, s'était occupé du financement de la reconstruction allemande après la Première Guerre mondiale, en sa qualité de vice-président de Dillon, Read & Co. Son adjoint chargé des affaires économiques, Alexander Kreuter, travaillait à la Banque Worms et Averell Harriman, de Brown Brothers, Harriman, succéda à Jesse Jones au poste de ministre du Commerce des Etats-Unis. Un livre rédigé en 1950 par James Steward Martin, *All Honorable Men*, décrit le sabotage du programme de décartellisation mandaté par Roosevelt. Martin parlait en connaissance de cause, ayant été chef de la division Guerre économique du département de la Justice, puis affecté, après la guerre, à la branche Décartellisation du gouvernement militaire de l'occupation.

La composition de cette branche au moment où Martin la rejoint illustre bien le problème. La division économique était dirigée par le colonel Graeme K. Howard, l'auteur d'un livre paru en 1940 (*America and a New World Order*) pour faire l'apologie du système économique nazi. Vice-président de General Motors, il était membre du conseil d'administration de GM-Opel qui resta actif en Allemagne pendant la guerre. Il sera ensuite remplacé par le général William H. Draper, par ailleurs secrétaire-trésorier de Dillon, Read & Co. Le responsable de la section Acier de la branche industrie est Rufus Wysor, PDG de Republic Steel Co., et l'adjoint de Draper est Frederick L. Devereux, vice-président à la retraite d'une filiale de American Telephone & Telegraph.

Côté britannique, la principale opposition à la décartellisation vient de Sir Percy Mills qui, en 1939, avait représenté la Fédération des industries britanniques dans diverses réunions à Dusseldorf, avec le Reichsgruppe Industrie, l'organisation nazie responsable de la mobilisation de guerre de l'économie allemande. L'équipe de Martin chargée de la décartellisation devait travailler à la division finance avec le capitaine Norbert A. Bodgan, ancien vice-président de la J. Henry Schroder Banking Corp. de New York. Rappelons que Dillon, Read & Co. et la J. Henry Schroder Banking Corp. sont les deux banques de placement américaines ayant géré le financement de la reconstruction de l'Allemagne après la Première Guerre mondiale. La première avait lancé aux Etats-Unis les obligations de la Vereinigte Stahlwerke, qui regroupait les quatre grands sidérurgistes allemands, dont Fritz Thyssen, l'un des premiers bailleurs de fonds d'Hitler. L'aspect juridique des prêts organisés par la Schroder Banking Corp. aux Etats-Unis était assuré par Sullivan & Cromwell, le cabinet de John Foster Dulles.

Pendant toute la guerre, Allen Dulles, un collaborateur de Sullivan & Cromwell et directeur jusqu'en 1944 de la Schroder Bank de New York, dirigea la mission européenne de l'OSS en Suisse. La vice-présidente de la Schroder Bank, V. Lada-Mocarski, était consul américain en Suisse. Le 7 décembre 1946, Philip D. Reed, PDG de General Electric Co., compagnie qui avait supprimé le carbure de tungstène en faveur de Krupp et financé Hitler, arrive à Berlin pour mener à bien une mission commandée par le secrétaire au Commerce Averell Harriman. Dans son rapport au ministre, il dit que la politique de décartellisation est l'œuvre des « extrémistes » du département de la Justice. Le 22 mai 1947, Martin démissionne, pour être remplacé par son adjoint, Philips Hawkins, le fiancé de la fille du général Draper. Martin est le troisième directeur du programme de décartellisation à donner sa démission. Ses prédécesseurs, le colonel Bernstein et Russell Nixon, étaient aussi partis à cause du sabotage de la décartellisation.

En mars 1948, Richard Bronson, le chef de la branche décartellisation, propose de soustraire à la réorganisation toutes les entreprises de biens d'équipement et d'industrie lourde et annonce qu'environ un quart des membres du personnel sera licencié. Dix-neuf employés qui s'opposent au sabotage de la décartellisation seront traités de « déloyaux » et une note sera insérée dans le dossier de chacun d'eux, précisant qu'il n'aura droit à aucune promotion, mutation ou autre modification de son statut sans l'approbation des autorités supérieures. De même, en 1948, la commission de lutte contre les menées anti-patriotiques de la Chambre (House Un-American Activities Committee) ruina la carrière de deux responsables du département du Trésor, Harry Dexter White et Lauchlin Currie, qui participaient activement aux enquêtes sur la BRI, Standard Oil, Chase, ITT, SKF, Ford, General Motors et les Morgan. Ils seront tous deux dénoncés comme agents communistes. Currie disparaît en Colombie et sa nationalité américaine lui sera retirée en 1956, tandis que White mourra d'une crise cardiaque le 16 août 1948, à l'âge de 56 ans, en rentrant chez lui après un interrogatoire.

Les débuts de la globalisation

Martin identifie les principales sociétés américaines ayant œuvré contre le programme de décartellisation. Il s'agit d'un groupe autour des entreprises Morgan, de banquiers de Harriman et de consultants en gestion de Dillon, Read & Co. Voyons le profil de certains des directeurs. Après la guerre, James V. Forrestal, ancien PDG de Dillon, Read et vice-président de General Aniline and Film, est passé du poste de sous-secrétaire à la Marine à celui de secrétaire au Commerce.

Robert A. Lovett, ancien collaborateur de Brown Brothers, Harriman, est passé du ministère de la Guerre, où il était sous-secrétaire, au département d'Etat, avec le même rang. Après avoir été ambassadeur en Russie et en Grande-Bretagne, W. Averell Harriman est nommé secrétaire au Commerce, puis, plus tard, ambassadeur sans portefeuille du plan Marshall. Draper lui-même avait été nommé sous-secrétaire de l'Armée en 1947, avant de démissionner pour reprendre son poste de vice-président de Dillon, Read.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, le président de la BRI était un Américain, Thomas H. McKittrick, en dépit du contrôle exercé sur cette banque par les nazis ! Lors de la conférence de Bretton Woods en juillet 1944, on adopta une résolution excluant explicitement du FMI et de la Banque mondiale tout pays n'ayant pas rompu toutes relations avec la BRI. Deux mois auparavant, McKittrick avait défendu sa position, disant que « nous continuons à faire tourner la machine, car quand l'armistice arrivera, les puissances autrefois hostiles auront besoin d'un instrument efficace comme la BRI ». Il resta d'ailleurs à la tête de cette institution pendant deux ans après la résolution de Bretton Woods. En 1948, la BRI est devenue la chambre de compensation des transactions en devises étrangères entre pays participant au programme de reprise européenne. McKittrick était alors vice-président de la Chase National Bank. Il servit aussi, un temps, de conseiller financier à Averell Harriman, lorsque celui-ci était ambassadeur sans portefeuille en Europe de l'Administration de coopération économique.

Accusé d'avoir participé à la conduite d'une « guerre d'agression », Hjalmar Schacht fut acquitté à Nuremberg en 1946, bien qu'il ait favorisé l'accession au pouvoir d'Hitler et qu'il ait conçu et mis en œuvre le système économique fasciste qui permit la mobilisation de guerre. Impliqué dans le complot raté pour assassiner le Führer, en 1944, il passa le reste de la guerre en prison. Par la suite, une cour de dénazification le condamna à huit ans de camp de travail, mais il retrouva la liberté en 1948, après avoir gagné son procès en appel. Alors qu'il était encore en prison à Stuttgart, Schacht déclara que si on lui donnait trois semaines, avec accès à ses dossiers personnels et trente à quarante feuilles de papier, il pourrait présenter un plan de reprise pour l'Allemagne dans l'après-guerre qui ne coûterait pas un centime aux puissances occupantes. Bien que celles-ci n'aient pas accepté immédiatement l'offre, le gouvernement militaire américain l'autorisa en 1949 à occuper des postes administratifs dans les organismes allemands.

L'homme qui portait la responsabilité de la politique d'austérité draconienne, de travaux forcés et de guerre d'agression fut donc libéré et réhabilité, parce que l'Internationale synarchiste entendait mettre à nouveau en œuvre la politique « schachtienne » dans l'après-guerre, après avoir réussi à éliminer le legs du président Franklin Roosevelt. Comme Martin le fait remarquer, le danger après la guerre était que les cartels deviennent non pas l'instrument d'une résurgence du nazisme, mais des groupes financiers britanniques et américains. Il avertit que, si les Etats-Unis devaient connaître de graves difficultés économiques, « la plupart des conditions d'une nouvelle version du drame allemand se trouveraient réunies sur la scène américaine ». Avant la Deuxième Guerre mondiale, les 250 plus grosses firmes américaines contrôlaient deux-tiers des avoirs industriels aux Etats-Unis, dont la majorité était dans les mains d'une centaine de sociétés. Après la guerre, les cent plus grandes entreprises, appartenant à huit groupes financiers, contrôlaient non plus les deux-tiers, mais les trois-quarts de l'économie industrielle américaine.

Martin écrit : « *Tout comme les six plus grandes compagnies financières allemandes étaient entremêlées aux sociétés industrielles dominantes, dans l'économie américaine, il y a huit grandes unités financières qui ont obtenu un degré de pouvoir comparable ici. Ce sont : 1) le groupe Morgan, qui contrôle United States Steel, General Electric, Kennecott Copper, American Telephone and Telegraph, International Telephone and Telegraph ; 2) les intérêts Rockefeller, dont les sociétés Standard Oil et la Chase National Bank ; 3) le réseau Kuhn Loeb de gaz, électricité et eau ; 4) les avoirs de Mellon, dont l'Aluminium Co, Gulf Oil, Koppers, Westinghouse Electric ; 5) le groupe de Chicago, dont International Harvester et les conserveries ; 6) les intérêts du Pont, dont General Motors, El du Pont de Nemours, et United States Rubber ; 7) le groupe de Cleveland, avec Republic Steel, Goodyear et autres, et 8) le groupe de Boston, dont United Fruit, Stone and Webster Utilities et la First National Bank of Boston. »*

Depuis la parution du livre de James Martin en 1950, l'organisation du monde financier et industriel anglo-américain a subi bien des changements. Notamment, à partir de 1971, avec l'évolution d'une société de production vers une société de consommation. Néanmoins, son avertissement sur le danger de fascisme aux Etats-Unis dans des conditions de dépression économique et son analyse des sociétés anglo-américaines ayant collaboré avec les nazis restent plus que jamais d'actualité.

[1] *Confessions of an Economic Hit Man : How the U.S. Uses Globalization to Cheat Poor Countries out of Trillions* (San Francisco : Berret-Koehler, 2004).

De 1929 à Hitler : la transition de Brüning

La perte de souveraineté découlant de Maastricht et de la mondialisation, la montée en puissance des institutions supranationales et l'orthodoxie monétaire et budgétaire ont engendré, parmi les populations européennes, occidentales et du tiers monde, un fort sentiment de fatalisme. L'aveuglement idéologique des chefs d'Etat face à la réalité économique actuelle a permis la montée des extrémismes et l'ébranlement des institutions politiques. Cette situation a amené nombre d'historiens à établir des parallèles avec les années 30.

Beaucoup d'entre eux se sont penchés, plus particulièrement, sur les circonstances qui ont permis à Adolf Hitler, le 30 janvier 1933, de prendre le pouvoir. Certains ont présenté cet événement comme un accident malencontreux, interne à l'histoire allemande, résultant d'erreurs de calculs des grandes formations politiques de l'époque, incapables de s'allier pour faire barrage à un dirigeant charismatique. D'autres ont vu le soutien à Hitler s'amplifier avec une crise économique sans précédent, une crise certes aggravée en Allemagne par le problème des réparations de guerre, mais une crise économique mondiale que tous devaient subir, qu'il était impossible de combattre de façon volontariste en raison d'une certaine fatalité propre aux lois de la science économique.

Or, la plupart d'entre eux ont ignoré les véritables circonstances qui ont mené à la Première Guerre mondiale, ainsi que les véritables objectifs du traité de Versailles. L'oligarchie impériale britannique, de concert avec la faction impérialiste française, avait réussi, comme elle l'avait anticipé lors de l'Entente cordiale entre ces deux pays en 1904, à entraîner la Russie et les Etats-Unis dans une guerre d'une brutalité que l'Europe n'avait pas connue depuis la guerre de Trente Ans. L'ordre financier et économique international émergent de ce sombre épisode allait être un ordre de pillage et de spéculation, générateur d'une grande instabilité. Les réparations de guerre imposées à l'Allemagne, totalisant 132 milliards de marks-or, les dettes de guerre française et anglaise à l'égard des Etats-Unis, les prêts subséquentement accordés par ces derniers à l'Allemagne, allaient se combiner pour constituer une pyramide de créances que les nations seraient par la suite sans cesse appelées à renflouer, au mépris de leur propres intérêts, de peur de voir toute la structure s'effondrer.

C'est dans ce contexte seul qu'il est permis d'analyser les circonstances qui ont conduit au coup d'état nazi. Il n'a rien de fortuit. Les conditions en ont été créées par une oligarchie supranationale opposée au progrès économique et scientifique. L'objet de notre étude sera Heinrich Brüning, chancelier de mars 1930 à juin 1932 et auteur de la « déflation ». Né le 26 novembre 1885 à Munster (Westphalie), il deviendra l'un des principaux dirigeants du mouvement syndicaliste à étiquette chrétienne, puis député du Centre catholique (Zentrum) en 1924. Il sera élu en 1929 président du groupe centriste au parlement. La politique économique qu'il mettra par la suite en œuvre, en tant que chancelier, plongera non seulement le monde entier dans une spirale de dévaluations compétitives, de licenciements massifs et de baisses salariales, mais conduira aussi l'Allemagne à la dictature nazie.

La spirale déflationniste mondiale

Tout observateur naïf devrait d'abord s'étonner devant la convergence idéologique unissant les chefs d'Etat de l'époque dans leur mise en œuvre de politiques d'austérité brutale. Qu'il s'agisse de Pierre Laval en France, de Ramsey MacDonald en Angleterre, de Mussolini en Italie, de Hoover aux Etats-Unis, tous renchérisaient sur les politiques de Brüning, tous s'empressaient de conduire leur nation respective vers le suicide économique. Le chancelier allemand se considérait en effet lui-même comme l'avant-garde de ce mouvement, ce dont il était particulièrement fier.

Mais il n'était en réalité que l'instrument d'une oligarchie financière désireuse d'instaurer, par l'intermédiaire d'un fascisme « purement » économique, puis d'idéologies eugénistes et mystiques, un nouvel ordre féodal supranational. Heinrich Brüning déclare dans ses *Mémoires* (1) que sa politique déflationniste ne visait qu'« à mettre l'Allemagne en mesure de résister à n'importe quelle contrainte extérieure, [à la rendre] capable de mettre à profit la crise mondiale pour exercer de son côté une pression sur les autres puissances », ceci afin de « **contraindre le monde à prendre lui-même une initiative tendant à la suppression des réparations.** »

En réalité on peut se demander si cette saignée qui devait permettre aux intérêts financiers de collecter des fonds aux dépens d'une Allemagne de plus en plus exsangue était bien nécessaire comme préalable à l'annulation des réparations, d'autant plus que Brüning déclare avoir estimé au moment elle avaient été entérinées par le gouvernement Wirth en 1923, que c'était « *un acte politique extrêmement perspicace et courageux de la part du nouveau cabinet Wirth de préconiser [leur acceptation].* »

Brüning prétendait que la pression populaire découlant d'une baisse généralisée des niveaux de vie amènerait les autres chefs d'Etat à abandonner leurs exigences concernant le paiement des réparations de guerre. Son raisonnement s'appuyait sur l'effet qu'aurait sur la balance commerciale de ses partenaires l'exportation par l'Allemagne de produits dont le coût serait sans cesse diminué par la baisse des prix et des salaires. **Ceci amènerait bien entendu les autres pays à faire des ajustements similaires, provoquant ainsi un autre cycle de baisse en Allemagne, et créant pour tous les conditions d'une spirale descendante.**

Brüning était parfaitement conscient de la signification profonde de sa politique. Ayant conclu, à la fin de 1930, un accord avec Luther, le président de la Reichsbank, sur son objectif ultime de procéder à une dévaluation de 20% du mark, Brüning précise dans ses *Mémoires* que « *sans en être informé, un seul homme au monde pressentit ce qui s'était passé : Mussolini. Dans un article rempli d'enthousiasme pour la politique du gouvernement du Reich qu'il écrivit en janvier 1931, il montrait clairement que ses sympathies étaient pour nous et non pour les nazis.* »

Le chancelier savait que l'objectif affiché, celui de la suppression des réparations, n'allait en rien résoudre la crise économique que ses mesures avaient provoquée. Tout en souhaitant voir le président Hoover convoquer, pour le début de 1932 à Washington, une conférence des premiers ministres des cinq grandes puissances dans le but de « *résoudre le problème des réparations et des dettes* », il affirmait qu'à ce moment, il était « *déjà d'avis que l'élimination de ces deux questions ne suffirait pas à elle seule à arracher le monde à ses plus grandes difficultés.*

Pour que la méthode proposée fût couronnée de succès, il fallait que chacun des premiers ministres prît l'engagement de patronner inconditionnellement dans son pays les solutions envisagées à Washington [l'austérité et la déflation de Hoover], il devrait les faire triompher au parlement ou se retirer. C'est seulement ainsi qu'il était possible de trouver une voie qui fascinât le monde, lui rendît confiance et en même temps lui donnât une chance de transcender l'influence destructrice des parlements dans les différents pays. »

Nous pouvons ajouter qu'en plus de s'opposer à « *l'influence destructrice des parlements* », Brüning fit tout ce qui était en son pouvoir pour affaiblir considérablement les syndicats. Sa politique d'austérité ne constituait en aucun cas, comme nous l'avons dit, un moyen visant à obtenir l'annulation des réparations. Elle constituait une fin en soi, ce qu'il appelait « **la vraie doctrine** ».

Il déclare lui-même avoir fait part de ses projets à Hitler lors de son entretien du 6 octobre 1930 : « *A notre avis, lui dis-je, la crise durera de quatre à cinq ans environ et la première amélioration interviendra au plus tôt au cours de l'été de 1932. Toutefois, des revers répétés se produiront vraisemblablement et nous ne pourrons escompter une remontée graduelle de l'économie qu'à partir de 1935, sous réserve que des événements imprévisibles ne viennent pas infirmer nos calculs. Même après la suppression des réparations, il sera impossible au cours des prochaines années de retrouver le niveau de vie de 1927-1928.* »

Entre le 6 décembre 1930 et le 8 décembre 1931 Brüning fit proclamer et voter, par le parlement, quatre grands décrets-lois. Il explique qu'en un an, « **les salaires avaient été diminués en moyenne de 20 à 25%, sans que se produisît une seule grève, exception faite de la grève sauvage dans l'industrie métallurgique de Berlin** ». Quant au quatrième décret-loi proprement dit, qui prévoyait à lui seul des baisses de salaires de 10%, son objectif était, selon lui, « *de ramener les salaires, les traitements et le prix de la vie au niveau de 1913* ». Il explique plus loin : « *Grâce à la production de petits logements à bon marché, en particulier par l'aménagement de colonies à la périphérie des grandes villes et par d'autres mesures en faveur de nouvelles constructions, on espérait arriver au cours de ces années à une réduction générale des loyers de l'ordre de 80%.*

En liaison avec d'autres mesures, cette baisse aurait permis de maintenir un niveau salarial nominalement bas, tout en relevant le salaire réel et en laissant une marge pour un relèvement nominal des loyers et des salaires que la dévaluation de 20% du mark pouvait rendre nécessaire. En fait, tout cela représentait un ajustement forcé de toutes les conditions de vie, de production, de répartition et de prix à une situation économique entièrement nouvelle. »

Les partisans de la rigueur budgétaire soutiennent que le chancelier a fait preuve d'un grand courage dans la mise en œuvre de sa politique car, plutôt que de confronter une population désespérée par une baisse de son niveau de vie, des média hostiles et la hargne des partis, il eût été plus facile d'adopter une approche plus démagogique en se lançant dans une politique inflationniste qui eût pu mener, à terme, à un effondrement semblable à celui de 1922-23. Pourtant, Brüning affirme lui-même qu'il a manqué d'un autre genre de courage, le vrai courage de déclarer un moratoire sur les dettes et les réparations :

Il était absolument nécessaire que je fisse une déclaration quelconque au Reichstag sur les réparations à l'occasion de l'ouverture des délibérations sur le budget. Ma tâche consistait à trouver des mots qui fussent aptes à tranquilliser la majorité du parlement sans susciter de réactions sérieuses à l'étranger, mais qui devaient néanmoins souligner aux yeux du monde l'urgence d'une nouvelle solution des réparations. Une déclaration de ma part, dont les termes n'auraient pas été pesés avec toute la prudence nécessaire, aurait eu un succès de politique intérieure plus considérable, mais elle risquait de provoquer un nouveau rush des créanciers étrangers sur les banques allemandes, qui entraînerait leur effondrement. Or, sur le plan psychologique, politique et diplomatique, je ne me sentais pas encore assez fort pour surmonter une pareille crise. On ne pouvait surmonter un pareil danger sans avoir au préalable consolidé les finances publiques à l'aide de mesures draconiennes, car seule cette méthode pouvait donner aux créanciers des banques une sécurité suffisante.

Brüning prétend par ailleurs que le Plan Young l'empêchait de déclarer un moratoire sur les dettes et réparations, car son « *acceptation avait transféré [la] responsabilité [de toute interruption ou retrait des crédits étrangers à la suite de toute demande de renégociation sur les réparations] au gouvernement allemand et à la Reichsbank. Les stipulations du plan ne permettaient pas au Reich de proposer des solutions indépendantes et constructives. Ces conditions devaient être remplies à la lettre, avant tout pour ce qui concernait la stabilité de la valeur-or du mark, la politique d'escompte de la Reichsbank et la possibilité d'escompter les traites du Trésor directement ou indirectement par la Reichsbank pour une expansion directe du crédit.* »

Autrement dit, le Plan Young, qui avait été proposé par les puissances victorieuses en 1929 afin de maintenir les réparations en échange d'un refinancement de l'extérieur, excluait toute politique monétaire souveraine et toute possibilité d'émission de crédit nécessaire au financement d'une politique de grands travaux, seule capable de créer des emplois et d'engendrer des gains de productivité futurs. Or Brüning avait été celui-là même qui, 19 jours avant sa nomination à la chancellerie, en tant que dirigeant du Zentrum (le parti du centre catholique alors majoritaire au Reichstag), avait amené le parlement à voter l'adoption de ce plan, sous prétexte que son rejet aurait provoqué l'annulation de l'évacuation de la Rhénanie.

Il faut comprendre que Brüning ne représentait en aucun cas les intérêts de l'Allemagne. Il n'y a aucune explication rationnelle à sa politique, si ce n'est qu'elle était le fruit d'une véritable conspiration, ourdie par son réseau de contacts dans les milieux financiers anglais et américains. Brüning ne pouvait ignorer que ces derniers avaient décidé la destruction de l'Allemagne, en étouffant dans l'œuf toute collaboration économique continentale, notamment avec la Russie. **Sans Brüning, la face du monde aurait été transformée par les effets conjugués du New Deal de Roosevelt (1933-34) et de la doctrine sociale de l'Eglise, telle qu'elle fut proposée par le pape Pie XI dans son encyclique *Quadragesimo anno*. Les nazis n'auraient jamais pris le pouvoir et la Deuxième Guerre mondiale n'aurait jamais eu lieu.**

Or, Brüning était très opposé, malgré ses origines catholiques et ses antécédents dans le mouvement syndical (il avait été nommé en 1920 secrétaire général de la Confédération générale du travail), à la doctrine sociale de l'Eglise et en particulier à l'encyclique *Quadragesimo anno*, qu'il disait être « *si lourde de conséquences et si irréflective* ». Cette doctrine, développée à partir de l'encyclique du pape Léon XIII *Rerum Novarum* sur la condition des ouvriers, avait pour objectif d'affirmer, à l'aube de l'ère industrielle, le respect de la dignité humaine et la notion de destination universelle des biens.

Brüning contre Lautenbach

En septembre 1931, la Société List organisa une réunion, tenue secrète à cause de l'opposition des créanciers de l'Allemagne (2). Y participaient une trentaine de personnalités de haut rang, dont Hans Luther, président de la Reichsbank, et Wilhelm Lautenbach, directeur de cabinet au ministère économique du gouvernement Brüning. Cette société, qui portait le nom du grand économiste germano-américain du XIXe siècle Friedrich List (auteur du *Système national d'économie politique* et père des chemins de fer allemands), regroupait des personnalités attachées à la défense de la souveraineté économique des nations.

Lautenbach présenta, lors de cette conférence, un mémorandum intitulé « *L'opportunité de faire revivre l'économie par l'investissement et l'expansion de crédit* ». Ce mémorandum proposait l'émission de 1,5 milliard de Reichsmarks pour financer une relance par la création d'emplois dans l'industrie lourde et par l'investissement dans l'infrastructure. Il s'agissait de lignes de crédit ouvertes par l'Etat en faveur d'entreprises ou de collectivités locales, sous forme de bons qu'elles présenteraient aux banques privées. Celles-ci auraient pu ensuite les faire réescompter auprès de la Reichsbank, avec un effet multiplicateur. L'objectif des investissements était fixé par l'Etat lui-même : construction de chemins de fer (1,2 milliards de marks), de routes et autoroutes (300 millions de marks), projets objectivement utiles et nécessaires.

La proposition de la Société List fut rejetée par l'entourage de Brüning, sous prétexte qu'elle aurait été « inflationniste ». Elle aurait été néanmoins adoptée si les industriels et les syndicats ouvriers s'étaient mobilisés en sa faveur, ce qui n'était pas le cas. Ces derniers décidèrent finalement d'organiser sept mois plus tard une autre conférence, qui eut lieu le 13 avril 1932 (3). A cette occasion furent proposés des investissements de deux milliards de reichsmarks pour les travaux publics, mais cette initiative ne prévoyait pas, contrairement à celle de Lautenbach, la possibilité pour les banques de réescompter les bons gouvernementaux auprès de la Reichsbank. Or sans cet instrument, aucun décollage économique n'était possible et l'Allemagne ne pouvait sortir du dilemme inflation-déflation.

Brüning n'hésitait pourtant pas, quant à lui, à recourir à des mesures inflationnistes lorsqu'il s'agissait de sauver les banques. Lors de la grande crise bancaire de juillet 1931, il mit à leur disposition immédiate 184 millions de marks, afin d'amortir leur dettes à court terme. De plus, « *au cas où les chances d'obtenir un crédit de l'étranger seraient définitivement exclues, le Reich devait en quelques jours mettre à la disposition des banques plusieurs centaines de millions en bons du Trésor qu'elles pourraient faire réescompter par la Reichsbank en échange d'une quantité équivalente de billets de banque.* »

La lutte contre le chômage n'était manifestement pas sa grande préoccupation : « *On trouvait également, parfois à l'est, certains fonctionnaires prussiens qui, [...] au moins, conservaient le souvenir de la grande tradition de l'administration prussienne. [...] J'en ai connu qui refusaient de dépenser totalement les sommes allouées par le budget pour lutter contre le chômage parce qu'à leur avis le travail ainsi commandé pouvait être effectué à moindres frais. Plus tard, la plupart d'entre eux ont été honteusement chassés de leurs emplois par von Papen ou par le gouvernement hitlérien.* »

Cette façon de considérer le coût du travail était tout à fait conforme à la doctrine fasciste. Il est important de comprendre que les fascistes, comme Mussolini l'avait déjà démontré en Italie au cours des années 20, étaient opposés au progrès industriel, dans la mesure où celui-ci implique une meilleure formation des travailleurs. Pour eux, en effet, le progrès industriel signifiait des travailleurs plus intelligents et donc dangereux.

La politique fasciste se fondait au contraire, malgré son verbiage « moderniste », sur un processus d'accumulation primitive à travers des moyens de production arriérés, contraires au développement de la force de travail (4). C'était aussi l'opinion de Brüning, pour qui l'introduction de nouvelles formes de production « *supposant une intense participation du capital [la machinerie], n'est rentable que lorsque la nouvelle capacité de production est utilisée en permanence au-dessus d'un certain niveau.* »

Les petits industriels ne pouvaient selon lui garantir ce niveau d'activité minimal ou une rentabilité suffisante « *qu'en travaillant plus vite et moins cher que leurs concurrents étrangers* » (5). Ils pouvaient aussi, dans ce contexte, diminuer l'intensité du capital (c'est-à-dire éliminer les machines et renoncer au progrès technologique) et augmenter l'intensité du travail des ouvriers. Les dirigeants syndicaux n'étaient alors pas en mesure de s'opposer à cette nouvelle « flexibilité » et aux coupes dans les prestations sociales, même si certains d'entre eux étaient particulièrement inquiets des conséquences de cette politique.

Vladimir Woytinsky, un membre de la Société List qui dirigeait le département statistique de l'Alliance générale des syndicats allemands (ADGB), écrivait : « *J'ai vu de mes propres yeux comment Brüning menait l'Allemagne vers une fin tragique. A chacune de ses initiatives, le chômage s'accroissait, la marée nazi-communiste montait et le pays s'approchait de plus en plus de l'abîme.* » La violence des groupes extrémistes et leur recrutement massif, les actes d'intimidation et les menaces croissantes des SA et des SS, combinés à une chute importante des effectifs des syndicats, rendaient leur action de plus en plus aléatoire. Les nazis avaient obtenu, en 1930, 18,3% des suffrages. Ils allaient en recueillir 37,4% le 31 juillet 1932.

Brüning, les réseaux Bush et les tentatives de putsch nazies

Non seulement Brüning estimait-il qu'il était « *nécessaire que le Vatican se réconciliât avec Mussolini* », il n'hésitait pas, quant à lui, à collaborer avec les nazis : « *C'est en Hesse que l'on put tenter pour la première fois l'expérience d'une collaboration normale entre le Centre et le N.S.D.A.P [le parti nazi]* » en vue des élections prévues dans ce Land pour la mi-novembre. Le 25 novembre 1931, intervint un événement qui remit en question tous les espoirs de Brüning. Les autorités hessoises furent informées par le Dr Schäfer, un député à la Diète qui avait abandonné le Parti national-socialiste, de l'existence de plans élaborés par les dirigeants du N.S.D.A.P. en vue de s'emparer du pouvoir par la force. Au cours de perquisitions effectuées au siège du parti à Darmstadt et au domicile d'éminentes personnalités national-socialistes, on mit la main sur des documents relatifs à une délibération qui avait eu lieu à la mi-novembre 1931 près de Lampertheim, dans la propriété de Boxheim louée par le Dr Wagner, lui aussi député à la Diète. Brüning admit avoir donné au premier procureur général du Reich « *l'instruction de procéder avec prudence dans cette affaire et surtout d'éviter de donner l'impression que le gouvernement attachait à ces documents plus d'importance qu'ils n'en méritaient* ».

Le chancelier n'était pas le seul à traiter avec les nazis. Les S.A. et les S.S., des milices fortes de 300000 membres, étaient en fait financées et armées par Fritz Thyssen et Friedrich Flick, les grands industriels de la sidérurgie, en collusion avec leurs partenaires de New York et de Londres, Brown Brothers Harriman et Montagu Norman. Ce dernier, un ancien de Brown Brothers, allait devenir plus tard gouverneur de la Banque d'Angleterre pendant plus de quarante ans. (6) Averell Harriman, qui devait contrôler les finances du Parti démocrate américain après la guerre, était connu comme un fervent partisan du mouvement eugéniste. Il avait été le principal sponsor de la grande conférence sur l'eugénisme qui eut lieu au Musée d'Histoire naturelle de New York en 1931. Le gouvernement américain ne reconnut malheureusement que beaucoup plus tard l'engagement de la constellation Harriman-Bush dans le financement et le commerce avec les nazis. Au cours de saisies effectuées sous l'égide de la Loi sur le commerce avec l'ennemi, les entreprises suivantes furent placées sous tutelle gouvernementale :

- le 20 octobre 1942, le gouvernement prit le contrôle de l'Union Banking Corp. dont Prescott Bush, le père de l'ex-président George Bush, était l'un des directeurs et George Walker (le grand-père maternel de George Bush) l'un des co-fondateurs. Cette banque avait été fondée en 1924, à la suite d'un accord conclu en 1922 entre Averell Harriman et Fritz Thyssen. (Prescott Bush était vice-président de W.A.Harriman & Co. de 1926 jusqu'à 1931, avant de devenir partenaire senior de Brown Brothers Harriman, nouvelle entité née de la fusion avec Brown Brothers).(7)
- le 28 octobre 1942, c'était au tour de la Holland-American Trading Corp et de la Seamless Steel Equipment Corp d'être saisies, elles aussi gérées par le groupe Harriman-Bush pour le compte de Fritz Thyssen.
- le 17 novembre 1942, les intérêts nazis dans la Silesian-American Corp. étaient confisqués à leur tour, alors que le gouvernement laissait aux partenaires américains le loisir de vaquer à leurs occupations.

Brüning affirme que Clarence Dillon, de Dillon Reed, était le « *représentant des créanciers américains, celui avec qui il devait négocier la réduction des taux d'intérêt sur les emprunts allemands à l'étranger* ». Or en 1926, Dillon avait permis, grâce à un apport de 70 millions de dollars, la création de la Communauté des aciéries allemandes de Thyssen. En plus d'avoir financé l'ascension des nazis, comme le reconnaît Thyssen dans ses mémoires *J'ai payé Hitler*, son conglomérat sidérurgique allait produire, selon un rapport du gouvernement américain après la guerre, entre 22 et 51% des produits nécessaires à la production de guerre allemande. Dillon était un proche du grand-père paternel de George Bush, Sam Bush.

Que le but de ce cartel fût de détruire totalement l'Allemagne est démontré par le fait que ce n'est autre que Robert Lovett, un partenaire de Brown Brothers Harriman qui devint par la suite secrétaire adjoint à la Guerre pour les forces aériennes, qui allait établir les plans de bombardements massifs des villes allemandes à la fin de la guerre.

Brüning contre von Schleicher

Mais revenons à 1932. Certains affirment aujourd'hui qu'il était impossible, étant donné l'importance et le poids qu'avaient déjà acquis les nazis au Reichstag après les élections de juillet 1932, de leur barrer la voie. Une coalition Zentrum/sociaux-démocrates/communistes aurait sans doute été impossible. Une autre solution était cependant envisageable : un coup d'Etat de facto s'appuyant sur l'article 48 de la Constitution. Dans un entretien rapporté par Brüning en avril 1929, le général Kurt von Schleicher lui avait laissé entendre qu'un coup d'Etat préventif devait être déclenché pour arrêter la montée du nazisme, en ayant recours à l'article 48 de la Constitution. Il considérait en effet que, de toutes façons, la chute du gouvernement était inévitable.

Selon Brüning, au contraire, « *cet article ne [devait] pas servir à modifier ou à tourner la Constitution* », mais plutôt à « *combattre la masse des travailleurs organisés* » pour lui permettre d'imposer ses plans d'austérité. Von Schleicher et Brüning se rencontrèrent de nouveau le 2 mai 1932. Von Schleicher, envers qui le chancelier nourrissait une haine viscérale, était un homme énergique, la figure de proue du groupe d'industriels et de scientifiques réunis autour de l'économiste Lautenbach et qui cherchaient à opposer aux partisans de Hitler une alternative dirigiste. Chancelier de décembre 1932 à janvier 1933, von Schleicher mit en œuvre avec beaucoup d'énergie un programme économique ambitieux semblable à celui qu'allait adopter quelques mois plus tard le président Roosevelt aux Etats-Unis. Mais il fut rapidement renversé puis assassiné par les nazis le 30 juin 1934, au cours de la Nuit des longs couteaux.

Pour Brüning, l'inquiétude de von Schleicher face à la montée du nazisme était une faiblesse. Il dit lui avoir expliqué, lors de leur rencontre du 2 mai, qu'il « *faut des nerfs solides pour réfléchir et attendre calmement, en dépit des chars et autres armements similaires, que l'ennemi ne soit plus qu'à deux cents ou cent cinquante mètres, pour choisir alors à une minute près le moment d'ouvrir le feu à bout portant.* » Sauf qu'au moment où les nazis prirent le pouvoir Brüning ne déclencha jamais le tir. Il mit sur le compte d'un malentendu avec Mgr Kass, son collègue à la direction du Zentrum, le vote de son parti confiant à Hitler les pleins pouvoirs lors de la séance du 23 mars 1933, une situation qui permettait au nouveau chancelier de modifier à son gré la Constitution :

« *En fin de compte, avec l'aide de quelques amis, je l'amenaï [Kass] à se charger d'une lettre que Hitler devait rendre publique avant le scrutin. Ce document déclarait expressément qu'il ne devait être fait usage de la loi des pleins pouvoirs que sous certaines conditions. Hitler précisa qu'il était d'accord pour publier cette lettre avant le vote ou, éventuellement, pour la remettre entre les mains de Kaas. C'était une certaine assurance d'ordre théorique, pas davantage. [...] La troisième lecture commença et la lettre n'était toujours pas là. [...] Le vote eut lieu, la lettre n'arriva pas. Ainsi, j'eus encore l'humiliation d'avoir voté pour les pleins pouvoirs dans l'intérêt de notre cause.* » Soulignons que sans l'accord du Zentrum, Hitler n'avait pas au Reichstag les deux tiers nécessaires pour l'adoption de la loi.

Trois mois plus tard, le 6 juillet 1933, Brüning annonçait qu'il était prêt à « *tirer les conséquences de la situation* » et à dissoudre son propre parti. Hitler avait promis qu'il ferait publier une proclamation expressément approuvée par lui, selon laquelle il s'engageait à rétablir l'Etat constitutionnel une fois que la dissolution de tous les partis aurait été consommée. Brüning déclara qu'il ne pensait pas que Hitler tiendrait sa parole, mais cela lui permettait de se dégager de toute responsabilité aux yeux de l'histoire. Enfin, après avoir tout fait pour discréditer et neutraliser l'influence des syndicats, il fit mine de s'étonner de leur inaction lors de la consolidation par les nazis de leur pouvoir : « *l'effondrement des syndicats fut presque incompréhensible. Après l'échec de Schleicher [à la chancellerie], ils ne tentèrent même pas une fois de déclencher une grève générale* ».

Quant à Brüning lui-même, il allait se retrouver dès 1939, grâce à l'influence de ses amis, confortablement installé dans une chaire d'histoire de l'Université de Harvard...

Notes

- (1). Henrich Brüning, *Mémoires*, Collection Témoins/Gallimard, 1974, Paris.
- (2). Michael Leibig, « Recovery Program could have blocked Hitler's legal coup », *EIR*, March 5, 1999, pp. 22-37.
- (3). Gabriel Leibig, « How the Germans Trade Unions could have stopped Hitler », *EIR*, April 11, 1997.
- (4). Cela ne signifie pas que des innovations technologiques n'aient pas été introduites en Allemagne, en particulier dans le domaine militaire, à l'aide du système de financement du programme Hjalmar Schacht, sorte de caricature de celui proposé par Lautenbach. Cependant, le but poursuivi était d'établir un rapport de force favorable, permettant la destruction et le pillage d'autres Etats, et non de jeter les bases d'un développement mutuel. Le nazisme rejette l'idée même de ce développement car il ne conçoit l'acquisition de valeur qu'au détriment de l'autre - avec la même « logique » prédatrice que les marchés financiers, mais guidée par une dictature politique raciste.
- (5). Voir Lyndon LaRouche, *ABC's of Economics*, sur le concept de la science comme moteur de progrès et sur le besoin d'un changement continu de technologie dans l'industrie.
- (6). *George Bush, an Unauthorized Biography*, Anthony Chaitkin and Webster Tarpley, *EIR*, 1992.
- (7). Un New Deal allemand, répondant à celui de Roosevelt aux Etats-Unis, aurait réuni les deux plus grandes puissances industrielles de l'époque dans une politique anti-austérité. L'orientation de la politique mondiale en aurait été changée et le projet fasciste aurait perdu sa raison d'être.

Schacht et Hitler contre Roosevelt : pourquoi l'austérité mène au fascisme

Aujourd'hui, comme dans les années trente, des voix appellent avec une insistante accrue à une politique d'austérité fiscale, économique et sociale, à l'image de celles appliquées au siècle dernier par les régimes fascistes européens. Parmi toutes ces politiques, la plus extrême fut sans aucun doute celle menée par le banquier allemand Hjalmar Schacht qui, dès le milieu des années vingt, était le principal relais des puissants cercles financiers anglo-hollandais en Allemagne et devint ministre de l'Economie d'Adolf Hitler.

Le monde se trouvait alors, comme aujourd'hui, aux prises avec une importante bulle financière. Si la bulle actuelle a pour origine la montée des eurodollars au cours des années 60, puis le découplage du dollar et de l'or par le président Nixon le 15 août 1971, celle d'alors prenait ses racines dans les gigantesques réparations de guerre imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles. L'économiste américain Lyndon LaRouche avait averti dès 1971 des conséquences néfastes de la décision de Nixon, prévoyant qu'elle allait conduire, avec l'adoption des taux de change flottants quelques mois plus tard, à une accumulation cancéreuse de diverses formes de dettes publiques et privées.

LaRouche avertit dès cette époque qu'une telle évolution mènerait à l'émergence d'une « politique schachtienne », inspirée de la politique appliquée par Hjalmar Schacht en Allemagne dans l'entre-deux guerres. Cela signifie que certaines élites financières chercheraient de nouveau à imposer, comme alors, leur loi, en s'attaquant ouvertement aux peuples et en exigeant des mesures de triage brutales et sans merci, puis des régimes d'exception ouvertement fascistes. Les appels entendus aujourd'hui en faveur de ce genre de politique doivent être neutralisés dès maintenant, avant qu'il ne soit trop tard, ce qui nécessite une meilleure compréhension de ce qu'est une « politique schachtienne ».

La pyramide financière post-Versailles

Le traité de Versailles, qui devait mettre fin à la Première Guerre mondiale, imposait à l'Allemagne le versement de « réparations de guerre » totalisant la faramineuse somme de 132 milliards de marks-or. Indépendamment du débat sur l'ultime responsabilité de cette guerre, toute personne sensée aurait pu reconnaître à l'époque l'incompatibilité évidente entre une telle exigence financière à l'égard de l'Allemagne et la capacité de son économie physique à livrer ce type de plusvalues financières.

Tandis que les puissants intérêts financiers anglo-hollandais entendaient utiliser ces réparations pour ruiner définitivement l'Allemagne, l'oligarchie allemande y voyait, quant à elle, un prétexte idéal pour lancer des réformes internes et des politiques d'austérité lui permettant de renforcer son propre pouvoir. Personne, parmi les dirigeants syndicaux et autres personnalités politiques allemandes habituellement vouées à la défense de l'intérêt général, n'osa affronter ouvertement cette politique, car il n'était pas de bon ton de mettre en question la légitimité des réparations. Aucune politique économique alternative n'était par ailleurs envisagée ni discutée. (Pour mieux comprendre comment cela pouvait être le cas, pensez à la manière dont s'y prend la presse actuelle pour nous faire accepter le traité constitutionnel européen, qui élève au rang de loi sacrée les critères d'austérité de Maastricht. L'on essaie de nous faire croire qu'un « non » à la proposition de Constitution européenne équivaut à un rejet de l'Europe et de toute forme de coopération entre les peuples européens.)

Une timide résistance syndicale, s'opposant aux pressions brutales exercées sur l'Allemagne par ses créanciers, ne parviendra cependant pas à empêcher la crise hyperinflationniste de 1923-1924, les autorités financières allemandes ayant alors décidé de faire tourner la planche à billets dans une tentative désespérée de colmater les brèches. Cette situation permit aux créanciers de l'Allemagne de faire nommer le banquier Hjalmar Schacht, un partisan acharné de la déflation et de l'austérité, à la présidence de la Reichsbank. Schacht était le fils d'un commerçant qui avait vécu aux Etats-Unis. Après des études de médecine, philologie, sciences politiques et économie, il rejoignit la Dresdner Bank et devint consultant financier pour le compte du gouvernement d'occupation allemand en Belgique au cours de la Première Guerre mondiale. Schacht prit ses fonctions à la Reichsbank le 22 décembre 1923, devenant ainsi l'un des personnages les plus puissants d'Allemagne. Il sera amené à travailler sous la supervision de Parker Gilbert, l'agent responsable, sur place, de la collecte des réparations pour le compte des vainqueurs de la Première Guerre mondiale.

Les deux réorganisations de la dette allemande

Une première réorganisation de la dette fut alors négociée, connue sous le nom de plan Dawes : 134 milliards de reichsmark, au lieu des 132 milliards de marks-or originaux (notez que les deux devises n'étaient pas équivalentes et que l'auteur n'a pu trouver le taux de conversion) devaient être payés sur 36 ans, dont 22 milliards avant 1928. Les Américains consentirent pour leur part à apporter de nouveaux crédits pour maintenir le service de la dette, ce qui allait permettre de relâcher quelque peu la pression et de créer l'illusion d'une reprise entre 1924 et 1928 ; mais le chômage continuait néanmoins à augmenter, de même que l'endettement. (Comparez cette situation aux actuelles négociations entre le FMI et l'Argentine, ou encore à l'illusion de richesse créée par Allan Greenspan entre son arrivée à la tête de la Réserve fédérale américaine, au lendemain du krach de 1987, et l'éclatement de la bulle de la nouvelle économie en 2000.)

Les socialistes allemands (le SPD) et les syndicats s'estimaient alors incapables de lutter contre l'austérité grandissante, car les travailleurs qui constituaient leurs rangs se trouvaient confrontés à une masse de chômeurs de plus en plus importante, qui constituait un réservoir de main d'œuvre fortement concurrentielle. Les communistes attiraient un grand nombre de ces chômeurs mais sans avoir le moindre programme de relance crédible à proposer. Le 25 octobre 1929 survint le krach de Wall Street, car les financiers les mieux informés savaient que l'Allemagne se trouvait de nouveau au bord d'une cessation de paiement, menaçant ainsi le remboursement des dettes de guerre françaises et anglaises à l'égard de l'Amérique, de même que le remboursement des crédits accordés depuis 1924 aux Allemands par les Américains.

C'est alors qu'eut lieu une deuxième réorganisation de la dette allemande, connue sous le nom de plan Young, négocié par Schacht et signé par lui au cours de l'été 1929 ; celui-ci ne devait être ratifié par le Reichstag qu'en mars 1930. Selon ce plan, l'Allemagne s'engageait à payer 34 milliards de reichsmarks sur 59 ans, c'est-à-dire jusqu'à 1988. Plus important encore, le plan Young interdisait tout recours à une politique de crédit productif et empêchait la Reichsbank d'escompter toute forme de prêts non autorisés par les créateurs de l'Allemagne. Cela signifiait qu'aucune banque privée ou agence gouvernementale ne serait autorisée à se présenter devant la Reichsbank, dans l'espoir de se voir avancer une quelconque partie des prêts consentis pour le financement de grands projets d'infrastructures ou autre forme d'activité économique industrielle. (Cette clause ressemble fortement à celle du traité de Maastricht actuellement en vigueur en Europe, qui n'accorde à la Banque centrale européenne le droit d'émettre de la monnaie qu'en fonction des recommandations des milieux financiers privés, ceux-là mêmes qui ont, par leurs activités hautement spéculatives, créé la bulle financière qui menace de nous éclater à la figure à tout moment.)

Hjalmar Schacht démissionna le 7 mars 1930 de la présidence de la Reichsbank, clamant que les conditions sociales de l'époque ne permettaient pas d'intensifier l'austérité et de prévenir un effondrement bancaire (qui aura effectivement lieu au cours de l'été 1931). Schacht et ses contrôleurs savaient pertinemment que le plan Young ne pouvait être appliqué dans un environnement démocratique et qu'il faudrait passer, tôt ou tard, à un régime totalitaire.

Les mesures d'austérité du chancelier Brüning

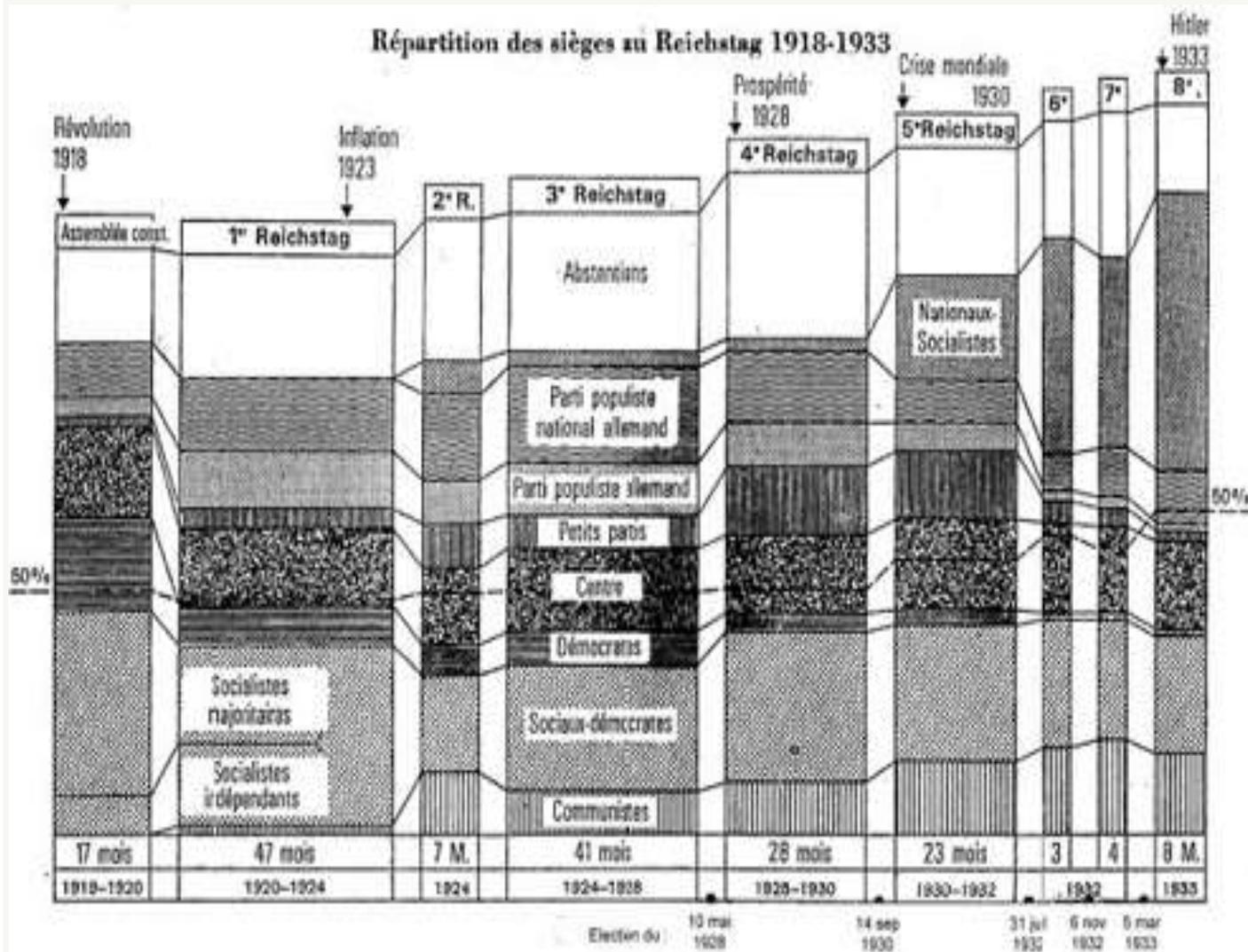
Heinrich Brüning, le nouveau chancelier nommé le 24 mars 1930 et lui aussi partisan de la déflation salariale, allait servir de transition vers le régime souhaité par Schacht et ses protecteurs. L'on assista dès lors aux premiers pas vers la dictature, avec la mise en place d'un gouvernement ne légiférant plus que par ordonnance : ainsi, entre le 6 décembre 1930 et le 8 décembre 1931, Brüning fit proclamer et voter quatre grands « décrets-lois ». Il explique dans ses *Mémoires* qu'en un an, « les salaires avaient été diminués en moyenne de 20 à 25 %, sans que se produisît une seule grève, exception faite de la grève sauvage dans l'industrie métallurgique de Berlin ». Le quatrième décret-loi prévoyait à lui seul des baisses de salaires de 10 %. Son objectif était « de ramener les salaires, les traitements et le prix de la vie au niveau de 1913 ». (Cela fait évidemment penser au dernier rapport du FMI à l'intention de la France et aux multiples appels à une baisse des salaires, surtout les plus bas, en particulier le SMIC).

Entre-temps, Schacht poursuivait ses consultations pour mettre Hitler au pouvoir le moment venu. Ainsi, le 5 janvier 1931, il dîna à la résidence d'Hermann Göring en compagnie de Goebbels, de l'industriel Fritz Thyssen et d'Hitler lui-même. Les politiques de Brüning provoquaient, dans un esprit de protestation impuissante, la montée des votes nazis et communistes. Ce fut notamment le cas lors des élections législatives du 14 septembre 1930 et du 31 juillet 1932. Mais une autre forme d'opposition, plus constructive, se mettait aussi en place : en septembre 1931, Wilhelm Lautenbach, haut fonctionnaire au ministère de l'Économie allemand, proposa, lors d'une conférence secrète de la Société Friedrich List, une relance par le crédit productif.

Dans un document présenté à cette conférence et intitulé *Les possibilités de relancer l'activité économique au moyen de l'investissement et de l'expansion du crédit*, Lautenbach écrivait : « Avec de tels investissements et une telle politique de crédit, le déséquilibre entre l'offre et la demande sur le marché domestique peut être diminué et la production orientée de nouveau vers un objectif. Si nous négligeons de mettre en œuvre une telle politique, nous nous dirigerons inévitablement vers une désintégration continue de l'économie, ainsi que vers une rupture de notre économie nationale, dans un contexte où nous devons alors, afin d'éviter une catastrophe politique domestique, avoir recours à un fort accroissement de la dette publique à court terme pour des raisons purement conjoncturelles, tandis que nous avons aujourd'hui les instruments par lesquels nous pouvons utiliser ce crédit pour des tâches productives, et ainsi équilibrer notre économie et nos finances publiques à nouveau. »

En décembre 1931, après des années de résistance passive, les organisations syndicales reprirent les propositions de Lautenbach et présentèrent, le 26 janvier 1932, un programme qui visait à créer un million d'emplois dans de grands projets d'infrastructures publiques, financés par la Reichsbank. Le SPD rejeta le programme, prétextant qu'il était trop inflationniste, tout en sachant que ce type de mesure était interdit par le plan Young. Les dirigeants socialistes et la gauche en général n'avaient pas le courage de provoquer un débat sur la légitimité du plan Young ; c'est ce qui avait amené Lautenbach à organiser en secret la réunion mentionnée plus haut, car il n'était pas habilité, en tant que fonctionnaire, à remettre en question un plan ratifié par le gouvernement.

L'intensification de la crise allait cependant provoquer, en juin 1932, la chute de Brüning, remplacé par le démagogue de droite Frantz von Papen. La percée spectaculaire des nazis lors de l'élection du 31 juillet 1932 incita Hitler à exiger le poste de chancelier, poste qu'allait lui refuser le président von Hindenburg (Voir tableau ci-dessous). Les députés nazi votèrent alors une motion de censure (qui avait été présentée par les communistes au Reichstag) à l'encontre du gouvernement von Papen, provoquant de ce fait l'élection du 6 novembre 1932. Mais cette stratégie allait conduire à un léger recul du vote nazi, en réalité une terrible défaite pour le parti, qui s'était lourdement endetté dans l'espoir d'une victoire finale et se trouvait acculé à la faillite.



Répartition des sièges au Reichstag (1918-1933)

L'éminence grise du futur régime nazi, Schacht, écrivit alors à Hitler pour le consoler, car il songeait à se suicider : « *Laissez-moi vous féliciter pour l'attitude ferme que vous avez montrée juste après ces élections. Je n'ai aucun doute sur le cours des événements à venir, qui mèneront inévitablement à votre accession à la chancellerie. Il semble que mes efforts pour obtenir des signatures pour votre nomination dans le milieu des affaires n'ont pas été vains, même si l'industrie lourde ne suit pas, mais on ne l'appelle pas industrie lourde pour rien, car elle bouge lentement.* » Schacht était en effet responsable de la collecte de signatures d'industriels importants pour appuyer, dans une lettre au président von Hindenburg, une demande de nomination d'Hitler à la chancellerie.

Le 19 décembre 1932, le financier Wilhelm Keppler écrivit à son tour à Hitler : « *Ces derniers temps, j'ai rencontré le Dr Schacht et le baron Schröder. Je leur ai présenté mon analyse de la situation. Le Dr Schacht partage mon point de vue. (...) Même si plusieurs pensent que la situation politique n'est pas favorable, je demeure convaincu que vous atteindrez vos objectifs sans avoir à recourir à de nouvelles élections.* » (Souligné par l'auteur de l'article.)

Le sursaut du gouvernement von Schleicher

Les partisans d'un programme de relance réussirent néanmoins à faire nommer le général Kurt von Schleicher à la chancellerie. Il fit immédiatement mettre en oeuvre les propositions de Lautenbach et des dirigeants syndicaux allemands, un ensemble de mesures qui devaient permettre de sortir l'Allemagne de la crise. L'oligarchie financière américaine, anglaise et allemande redoubla alors ses efforts pour obtenir la tête du chancelier, d'autant plus que Franklin Delano Roosevelt venait de gagner l'élection présidentielle américaine et entendait mettre en place le même type de politique.

La perspective d'une collaboration transatlantique entre von Schleicher et Roosevelt constituait, aux yeux de la synarchie financière, une catastrophe inconcevable. Il fallait par conséquent agir rapidement. Une manœuvre organisée par Schacht, impliquant le baron Schröder, von Papen et le fils du président von Hindenburg, Oskar, allait finir par convaincre le Président de congédier von Schleicher et de nommer Hitler à la chancellerie, ce qu'il fera le 30 janvier 1933. L'orchestration de l'incendie du Reichstag, le 27 février 1933, allait par la suite permettre aux nazis de recueillir, lors de l'élection du 5 mars (la dernière jusqu'à la chute d'Hitler, en 1945) près de 50 % des voix. Hitler nomma rapidement Schacht à la présidence de la Reichsbank. Schacht avait bien mérité cette nomination, lui qui avait présidé à la collecte de fonds pour la campagne électorale des nazis auprès du large réseau d'industriels et de financiers qu'il avait rassemblés autour de lui.

Les nazis firent ensuite voter, quelques jours plus tard, la loi sur les pleins pouvoirs. La période qui suivit fut une phase de consolidation, avec la dissolution des syndicats et des partis politiques (sauf le parti nazi, bien sûr). Les nazis allaient offrir pour quelque temps des cadeaux aux différentes composantes de leur clientèle et lancer un programme économique très hétéroclite comprenant, entre autres, des subsides pour la rénovation de quartiers résidentiels sélectionnés et le développement de plusieurs projets d'infrastructure. Mais on était bien loin du « new deal » de Roosevelt ou du programme de relance envisagé par Lautenbach et von Schleicher.

Schacht, ministre de l'Economie d'Hitler

Un peu plus d'un mois après la purge de la « nuit des longs couteaux », au cours de laquelle von Schleicher fut assassiné, Schacht fut nommé, le 2 août 1934, ministre de l'Economie. Ce changement de cap avait été planifié dans un rapport de la fin juin 1934 par le général George Thomas, qui dirigeait le secteur économique au ministère de la Guerre. Ce rapport, adressé au chef d'état-major von Blomberg, proposait d'initier un grand programme de réarmement, avec la nomination d'un ministre possédant des pouvoirs dictatoriaux pour contrôler l'ensemble des décisions économiques. Schacht correspondait parfaitement au profil recherché et fut donc nommé, comme nous venons de le dire, ministre de l'Economie. L'Allemagne entra ainsi dans une nouvelle phase d'austérité, avec une nouvelle vague d'ordonnances mandatant des coupes salariales généralisées.

Exactement comme l'avait anticipé Lautenbach dans son mémoire - nous faisons référence ici au passage où il parlait de la nécessité, à partir d'un certain point de rupture, d'« *avoir recours à un fort accroissement de la dette publique à court terme pour des raisons purement conjoncturelles* » - Schacht développa une nouvelle forme d'endettement, les MEFO Bills, des titres émis par une société anonyme fondée par la banque centrale (la Reichsbank), le ministère de la Défense et les quatre grands producteurs d'armement. Cet endettement à court terme avait pour but de financer la nouvelle politique de réarmement, devenue désormais priorité absolue.

Ces MEFO Bills étaient garantis par la Reichsbank et pouvaient être en partie escomptés par leurs détenteurs auprès de n'importe quelle banque, qui pouvaient ensuite les présenter à la Reichsbank. Les banques et municipalités étaient obligées d'en acheter, jusqu'à hauteur de 30 % de leur portefeuille pour les banques et de 90 % pour les municipalités et compagnies d'assurance. Cette combine allait permettre une importante augmentation de la masse monétaire, qui s'accrut effectivement de 33 % par an entre février 1933 et février 1938 ; et il ne s'agissait là que de l'argent en tant que tel car en plus, entre 1934 et 1938, l'équivalent de 12 milliards de reichsmarks en MEFO bills avaient été mis en circulation.

Schacht était très fier de sa gigantesque bulle. (Plusieurs observateurs n'hésitent d'ailleurs pas à le comparer, à juste titre, à l'actuel président de la « Fed » américaine, Alan Greenspan, lui aussi responsable de l'une des plus grandes bulles financières de l'histoire). Il déclara plus tard, dans un discours prononcé le 29 novembre 1938, qu'« il est possible qu'aucune banque centrale n'ait en temps de paix appliqué une politique de crédit aussi audacieuse que celle de la Reichsbank depuis la prise du pouvoir par le National socialisme. Avec l'aide de cette politique de crédit, toutefois, l'Allemagne fut en mesure de créer une armée de premier plan, et ce réarmement à son tour rendit possible les résultats d'une telle politique ». Ajoutons que Schacht allait concéder, dans ce même discours, que cette pyramide de MEFO Bills « *permet à la Reichsbank, par un subterfuge, de prêter au gouvernement, ce qu'elle ne pouvait normalement ou légalement faire.* » (Souligné par nous.)

Non, il ne s'agit pas là d'une contradiction mais bien d'hypocrisie ! Schacht a bel et bien oublié son orthodoxie financière du début des années 30, à l'époque où Lautenbach se battait pour mettre en place une politique de crédit productif pour une relance industrielle entièrement pacifique. L'on constate effectivement ici dans toute sa splendeur la duplicité de Schacht qui criait systématiquement au meurtre dès qu'il était question d'émettre du crédit pour des investissements bénéficiant à l'ensemble de la population, mais trouvait tout à fait normal de faire marcher la planche à billets pour renflouer les banques ou pour financer une politique de conquêtes militaires. (La situation n'a malheureusement pas changé aujourd'hui. Pensez à la manière dont le président américain George Bush a rompu avec l'orthodoxie financière, prêchée par les républicains de Newt Gingrich dans les années 90, en faisant exploser le déficit américain pour financer les « guerres préventives » de Dick Cheney.)

Comment cette montagne de papier pouvait-elle tenir alors que la seule industrie existante était celle de l'armement, que la production de biens de consommation était réduite au minimum et que les investissements dans l'industrie étaient interdits par des décrets en 1934 ? Seule une aventure militaire pouvait éventuellement permettre de trouver une issue, car l'activité économique traditionnelle était réduite à son strict minimum, la consommation des ménages se retrouvant en 1938 à un niveau inférieur à celui de 1929, et même inférieure à celui de 1913.

En mai 1935, Schacht fut secrètement nommé « Plénipotentiaire général pour l'économie de guerre ». Imbu de ses nouveaux pouvoirs, il lança son « Plan nouveau », qui visait à restreindre les importations aux seules matières premières nécessaires au réarmement et à tirer profit de la faiblesse de certains partenaires commerciaux de l'Allemagne. Ce plan incluait un moratoire sur toutes les dettes libellées en devises étrangères. On mit aussi en place, à l'intention des pays exportant vers l'Allemagne, un système de paiement en « script », des bons permettant d'acheter certaines catégories prédéfinies de marchandises allemandes, de mauvaises qualité et surévaluées de surcroît (en raison d'une réévaluation du mark de 20 % par rapport aux autres devises) ; ou alors des pays comme la Yougoslavie se voyaient tout simplement déverser, en compensation de leurs exportations vers l'Allemagne, des montagnes d'aspirine inutilisable.

Le plan de quatre ans de Göring

Dès 1936, la politique de Schacht atteint son apogée. Les « dévaluationnistes » proposèrent alors de dévaluer le mark pour accroître les exportations, mais le « plénipotentiaire général » eut temporairement le dessus et réussit à imposer une « taxe pour subventionner les exportations ». De plus, il commençait à redouter que sa bulle ne lui éclate entre les mains et voyait poindre à l'horizon les premiers signes d'une nouvelle hyperinflation. Il tenta dès lors de réduire l'expansion du crédit, provoquant l'inquiétude de certains responsables par rapport à la poursuite du processus de réarmement. Hermann Göring prit alors les choses en main et fit adopter son propre « plan de quatre ans ». Officiellement, l'idée était d'atteindre l'autarcie en terme de matières premières, un objectif absolument irréaliste... à moins d'annexer les pays voisins, avec leurs capacités industrielles et leurs ressources naturelles ! Le moment était venu de passer à l'action et l'armée devait être purgée de ses éléments récalcitrants. La politique inflationniste devait quant à elle être poursuivie sans Schacht, qui avait des doutes sur la réussite d'une telle entreprise. (Schacht était cependant d'accord avec l'Anschluss vers l'Autriche, qui devait permettre de mettre facilement la main sur les réserves d'or de la Banque d'Autriche.)

Après plusieurs mois de bataille juridique avec Göring sur le partage des responsabilités dans la « conduite des efforts de réarmement » (peu importe ce que cela pouvait bien signifier), Schacht renonça à une partie de ses pouvoirs en démissionnant, en novembre 1937, de ses postes de ministre de l'Economie et de Plénipotentiaire général pour l'économie de guerre. Hitler le nomma toutefois le jour même « ministre sans portefeuille », en « reconnaissance des services rendus ». De plus, il allait être reconduit, en mars 1938, à la présidence de la Reichsbank pour quatre années supplémentaires. Craignant toujours de voir éclater une crise financière, il quitta la présidence de la banque centrale le 20 janvier 1939. Il allait cependant conserver son poste de ministre pour un long moment encore, jusqu'à janvier 1943.

Une économie esclavagiste

Les structures de production sous le régime nazi étaient surtout caractérisées par des camps de travail, reposant complètement sur l'esclavagisme. Trois jours à peine après l'invasion de la Pologne, en 1938, les premiers esclaves polonais étaient en route pour l'Allemagne. Deux semaines plus tard, 100 000 d'entre eux se retrouvaient dans les camps allemands, un chiffre qui allait dépasser le million quelques mois plus tard. Fritz Sauckel (directeur de l'approvisionnement en main d'oeuvre) déclara à Nuremberg que sur les « 5 millions de travailleurs étrangers arrivés en Allemagne, pas plus de 200 000 n'étaient venus volontairement ». Le taux de mortalité était très élevé, et les travailleurs usés par des cadences de travail insupportables et une diète réduite au minimum vital étaient envoyés dans les camps d'extermination, pour y subir un sort semblable à celui des victimes du nettoyage ethnique, tels les juifs et les tsiganes.

Ces pratiques esclavagistes, combinées à une politique d'endettement à très court terme et à un sous investissement chronique dans l'équipement, avaient provoqué une chute brutale de la productivité de l'économie allemande. Après des années de guerre, l'Allemagne se trouvait appauvrie comme jamais auparavant, ses infrastructures rasées et une partie importante de sa population éliminée. Pourtant, certains économistes vantent encore aujourd'hui les vertus des pratiques économiques schachtiennes, et ce malgré leurs résultats absolument déplorables, (sans parler de leur caractère moralement répugnant). Un peu comme pour Céline (dans le domaine des lettres), Karl Schmitt (dans le domaine du droit) ou Heidegger (pour la philosophie), Schacht nous est présenté par ses admirateurs comme un « grand technicien de l'économie », tout en ayant pris soin de mettre de côté l'idéologie dont il s'est fait le défenseur.

Ses protecteurs se sont par ailleurs fait un devoir d'obtenir dès 1945 son acquittement devant le tribunal militaire international de Nuremberg, et ce malgré son rôle de premier plan au sein du régime nazi. Schacht fut acquitté par le tribunal des deux chefs d'accusation retenus contre lui : 1) conspiration en vue de préparer la guerre et 2) guerre d'agression ou « crime contre la paix ». (Les deux autres chefs d'accusation, non retenus contre Schacht, étaient ceux de crimes de guerre et de crime contre l'humanité.) Il fut acquitté sous prétexte que depuis 1936, Göring avait pris en charge l'ensemble des préparatifs de guerre, et cela malgré l'ampleur de sa contribution à l'effort de réarmement et malgré le fait qu'il avait été l'un des principaux artisans de l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Il fut toutefois arrêté par le gouvernement allemand d'après-guerre et condamné à huit ans d'emprisonnement, avant d'être à nouveau réhabilité en septembre 1948. Il fonda peu après sa propre banque à Düsseldorf et mourut à Munich en juin 1970.

L'Empire anglo-saoudien conduit à une guerre mondiale

Introduction : ce que Fabius ne veut pas comprendre

Pourquoi les Occidentaux mènent-ils une nouvelle croisade contre le Proche et Moyen-Orient, mobilisant une horde de barbares faite de djihadistes et autres Al-Qaïda, pour non seulement remplacer des régimes qualifiés d'anti-démocratiques, mais détruire, au passage, ces civilisations souvent millénaires ?

Que l'Empire britannique et les Etats-Unis qui, depuis l'assassinat des frères Kennedy ont adopté les mêmes mœurs impériales, le fassent, n'a rien de surprenant. Une telle œuvre de destruction est au cœur de leur volonté d'affirmer leur puissance sur un monde des nations et des peuples vassalisés, au cœur de leur volonté de faire tourner la montre en sens inverse, rejetant le paradigme de progrès scientifique, économique et social pour tous qui s'est affirmé depuis la Renaissance et s'est fortement accéléré au cours du XXe siècle. Que Nicolas Sarkozy ait voulu faire rentrer la France dans l'OTAN et exceller dans les aventures de l'Empire comme il l'a montré en Libye, n'est pas étonnant, vu son idéologie néoconservatrice et son attachement au « clan occidental ».

Mais que fait la France de François Hollande dans cette galère ? Par quelle évolution monstrueuse notre pays, patrie des droits de l'homme, terre où Jean Jaurès s'est érigé contre la colonisation du Maroc et où Pierre Mendès-France et le général de Gaulle ont courageusement organisé la décolonisation de l'Indochine, de l'Algérie et de la Tunisie, est-il retombé dans ces travers ? Par quel mauvais tour de l'histoire nous retrouvons-nous, nous qui avons si souvent été à la pointe du progrès scientifique, économique et artistique, dans le même camp que ces nouveaux barbares qui en quelques mois ont détruit une bonne partie des grandes villes syriennes ? Regardons en face les résultats des guerres menées par l'Empire britannique et ses alliés américains dans cette région, depuis la première guerre d'Irak en 1991 jusqu'à aujourd'hui. L'Irak, naguère le pays le plus avancé de cette région, est aujourd'hui dévasté économiquement et en proie aux troubles religieux !

Qu'en est-il de la Libye, que nous venons tout juste de « sauver » ? Le pays est au bord de l'implosion. En mars de cette année, la riche région pétrolière de Cyrénaïque, dont la capitale est Benghazi, a déclaré unilatéralement sa semi-autonomie, prélude à une partition, et le territoire du Fezzan, richissime lui-aussi en hydrocarbures, pourrait suivre la même voie. Les combats entre milices, dont on dénombre une centaine rien qu'à Tripoli, font rage dans ce pays livré à tous les trafics. « *Chaque milice a son quartier et une véritable économie de la violence s'est mise en place* », déclarait l'ancien diplomate français Patrick Haimzadeh au quotidien algérien en ligne *La Tribune* en novembre. « *Il y a de l'alcool, des armes, des trafics, des luttes d'influence.* » Selon Amnesty International, 30 000 habitants de Tawargha ont été chassés de chez eux par des milices de Misratah et de Zintan, qui les accusent d'avoir commis des crimes contre eux durant la guerre. Les miliciens de Zintan auraient de leur côté obligé des milliers des membres de la tribu des Mashashyas à quitter aussi leur village. Au milieu de ce chaos, une seule chose continue à fonctionner : l'extraction pétrolière par les compagnies étrangères, qui a retrouvé son niveau d'avant-guerre !



En Syrie, la rébellion enrôle les enfants ...

Dans la guerre contre la Syrie, c'est Laurent Fabius qui a promu l'idée de donner une assistance logistique aux zones « libérées » par les rebelles syriens. Or, dans ces zones, les rebelles instaurent le régime de la Sharia dans un pays qui jadis pratiquait la tolérance religieuse. Notre ministre des Affaires étrangères a même organisé en octobre à Paris une rencontre entre cinq dirigeants de ces zones « libres » (d'Idlib, Alep, Deir Ezzor) et une vingtaine de responsables occidentaux, afin d'organiser ces aides. *Le Canard Enchaîné* rapporta alors que l'ancien ambassadeur de France en Syrie s'était rendu à plusieurs reprises près de la frontière turque pour apporter des liasses de billets aux rebelles !

Or, selon un rapport du Réseau Voltaire, à Alep où trois quartiers ont été « libérés », un « Comité pour ordonner le Bien et prohiber les actes impies » aurait été créé, qui vient, par exemple, d'interdire aux femmes de conduire une voiture sous prétexte qu'elles peuvent être agressées lors d'accidents de la route. « *Toute personne contrevenant sera punie jusqu'à ce qu'elle renonce, au besoin par l'usage de la force* », annonce le décret.

Sortons de l'idéologie impériale

Arrêtons cette politique qui non seulement nous déshonore, mais qui, de plus, se retournera contre nous, sous forme d'attentats, tout comme elle a déjà frappé par deux fois la république américaine : lors des attentats du 11 septembre 2001 contre les tours jumelles du World Trade Center et lors de l'assassinat de l'ambassadeur américain Christopher Stevens et de ses trois collègues au consulat de Benghazi, le 11 septembre 2012. Le 6 octobre, lors d'une vaste opération anti-terroriste en France, dans le contexte de l'enquête sur l'attentat contre l'épicerie juive de Sarcelles, la police française a démantelé un réseau d'une douzaine de salafistes qui préparaient des attentats en France. Dans une déclaration à la *Dépêche du midi*, l'ancien chef de la DST (Direction de la surveillance du territoire) Yves Bonnet a mis en cause l'argent de la drogue mais aussi celui de l'Arabie saoudite et du Qatar dans le financement de ces réseaux.

Pire encore, dans le contexte de crise existentielle que traverse la zone transatlantique, l'Empire britannique et ses alliés, craignant de perdre leur pouvoir face aux nouveaux pays émergents – Russie, Chine, Inde et d'autres – brandissent la menace d'une nouvelle guerre mondiale au Proche et au Moyen-Orient pour obliger ces pays à se soumettre à leur dessein d'étendre leur Empire supranational à l'ensemble du monde. Ce dossier que nous publions dans ces pages vise à vous mobiliser contre cette descente au Moyen-âge des gouvernements de la zone transatlantique. Au cœur de cette stratégie impériale qui peut nous conduire à la IIIe Guerre mondiale, il y a ce que nous appellerons désormais l'empire anglo-saoudien, cette alliance contre-nature nouée au XVIIIe siècle par le Royaume-Uni et la faction la plus arriérée de cette région, la famille Saoud d'Arabie saoudite. Nous vous montrerons la genèse de ce pouvoir, le renouvellement de cette alliance en 1985 par l'accord dit Al Yamamah, signé entre le prince Bandar d'Arabie saoudite et la compagnie BAE britannique, la façon dont elle finance le terrorisme wahhabite et les complicités des administrations Bush et Obama, mais aussi françaises, avec ces puissances.

Christine Bierre

2. Du 11 septembre 2001 au 11 septembre 2012

Al-Qaïda, une opération anglo-saoudienne pour manipuler et détruire les Etats-Unis

Voici des extraits du dernier rapport de l'Executive Intelligence Review (EIR), « La guerre d'Obama contre l'Amérique : le 11 septembre bis ».

La campagne présidentielle du néoconservateur Mitt Romney a été l'épouvantail permettant à Barack Obama de faire oublier qu'il n'a rien renié des politiques adoptées par George Bush suite aux attentats du 11 septembre 2001. Obama les poussa plus avant, notamment dans la guerre qu'il a menée, sans l'autorisation du Congrès, contre la Libye, dans celle qu'il mène aujourd'hui contre la Syrie, par Turquie, Arabie saoudite et Qatar interposés. Parlons aussi de l'augmentation massive des assassinats par drones, politique conduite sous sa responsabilité contre des personnes accusées sans preuve de se livrer à des actes terroristes dans le monde.

Ce dossier s'intéresse notamment à l'élimination de l'Ambassadeur américain en Libye à Benghazi et de ses trois collaborateurs, le 11 septembre 2012, par des équipes d'Al-Qaïda, dans un remake du 11 septembre 2001, et au rôle qu'a pu jouer Obama dans le refus d'accorder davantage de protection à l'Ambassadeur et dans sa tentative d'étouffer le fait qu'il s'agissait bel et bien d'un acte criminel prémédité et non du dérapage d'une manifestation anti-américaine.

Cet attentat illustre le fait que les forces et les méthodes qui sont à l'œuvre aujourd'hui sont les mêmes que lors du 11 septembre 2001. Bien que la plupart des analystes aient voulu réduire ces attentats à un acte de vengeance perpétré par Al-Qaïda contre les Etats-Unis, une étude approfondie des deux attentats montre que leurs commanditaires sont un groupe de Saoudiens alliés à l'oligarchie britannique et que le véritable objectif de ces attentats est de pousser les Etats-Unis à adopter une stratégie de guerre, visant à éliminer l'ordre westphalien d'Etats-nations souverains pour imposer un Empire mondial supranational.

Le fait qu'Obama, comme Bush avant lui, ait refusé de rendre public le rôle joué par l'ambassadeur saoudien aux Etats-Unis de l'époque, le prince Bandar bin Sultan, un proche de Bush, dans le financement des attentats du 11 septembre (rôle dénoncé dans un chapitre du rapport de la Commission conjointe du Congrès ayant enquêté sur ces attentats), fait d'Obama, comme de Bush avant lui, le complice de ceux qui les ont commandités. L'assassinat de l'ambassadeur américain en Libye, J. Christopher Stevens, et de ses collaborateurs a fait l'effet d'une bombe aux Etats-Unis. Cependant, seul l'économiste américain Lyndon LaRouche a saisi l'essence de la situation en la qualifiant de « 11 septembre bis ». Que LaRouche ait compris la nature de cette opération n'a rien de surprenant. Depuis les années 1970, il a identifié « l'Empire britannique », un conglomérat d'intérêts financiers de la City de Londres et de Wall Street, comme étant l'ennemi stratégique des Etats-Unis et des populations mondiales.

Avant LaRouche, Franklin Roosevelt dénonça sans relâche les tentatives de l'ancienne puissance coloniale pour obliger les Etats-Unis à adopter l'agenda de pillage financier et les visées malthusiennes de l'Empire britannique, et à fournir, comme disait Keynes, de l'argent américain (*American money*) pour financer ses stratégies (*British brains*). En janvier 2001, LaRouche avait déjà montré sa connaissance de cet ennemi héréditaire. George Bush venait à peine d'accéder au pouvoir que LaRouche se livrait à l'une de ses meilleures prévisions. Alors qu'un membre du Black Caucus lui demandait comment réagir à la nomination par Bush du raciste John Ashcroft, au poste d'Attorney General, LaRouche avait averti qu'étant donné le danger de banqueroute du système financier, Bush chercherait à provoquer un « incendie du Reichstag » lui permettant d'imposer des mesures d'exception sous prétexte d'une grave crise.

Neuf mois plus tard, « l'incendie du Reichstag » avait lieu : c'était les attentats du 11 septembre avec leurs trois mille victimes et la tentative de l'administration Bush-Cheney d'utiliser les circonstances pour imposer leur dictature. Ce jour-là, LaRouche était l'invité de l'émission radio de Jack Stockwell, et là, en direct, bien que laissant aux enquêteurs le soin de découvrir les auteurs de ces attentats, il évoqua la probabilité d'une complicité de forces opérant de l'intérieur de l'establishment américain avec les terroristes. (**Voir encadré**) A l'époque, la résistance du Congrès, et des institutions de la présidence américaine au sens large, permit de limiter la portée des politiques imposées par Bush dans ce contexte. Lyndon LaRouche a pris sa pleine responsabilité dans ce mouvement. Aujourd'hui, il faut écarter totalement de la Maison Blanche cette faction qui, sous le visage plus apaisant d'Obama, fait passer les mêmes politiques que son prédécesseur. Il en va aujourd'hui de la paix mondiale. Il faut que l'Amérique retrouve son intention fondatrice, celui d'une vraie République et d'un phare de la liberté promouvant le progrès scientifique et la justice sociale à l'échelle internationale.

Le 11 septembre 2001, un incendie du Reichstag ?

Janvier 2001 : Réponse de LaRouche à une question du Black Caucus sur la nomination par George Bush de John Ashcroft en tant qu'Attorney General.

Nous entrons dans une période où [l'on doit décider] : soit on fait le genre de choses que j'ai présenté succinctement ici, soit ce que nous aurons ne sera pas vraiment un gouvernement. Ce sera quelque chose qui ressemblera au régime nazi – peut-être pas au début, du moins en apparence. Vous aurez un gouvernement qui ne parvient pas à faire passer des lois importantes. Et comment fait un tel gouvernement, en temps de crise, pour gouverner ? Dans tous les cas connus de l'histoire, il gouverne par ce qu'on appelle aujourd'hui la méthode de gestion de crises. En d'autres termes, par des incidents comme l'incendie du Reichstag en Allemagne.

LaRouche à la radio le 11 septembre 2001

Le 11 septembre 2001, LaRouche a pris connaissance des attentats alors qu'il accordait une interview en direct à Jack Stockwell. Alors que ce dernier faisait remarquer le professionnalisme de l'opération, LaRouche répondit : « *La question est : où étaient les agences de renseignement chargées de surveiller de tels problèmes ? (...) Ceci veut dire qu'il y a eu une incompétence ou une complicité au niveau de la sécurité, parce que ce genre de choses ne peut pas se produire sans un véritable cafouillage au niveau de la sécurité. Quelqu'un en charge de la sécurité n'y était pas vraiment.* »

Le 12 septembre 2001, dans une interview avec la radio *WGIR-AM* du New Hampshire, LaRouche a souligné que le terrorisme est avant tout « *une opération intérieure, secrète, une opération spéciale, menée par des gens ayant un entraînement de haut niveau dans les opérations militaires spéciales.* »

3. L'attaque contre le consulat de Benghazi : que faisait Obama ?

Malgré les nombreux dénis de l'administration Obama, prétendant que l'assassinat de l'ambassadeur américain en Libye, Christopher Stevens, et trois de ses compatriotes à Benghazi, le 11 septembre 2012, était le résultat d'une manifestation anti-américaine qui avait dégénéré, il existe maintenant de nombreuses preuves montrant qu'il a été, au contraire, le résultat d'un plan prémédité et exécuté de manière professionnelle par des membres d'organisations affiliées à Al-Qaïda. 72 heures avant l'attaque, des responsables américains à Benghazi et ailleurs connaissaient les risques qui existaient dans cette zone. Le 27 août 2012, le Bureau des affaires consulaires du Département d'Etat a prévenu les citoyens américains de s'abstenir de voyager en Libye, sauf pour des raisons essentielles. « *La violence politique sous forme d'assassinats et d'attentats à la voiture piégée a augmenté, tant à Benghazi qu'à Tripoli* », affirmait la circulaire publiée par le Bureau.

Le *New York Times* du 1er octobre rapportait que trois jours avant l'attaque sur le consulat, un responsable américain à Benghazi avait rencontré Jamal Marbouk, un membre de la Brigade du 17 février alliée aux Américains lors de la guerre en Libye et faisant partie des forces de sécurité locales à Benghazi, ainsi que le commandant d'un bataillon, qui lui avaient dit que la « situation était effrayante » et qu'elle « leur faisait peur ». Dans le journal intime de l'ambassadeur Stevens, trouvé par des journalistes de CNN sur le site du consulat, celui-ci faisait état de son inquiétude concernant « les menaces de sécurité sans fin » auxquelles il était confronté à Benghazi, en particulier la « croissance de l'extrémisme islamique » et la « présence grandissante d'al-Qaïda en Libye ».

Des communications interceptées le jour même de l'attaque, entre des dirigeants d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et des membres du groupe local Ansar al-Sharia à Benghazi ont fourni des preuves supplémentaires que l'attaque avait été ordonnée par Al-Qaïda. Le lendemain de l'attaque, Al-Qaïda dans la Péninsule arabique (AQAP) a revendiqué l'attentat, le décrivant comme un acte de représailles à l'assassinat par drone au Pakistan, le 4 juin dernier, de Abu Yahya al-Libi, un dirigeant d'Al-Qaïda d'origine libyenne et ancien bras droit de ben Laden. Et la veille de l'attaque, le 10 septembre, Ayman al-Zawahiri, l'émir d'Al-Qaïda en Egypte, avait publié son message annuel à l'occasion de la veille du 11 septembre 2001, appelant à des attaques contre les Américains, en particulier en Libye, exactement pour la même raison.

Aucune mesure de sécurité n'avait été prise

De plus, il est établi que l'administration Obama n'avait pas pris les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du consulat, alors qu'une forte hausse des actes de violence contre les Occidentaux avait été constatée sur place. Le Comité international de la Croix rouge avait été amené à suspendre ses opérations le 12 juin après une attaque contre son établissement à Misratah. A la même époque, les Britanniques avaient fermé leur ambassade suite à des attaques contre le convoi de leur ambassadeur en avril et juin.

Il est incompréhensible dans ce contexte qu'aucune unité de Marines n'ait été déployée et que la sécurité ait été confiée à deux groupes : la Brigade du 17 février, partie intégrante des forces de sécurité libyennes, et une société privée britannique, Blue Mountain Group, qui se vante du soutien que lui apportent les services spéciaux britanniques (*Special Air Services et Special Operations Force*). Notons que cette société ne figure pas dans la liste des compagnies de sécurité agréées par le Département d'Etat et qu'au départ, le State Department a rechigné à admettre son existence. Serait-ce en raison du fait que son travail l'amène à travailler en tandem avec des groupes de mercenaires à la réputation sulfureuse opérant en Afrique tels que Executive Outcomes et Control Risks ?

Obama a-t-il bloqué les secours au Consulat ?

Il apparaît de plus en plus clair que le jour de l'attentat, Obama aurait même empêché l'envoi de renforts sur place pour protéger l'ambassadeur Stevens et le personnel du consulat. Dans une interview le 27 octobre sur *Fox News*, deux lieutenants-colonels de l'armée américaine, Tony Schafer et David Hunt, ont déclaré que des extraits vidéo provenant de deux drones survolant les environs du consulat américain « *ont été transmis en temps réel à quinze endroits différents, incluant la salle de réunion de crise de la Maison-Blanche. Plusieurs personnes ont été informées en temps réel de la situation* » et auront évidemment fait remonter l'information vers le sommet.

Et d'ajouter : « *Je déteste devoir le dire, mais, selon mes sources, oui, il [le Président] était l'un de ceux présents dans la salle, regardant les événements en temps réel. La question devient donc "qu'est-ce que le Président a donc fait ou pas alors qu'il voyait la situation se dérouler sous ses yeux ?" Il était le seul à pouvoir donner l'ordre au secrétaire à la Défense Panetta de faire quelque chose.* »

Le site internet *breitbart.com* a par la suite divulgué, sur la base de rapports confidentiels ayant fait l'objet de fuites dans les médias, qu'un avion de combat, probablement un AC-130, survolait la région et que le personnel de sécurité du consulat a appelé à l'aide à plusieurs reprises, sans que l'avion n'ait jamais répondu. Une escouade de Marines a finalement dû violer l'ordre de ne pas intervenir, en tentant de sauver les victimes. Pourquoi Obama a-t-il tenté de cacher le fait qu'il s'agissait bel et bien d'une attaque planifiée ? Les hypothèses vont bon train. Pour certains, il souhaitait défendre le mythe selon lequel il avait déjà détruit Al-Qaïda en assassinant son chef. D'autres ont avancé des raisons beaucoup plus graves, notamment qu'il aurait voulu étouffer le fait que les déploiements de hordes d'Al-Qaïda vers la Syrie passaient par le consulat de Benghazi.

4. Obama doit lever le secret sur le rôle du prince Bandar dans le 11 septembre 2001

Lyndon LaRouche a exigé au cours de l'été 2011 que le président Obama honore une des promesses de sa campagne électorale de 2008 et lève enfin le secret sur un chapitre de 28 pages du « Rapport d'enquête conjoint du Congrès sur les attaques du 11 septembre 2001 », qui décrit le rôle joué par l'ambassadeur saoudien aux Etats-Unis, le prince Bandar bin Sultan (un proche de la famille Bush), et d'autres membres de la famille royale saoudienne, dans le financement et le soutien aux pirates de l'air du 11 septembre. Quinze d'entre eux ont été identifiés comme étant de nationalité saoudienne. Sur ordre de la présidence Bush, cette section de 28 pages a été supprimée de la version finale publiée par la Commission spéciale sur le 11 septembre, puis placée sous le sceau du secret.

En février 2009, peu de temps après sa prise de fonction, Barack Obama s'était à nouveau engagé auprès des familles des victimes des attentats, à divulguer ces 28 pages. Pourtant, non seulement il n'a pas levé le secret sur le chapitre en question, mais le 29 mai 2009, cinq jours avant sa visite en Arabie saoudite, son administration a introduit une requête auprès de la Cour suprême de justice, lui demandant de confirmer la décision rendue en 2008 par une Cour d'appel du second circuit, statuant que les familles des victimes des attentats ne pouvaient pas poursuivre des fonctionnaires saoudiens ni des membres de la famille royale saoudienne car ils bénéficient d'un statut d'immunité reconnu par une loi fédérale américaine de 1976.

Les familles des victimes à l'origine des poursuites contre le régime saoudien ont diffusé une déclaration dévastatrice fustigeant le président Obama : « *En ordonnant à la Cour de ne pas revenir sur les arrêts des cours inférieures, l'administration Obama a pris position en faveur des princes saoudiens, contre des milliers de survivants des attentats du 11 septembre qui cherchent à établir les responsabilités et obtenir justice.* » Elles sont revenues à la charge le 3 juin, jour de l'arrivée d'Obama en Arabie saoudite, déclarant : « *La procédure entamée par l'Administration se moque de notre système judiciaire et porte un coup sévère au droit des citoyens de connaître les faits concernant qui a financé et soutenu le meurtre de trois mille innocents.* » Le 29 juin, la Cour suprême a fait valoir l'arrêt de la Cour d'appel.

Le contenu des « 28 pages » classées secret

Bien qu'estampillés « top secret », certains éléments du fameux chapitre du rapport conjoint du Congrès ont filtré dans le public, notamment le fait que deux agents du renseignement saoudien, Osama Basnan et Omar Al-Bayoumi, ont apporté une aide financière et logistique à au moins deux des dix-neuf preneurs d'otages. Al-Bayoumi était un agent connu de la Direction générale du Renseignement saoudien (GID), déployé à San Diego pour espionner les étudiants saoudiens qui pourraient être liés à Al-Qaïda.

A leur arrivée à l'aéroport international de Los Angeles pour le réveillon de l'année 2000, deux des terroristes, Nawaf Al-Hamzi et Khalid Al-Mihdhar, furent accueillis par Al-Bayoumi, qui leur offrit une forte somme d'argent en liquide, un appartement et des cartes d'affiliation à la sécurité sociale, ainsi que d'autres formes d'assistance financière. Al-Bayoumi les aida également à s'inscrire dans une école de pilotage d'avion en Floride. Basnan, l'autre officier du renseignement saoudien travaillant avec Al-Bayoumi pour assister les deux futurs preneurs d'otages lors de leur arrivée sur le territoire américain, avait déjà été arrêté aux Etats-Unis pour trafic de cocaïne, mais les charges contre

lui avaient été abandonnées suite à une intervention directe d'un responsable de l'ambassade saoudienne à Washington.

Les enquêteurs de l'*EIR*, entre autres, ont pu confirmer que l'argent fourni à Basnan et Al-Bayoumi leur parvenait directement de l'ambassadeur saoudien de l'époque à Washington, le prince Bandar bin Sultan, en transitant via un compte à la Riggs National Bank de Washington D.C.



Contrats d'armement, financement occulte d'activités terroristes, trafic d'influence. L'ancien ambassadeur saoudien aux Etats-Unis, le Prince Bandar, actuellement à la tête des services secrets saoudiens, est au centre de l'alliance anglo-saoudienne. Caricature de Steve Bell. Dans le bain d'argent : Thatcher, Reagan, Blair

Crédit : alwafd.org

Certains financements en faveur d'au moins deux des terroristes provenaient de la femme du prince Bandar, la princesse Haifa, elle-même sœur de l'ancien chef du renseignement saoudien Al-Faisal. Entre avril 1998 et mai 2002, le prince Bandar et la princesse Haifa ont versé entre 51000 et 73000 dollars en chèques personnels et chèques de banque à Basnan et Al-Bayoumi. Ce dernier quitta les Etats-Unis peu avant les attaques du 11 septembre pour réapparaître brièvement à Londres. Dans les jours suivant le 11 septembre, lors d'une descente à l'appartement d'Al-Bayoumi à Birmingham, en Angleterre, des agents de Scotland Yard ont découvert, dans une cache secrète, des documents portant des noms et des numéros de téléphone de responsables de l'ambassade saoudienne à Washington.

Au-delà des 28 pages

Selon des éléments supplémentaires révélés par Anthony Summers et le journaliste Dan Christensen dans le *Miami Herald* du 7 septembre 2011, une riche famille saoudienne qui avait été en contact avec Mohamed Atta et d'autres terroristes du 11 septembre, a soudainement quitté sa luxueuse villa près de Sarasota en Floride pour fuir le pays deux semaines avant l'attentat. Propriété du financier saoudien Esam Ghazzawi et occupée par sa fille Anoud et son mari Abdulazzi al-Hijji, cette villa était en relation avec les terroristes puisque de nombreux appels téléphoniques ont été échangés avec Mohamed Atta, et les vidéos de sécurité de la résidence montrent également les allés et venus de véhicules appartenant à Atta et à un autre pirate de l'air, Ziad Jarrah.

Atta, Jarrah et Marwan al-Shehhi habitaient tous dans un périmètre de 15 km autour de la villa des Ghazzawi et prenaient des cours de pilotage à proximité, dans la ville de Venice. Les analyses des enregistrements téléphoniques montrent des contacts avec onze autres terroristes présumés, y compris Walid al-Shehhi, qui était avec Atta sur le premier vol qui a percuté le World Trade Center. L'ancien sénateur démocrate Bob Graham, qui a co-présidé l'enquête conjointe du Congrès sur le 11 septembre, a affirmé au *Miami Herald* qu'on aurait dû lui parler de ces découvertes, affirmant que « cela ouvre la porte à une nouvelle série d'enquêtes sur l'amplitude du rôle saoudien dans les attentats du 11 septembre ».

Un autre article récent, intitulé « Preuve de la complicité britannique et pakistanaise dans le 11 septembre » signé Behrouz Saba, qui se réfère également à Mohamed Atta en Floride, est paru dans *Nation of Change* et d'autres sites. Saba écrit qu'un des événements clés qui se déroula sous le nez des officiels de Washington D.C. a été ignoré. En

octobre 2001, ABC News, Fox et CNN faisaient toutes état d'un transfert de fonds de 100 000 dollars début août 2001, en provenance de Dubaï et au bénéfice de deux comptes en banques ouverts en Floride, détenus par Atta. Le 6 octobre, CNN identifiait l'homme qui avait envoyé l'argent comme étant le Cheikh Ahmed Omar Saeed.

L'ancien président du Pakistan Pervez Musharraf avait quant à lui identifié le Cheikh comme agent du MI6. Dans ses mémoires, Musharraf écrit : « *Le Cheikh Omar est un britannique né à Londres le 23 décembre 1973 de parents pakistanais (...) Il est allé à la London School of Economics mais a quitté l'école avant d'obtenir son diplôme. Il semble (...) qu'il ait été recruté par le service de renseignement britannique MI-6.* » Saba affirme que l'administration Bush savait que le Cheikh avait été envoyé par le MI-6 au Pakistan pour « coopérer » avec ses homologues de l'ISI dans l'enquête sur le 11 septembre. Bien que la commission du Congrès ait accumulé un très volumineux dossier sur les activités des kamikazes aux Etats-Unis et l'ait communiqué à la Commission spéciale sur le 11 septembre, « *ils s'en sont très peu servis, a confié Graham au Miami Herald, et leur référence à l'Arabie saoudite est presque énigmatique parfois... Je n'ai jamais su pourquoi ils n'avaient pas creusé cette piste.* »

Le 8 septembre 2004, le sénateur Graham avait déjà souligné l'importance de la connexion saoudienne dans un entretien à la revue Salon portant sur son ouvrage, Questions de renseignement : la Cia, le FBI, l'Arabie saoudite et l'échec de la guerre contre le terrorisme des Etats-Unis. Sur les sections de son rapport supprimées par le président Bush, Graham avait déclaré qu'« *en gros, cela comprenait les détails sur les raisons pour lesquelles nous [les membres de la commission d'enquête] soupçonnions que le gouvernement saoudien et divers représentants des intérêts saoudiens avaient soutenu les preneurs d'otages et auraient pu les avoir tous soutenus.* »

Si cette partie du rapport de la Commission conjointe d'enquête avait été rendue publique, c'est l'ensemble de la filière terroriste anglo-saoudienne qui aurait anéantie.« *Dix ans après les attaques du 11 septembre, a souligné Lyndon LaRouche en septembre 2011, le président Obama continue à étouffer cette affaire, suivant la politique décidée par le président George W. Bush au moment des faits. Nous savons que le président Bush était motivé par la volonté de dissimuler les crimes des proches amis de son père au sein de la famille royale britannique. Je soupçonne le président Obama d'agir directement sous les ordres de Londres, puisque le décorticage du rôle du prince Bandar et d'autres membres de la famille royale dans les attentats du 11 septembre conduirait inévitablement à mettre en lumière la "caisse noire" des accords Al-Yamamah, impliquée dans le financement des opérations clandestines et de guerre irrégulière à l'échelle globale depuis le milieu des années 1980.* »

Le sénateur Bob Graham revient à la charge

Le 11 septembre 2012, le sénateur Graham a publié un éditorial dans le Huffington Post, qui commence ainsi : « *Le temps qui s'est écoulé depuis le 11 septembre 2001 n'a pas diminué la méfiance que beaucoup d'entre nous ressentent à l'égard de la version officielle concernant l'organisation des attentats, et surtout, la question de qui les a financés et soutenus. Onze ans plus tard, le temps est venu pour les familles des victimes, les survivants et tous les Américains de savoir ce qu'il y a vraiment derrière le 11 septembre.*

« *Ce n'est pas seulement une question de livres d'histoire. Il s'agit aujourd'hui d'une question de sécurité nationale. Si un réseau de soutien était disponible pour les terroristes avant le 11 septembre, pourquoi devrions-nous penser qu'il a été démantelé ?* »

5. Les accords Al-Yamamah au cœur de l'Empire anglo-saoudien



Le Prince Charles et le Prince Bandar : ensemble, créons l'Empire du chaos ! Crédit : Reuters

Documentation extraite de différents articles de Jeffrey Steinberg (EIR)

Bien que différents organes de presse britannique, le *Guardian* en tête, aient superficiellement fait état en 2007 des affaires de corruption et de commissions occultes dans l'affaire des accords Al-Yamamah (le Pigeon, en arabe), conclus entre la Grande-Bretagne et l'Arabie saoudite sur l'échange de pétrole contre des armes, à part les associés de Lyndon LaRouche, ils sont peu nombreux à avoir mis en évidence le véritable objectif de ce contrat : la création d'une énorme « caisse noire » destinée au financement d'opérations sales et clandestines.

L'auteur britannique William Simpson, ancien camarade de promotion du prince Bandar à l'Académie royale britannique, a publié en 2006 une biographie semi-officielle de Bandar intitulée *The Prince – The Secret Story of the World's Most Intriguing Royal*. Il écrit : « *Bien que Al-Yamamah représente une façon pour le moins non conventionnelle de faire du business, ses retombées très lucratives sont les sous-produits d'un objectif entièrement politique : un objectif politique saoudien et un objectif politique britannique. Al-Yamamah est, d'abord et avant tout, un contrat politique. Négocié en pleine Guerre froide, la nature des accords a permis aux Saoudiens d'acheter des armes partout dans le monde pour lutter contre le communisme. (...) On retrouve également la trace de cet argent dans des achats d'armes en Egypte et d'autres pays, livrées ensuite aux Moudjahidines en Afghanistan pour combattre les forces de l'occupant soviétique.* »

Simpson a cependant oublié d'aborder les attaques du 11 septembre. Oussama ben Laden faisait partie du projet anglo-saoudien des Moudjahidines afghans, financé via Al-Yamamah, et des témoignages oculaires, répertoriés dans les archives de la CIA, montrent qu'aussi tardivement qu'en 1998, Al-Qaïda recevait des millions de dollars en liquide de différents canaux de la famille royale saoudienne. Au moment même où les Bandar fournissaient des fonds à Basnan et Al-Bayoumi pour établir sur la côte Ouest américaine l'équipe du 11 septembre, l'ambassadeur saoudien recevait une somme estimée à 2 milliards de dollars, comme « cachet » en provenance de l'accord de troc Al-Yamamah qu'il avait mis en place entre le gouvernement britannique et le ministère de la Défense saoudien.

Une caisse noire au service du terrorisme

Le 6 juin 2007, la *British Broadcasting Corporation (BBC)* révélait au grand public une énorme affaire de corruption et de financement occulte : le producteur d'armes britannique BAE Systems (*British Aerospace Electronic Systems*) avait versé plus de 2 milliards de dollars de pots de vin au prince Bandar bin-Sultan, qui fut l'ambassadeur saoudien à Washington pendant vingt-deux ans. Ces accusations furent présentées de manière plus détaillée le 11 juin au cours d'un documentaire de *Panorama TV*, sous le titre « Des princes, des avions et des dessous de table », retraçant en détail les résultats d'une longue enquête menée par Le *Guardian*, la *BBC* et l'agence gouvernementale anglaise Serious Fraud Office (SFO) dans les contrats de ventes d'armes Al-Yamamah signés en 1985 entre BAE Systems et le royaume saoudien.

Mais en décembre 2006, le ministre de la Justice britannique Lord Goldsmith avait déjà étouffé l'enquête du SFO, déclarant que toute investigation supplémentaire porterait « atteinte à la sécurité nationale britannique ». Le Premier ministre d'alors, Tony Blair, avait soutenu son ministre avant de finaliser le quatrième volet de ces mêmes contrats et de prendre sa retraite, un mois plus tard.

Le contenu des accords

En 1985, le prince Bandar s'est rendu à Londres pour une rencontre avec le Premier ministre Margaret Thatcher, afin d'acheter des avions de chasse Tornado pour la Royal Air Force saoudienne. Le voyage de Bandar à Londres était préparé depuis des mois, et Thatcher avait toutes les raisons de croire que celui-ci était l'interlocuteur idéal pour négocier le contrat du siècle. A l'âge de 16 ans, le prince avait été envoyé en Angleterre pour étudier au Royal Air Force College de Cranwell, l'école d'élite pour la formation des pilotes de la RAF. Certains rapports font alors état de son recrutement par le MI6. Bandar avait, selon son ami de l'époque William Simpson, un « accès incroyable au 10 Downing Street ».

Au-delà de toute une série de paiements en argent pour des honoraires « de conseil » ou des commissions occultes de toute sorte, dont les deux milliards de dollars virés sur les comptes du prince Bandar à Washington, l'Arabie saoudite s'est engagée à envoyer chaque jour en Angleterre un tanker pétrolier, soit approximativement 600 000 barils de pétrole, aussi longtemps que dure le contrat Al-Yamamah.

Selon des sources proches du dossier, une grande partie a été vendue sur le marché international spot, à la valeur du marché mondial, par l'intermédiaire de British Petroleum et Royal Dutch Shell. Selon les données disponibles dans le domaine public, le montant de l'équipement et des services fournis par BAE Systems à l'Arabie saoudite, sur une période de vingt-deux ans, se situe aux environs de 80 milliards de dollars. Et cette somme est surfacturée d'au moins quarante pour cent selon un document du ministère de la défense de 2006.

Le monde vu du côté saoudien

Pour sa part, il est clair que la famille royale saoudienne n'a pas fait une mauvaise affaire avec Al-Yamamah. Quand le contrat fut signé en 1985, selon des personnes bien informées, l'Arabie saoudite bénéficia d'une dérogation de l'OPEP, car l'accord de troc prévu par Al-Yamamah n'entraîne pas dans les quotas de production. En d'autres termes, pour effectuer les achats d'armes, l'Arabie saoudite a obtenu le feu vert de l'OPEP pour produire 600 000 barils par jour au-dessus du plafond autorisé. Selon l'Agence d'information de l'énergie du ministère américain de l'Énergie, pendant toute la durée du programme Al-Yamamah, le coût moyen réel d'un baril de brut saoudien se chiffre en dessous de 5 dollars. Cela équivaut à 1,1 milliards de dollars par an, c'est-à-dire 24,6 milliards de dollars entre 1985 et 2007.

Encore récemment, début novembre 2012, le Premier ministre britannique David Cameron faisait le tour du golfe Persique et profitait de son passage en Arabie saoudite pour négocier le renouvellement de ces accords avec le prince Bandar, devenu entre temps le nouveau dirigeant des services secrets saoudiens. Cameron a plaidé pour que les Saoudiens achètent des chasseurs construits par BAE plutôt que le modèle français proposé au même moment par François Hollande, également de passage dans le Royaume. Voyons si Bandar pourra à nouveau peser en faveur des Britanniques.

6. Wahhabisme : Trois siècles d'alliance entre la Grande-Bretagne et la maison des Saoud

L'une des sectes les plus rigides et réactionnaires de tout l'islam aujourd'hui est le wahhabisme. C'est la secte sunnite officielle et dominante en Arabie saoudite et au Qatar, qui ont le Coran pour seule constitution.

Le wahhabisme est né au milieu du XVIII^e siècle dans la région de Nadj, au centre de la péninsule Arabique. Son nom provient de son fondateur Mohammad Ibn Abdul-Wahhab (1703-1792) qui prônait, comme la plupart des autres cheikhs fondamentalistes opposés à l'occupation ottomane, la fusion entre la religion et l'État par le rétablissement d'un califat islamique semblable à celui qui avait prévalu au début de l'islam. Le wahhabisme diffère cependant des autres sectes sunnites fondamentalistes, par son obsession historique à vouloir purger les soufis, chiites et autres musulmans ne se conformant pas à son interprétation du *Coran*. Le wahhabisme et la maison régnante des Saoud sont intimement liés depuis leur fondation et ont acquis leur puissance dans la péninsule en s'appuyant l'un sur l'autre. Le wahhabisme confère à la famille royale sa légitimité, et cette dernière promeut et protège le premier, selon les termes d'un accord de 1744 entre les deux parties.

Plusieurs actes terroristes et crimes des guerriers saoudi-wahhabites ont provoqué l'indignation et la colère des autres musulmans au cours de l'histoire. En 1801, des guerriers saoudi-wahhabites se rendirent en ce qui est aujourd'hui l'Irak pour détruire la ville sainte chiite de Karbala, tuant plus de 4000 habitants. En 1818, le calife ottoman Mahmoud II, protecteur des mosquées les plus saintes de l'islam, avait envoyé des forces égyptiennes dans la péninsule arabique pour punir le clan saoudi-wahhabite. Leur capitale fut rasée, l'imam wahhabite Abdullah al-Saoud et deux de ses disciples furent décapités à Istanbul et les chefs du clan envoyés au Caire en captivité.

Ce sont les Britanniques qui ravivèrent la secte à leur arrivée. Après avoir colonisé le Bahreïn en 1820, ils s'allièrent aux survivants de la Maison des Saoud pour étendre leur influence dans la région. L'imam wahhabite Faisal Ibn Turki al-Saoud s'échappa du Caire en 1843, où il était détenu, et retourna à Riyad. Les Britanniques envoyèrent sur place le colonel Lewis Pelly pour signer un traité officiel d'amitié en 1866 avec la Maison des Saoud. En échange d'une aide pécuniaire et de la fourniture d'armes, la Maison des Saoud acceptait de coopérer avec les autorités coloniales britanniques dans la région.

Après la Première Guerre mondiale et la dissolution de l'Empire ottoman, les Britanniques allaient trahir Hussein Ibn Ali, chérif de La Mecque, roi du Hedjaz et allié de Laurence d'Arabie contre les Ottomans, au bénéfice d'Abdelaziz Ibn

Saoud, qui expulse la dynastie hachémite en 1925, gardienne des lieux saints de La Mecque et de Médine depuis 700 ans. Abdelaziz Ibn Saoud devenait ainsi, en 1932, le premier roi d'Arabie saoudite.

7. Le Qatar : Une force de frappe financière au service de l'Empire britannique

I - Paradoxe entre sa taille minuscule et son influence dans le monde

Le Qatar est un émirat d'une superficie de 11 437 km² situé dans le golfe Persique. Sa population est d'environ 1 750 000 habitants. Le pays a obtenu son indépendance le 3 septembre 1971, juste avant la fin du protectorat britannique de 1916. L'émir du Qatar est le Cheik Hamad ben Khalifa Al Thani, diplômé en 1971 de l'académie militaire de Sandhurst, au Royaume-Uni. Il arriva au pouvoir en renversant son père en 1995. Le pétrole et plus encore le gaz naturel ont permis au Qatar de mettre sur pied le plus grand fonds souverain de la planète, QIA (Qatar Investment Authority), dont les avoirs approchent aujourd'hui les 700 milliards de dollars. Un autre instrument clé des Qataris, en termes de propagande politique cette fois-ci, est Al Jazeera, la chaîne de télévision d'information continue la plus influente du monde musulman, créée en 1996 comme une copie conforme de CNN, mais dominée par les Frères musulmans. Le Qatar est le seul pays wahhabite en-dehors de l'Arabie saoudite. Il n'y existe aucun parti politique et encore moins de démocratie.

D'après le site de l'*Hebdo.ch*, la force de frappe financière du Qatar est répartie de la manière suivante :

Banques et finance : participation de \$2,7 milliards de Banco Santander Brazil. Barclays, 7,1 % du capital. 20 % du capital du London Stock Exchange, 90 % du capital de Dexia BIL au Luxembourg, 5 % d'Alpha Bank en Grèce, Agricultural Bank of China, participation de \$2,8 milliards, 6,7 % du capital de Crédit Suisse.

Sport et divertissement : Paris PSG, Paris Handball, Malaga Football Club en Espagne, Village olympique de Londres, 2 % du capital de Vivendi en France, reprise de Miramax Films aux Etats-Unis pour \$660 millions.

Casinos : Société fermière du Casino municipal de Cannes, qui exploite deux hôtels de luxe, le Majestic Barrière et le Gray d'Albion, et deux casinos, les casinos Barrière Croisette et Les Princes. Société des Bains de mer de Monaco, propriétaire du Casino de Monte Carlo.

Hôtels : Multitude de complexes hôteliers de luxe à Paris, Cannes, Milan, Lausanne, Tunisie, Yémen, Monténégro et Maroc.

Immobilier : Quartier général d'HSBC France, sur les Champs Elysée. QG de Crédit Suisse, Londres (One Cabot Square). Nombreux complexes immobiliers résidentiels et d'affaire de luxe (dont Canary Wharf) au centre de Londres, Washington et Paris.

Terres agricoles : \$90 millions de terres en Argentine, en Thaïlande, principal producteur de riz du monde, en Indonésie, en Ukraine pour \$750 millions.

Transports : Général Motors, Etats-Unis, Volkswagen et Porsche en Allemagne. Deux ports pour bateaux de luxe en Espagne. Pourquoi l'Espagne ?

Sociétés minières en Suisse, Grèce, Indonésie et Russie.

Diverses sociétés pétrolières un peu partout dans le monde et énergies renouvelables au Brésil.

Armement et médias : Groupe Lagardère en France, premier actionnaire du groupe avec 12,83% du capital, détenu par Qatar Holding, branche d'investissement de QIA.

L'image générale qui s'en dégage est une copie conforme de l'idéologie promue par l'Empire britannique : Banques, finance et casinos pour le blanchiment des fonds de la drogue, activités connexes comme les sports professionnels, le divertissement, l'hôtellerie et l'immobilier de luxe. Contrôle des ressources minières et des terres agricoles, gestion de l'acquis dans les transports (automobile comme client captif du pétrole). Pas de recherche scientifique, aucun investissement pouvant transformer l'avenir, soit dans les secteurs de pointe, soit dans des activités visant à améliorer le niveau de vie général des populations.

II - Le Qatar et la France

Depuis la présidence de Nicolas Sarkozy, la France occupe une place de choix dans la stratégie d'influence du Qatar, politique qui continue sous les socialistes. Trois semaines après son élection en 2007, le premier chef d'Etat arabe reçu à l'Elysée était l'émir Hamad bin Khalifa al-Thani, qui allait, peu après, assister au défilé du 14 juillet sur les Champs Elysée aux côtés du nouveau Président.

Selon *Le Parisien* du 29 juillet 2009 : « *La relation qui unit le président français et le monarque qatari, "c'est d'abord une histoire d'amitié", explique un proche. Leurs liens sont tellement étroits que rien ne passe par l'ambassadeur de France.* » Selon un article publié sur le site *Slate.fr* : « *On peut citer parmi les habitués des séjours à Doha : Bertrand Delanoë, Philippe Douste-Blazy, Ségolène Royal, Jean-Louis Debré, Gérard Larcher, Hubert Védrine, Frédéric Mitterrand, Hervé Morin, Jean-Pierre Chevènement, Dominique Baudis, Jack Lang (...)* Parmi les anciens membres

du gouvernement sous la présidence Sarkozy, Claude Guéant en tant qu'envoyé spécial de Nicolas Sarkozy, Rachida Dati dont la sœur travaille pour le procureur général du Qatar et Fadela Amara ont multiplié les voyages dans l'Emirat. (...) Le Qatar est le principal client du cabinet d'avocat de Dominique de Villepin. Le contrat stipulerait que les déplacements de l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac à Doha se font dans les avions de l'émir. »



La France « n'a pas d'alliés, elle n'a que des intérêts » ?

L'homme que tout président français doit recevoir après son élection ?

En haut, Sarkozy recevant l'Emir du Qatar à l'Elysée le 23 juin 2009.

En bas, François Hollande dans le même exercice, le 22 août 2012.

Crédit : benillouche.blogspot.com, AFP

Autre exemple de l'attrait mutuel (et malsain) entre les deux pays, le vote à l'Assemblée et au Sénat en 2008 d'un statut fiscal qui exonère d'impôt sur les plus-values tous les investissements immobiliers réalisés dans l'Hexagone par « l'Etat du Qatar ou ses entités publiques », y compris la famille de l'émir. Le Qatar est le seul pays à bénéficier, avec le Koweït, d'une dérogation au modèle imposé par l'OCDE en matière de taxation des avoirs étrangers, exonérant les résidents français qataris des impôts au titre de l'ISF, pendant cinq ans, sur leurs avoirs situés hors de France ! Sur le plan financier, notons que Jean-François Lepetit, un des directeurs non-exécutifs de BNP-Paribas et proche de Michel Pébereau, est également membre du Comité de surveillance de l'Autorité financière du Qatar.



Dans le domaine militaire, la France assure la formation des marins de sa flotte de guerre et de ses policiers et lui fournit une grande partie de son matériel militaire, notamment des mirages 2000. Selon le sénateur Adrien Gouteyron, « 80 % des équipements de l'armée qatarie sont d'origine française ».

Les socialistes aussi vont à la soupe. Cette politique n'a pas été remise en question avec l'arrivée de François Hollande à l'Elysée, qui y a reçu dès le 22 août 2012 l'émir du Qatar. L'ambassadeur du Qatar en France, Mohamed Jaham Al-Kuwari, a pour sa part annoncé le 6 novembre dernier que son pays entend investir 10 milliards d'euros dans de grandes entreprises françaises, afin de « diversifier » ses revenus. Un autre fonds d'une centaine de millions

d'euros ou plus est en train d'être négocié pour des investissements conjoints dans les banlieues françaises, financé pour moitié par le Qatar, l'autre par la Caisse des dépôts (CDC) et éventuellement des partenaires privés.

III – Blanchiment des fonds de la drogue et terrorisme

Le Qatar avait été mis dans la liste grise de pays ne luttant pas assez contre le blanchiment de fonds de l'argent de la drogue, obligeant le pays à durcir ses régulations. Mais, selon des sources *Wikileaks* datant de 2009, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton décrivait le Qatar dans un courriel confidentiel comme « le pire pays de la région » en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme.

En mars et en juin 2012, le *Canard Enchaîné* a révélé l'existence de rapports de la DRM (Direction du renseignement militaire) concernant le rôle du Qatar dans le financement d'activités terroristes islamiques au Sahel et plus particulièrement au Mali.

Dans son article du 6 juin 2012, le *Canard Enchaîné* rapporte entre autres : « *Au début de cette année, plusieurs notes de la DGSE ont alerté l'Elysée sur les activités internationales, si l'on ose dire, de l'émirat du Qatar. Et, sans vraiment insister, diplomatie oblige, sur le patron de cet Etat minuscule, le cheikh Hamad Ben Khalifa Al Thani, que Sarkozy a toujours traité en ami et en allié.*

Les officiers de la DRM affirment, eux, que la générosité du Qatar est sans pareille et qu'il ne s'est pas contenté d'aider financièrement, parfois en leur livrant des armes, les révolutionnaires de Tunisie, d'Egypte ou de Libye. (...) Selon les renseignements recueillis par la DRM, les insurgés touareg du MNLA (indépendantistes et laïcs), les mouvements Ançar Dine, Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique) et le Mujao (djihad en Afrique de l'Ouest) ont reçu une aide en dollars du Qatar ».

Le journal écrit aussi que « *divers groupes [islamistes] sont désormais présents dans plusieurs agglomérations aux frontières du Niger, du Burkina Faso et de l'Algérie* ». La montée en puissance de l'extrémisme islamique au Mali a justement provoqué la colère de l'Algérie, qui y voit une tentative de déstabilisation à son égard, et de la volonté du Qatar de mettre la main sur les ressources pétrolières du pays. Pour le compte des Américains, des Britanniques ou des Français ?

La même situation vaut pour l'uranium du Niger, pour lequel nous n'avons pas fait preuve de la plus grande équité en termes commerciaux.

Paradis fiscaux :

l'argent sale au service de l'Empire

A propos du livre *Les paradis fiscaux - Enquête sur les ravages de la finance néolibérale*, Nicholas Shaxson, André Versaille éditeur par Odile Mojon

I. La bombe de la dette

Un chroniqueur financier comparait récemment [1] les banques centrales modernes à la sorcellerie : « *Les sorcières, comme vous le savez, jettent des sorts, appellent la tempête et volent sur des balais pour se rendre à des rendez-vous nocturnes diaboliques. Les banques centrales modernes court-circuitent les mécanismes de prix, font apparaître de l'argent à partir de rien et cherchent à stimuler la croissance économique en faisant grimper les prix des actions* ». Il ajoute que « l'œil de triton » de Ben Bernanke, le patron de la Réserve Fédérale, c'est l'assouplissement quantitatif (émissions monétaires massives). L'opération consiste à jeter des sorts bénéfiques simplement en ajoutant la bonne quantité d'assouplissement quantitatif (*quantitative easing*) dans le chaudron économique, au bon moment.

Toutefois, pour compléter cette métaphore, il ne faut pas oublier que le brouet de sorcière a besoin d'un ingrédient essentiel pour que la magie opère : le paradis fiscal.

Le paradis fiscal est une plante vénéneuse disséminée un peu partout dans le monde ces dernières décennies, causant des dommages considérables, d'où les appels à son éradication maintes fois réitérés sans que cela ne soit jamais sérieusement mis en pratique. Or, si l'on veut vraiment en comprendre la raison, il faut parler de ce qui est à la source de la multiplication des paradis fiscaux, c'est-à-dire l'Empire britannique.

Celui-ci est vivant et se porte bien après avoir réussi sa reconversion dans les années quatre-vingt, d'abord sous Margaret Thatcher puis Tony Blair (l'architecte de la guerre en Irak). Donné il n'y a pas si longtemps encore comme une relique du passé, il est remonté sur la scène mondiale et domine aujourd'hui le système financier et bon nombre des institutions internationales. Cet Empire colonial qui, après la victoire contre le nazisme et face à l'intransigeance de Franklin Roosevelt, était en déclin, a repris du poil de la bête et l'on voit aujourd'hui nombre d'anciens fonctionnaires du Bureau des colonies, faire carrière dans des institutions où l'on peut peser sur les choix stratégiques, par exemple à l'Union européenne.

Plutôt que de se placer sur le terrain de la force, l'Empire a misé cette fois-ci sur le contrôle des flux financiers et sur l'idéologie ultra libérale dont il a organisé les diverses manifestations. L'un de ses instruments de choix est la dette et l'esclavage des individus ou encore la perte de souveraineté des nations qu'il induit automatiquement.

C'est pourquoi, lorsqu'en 1982 Lyndon LaRouche suggéra aux pays ibéro-américains de retourner l'arme de la dette en brandissant la menace d'un moratoire sur celle-ci, il y eut un vent de panique contre cet homme qui avait lu dans le jeu de l'Empire et révélait ce qu'il y avait vu.

Les multiples occasions de mettre en place les politiques de développement proposées par LaRouche dans l'économie physique réelle ont été perdues, systématiquement sabotées par les intérêts financiers, et c'est ainsi que la sorcellerie de M. Bernanke tient lieu de « politique », une politique où les options se résument à choisir entre Charybde et Scylla. Que M. Bernanke continue l'émission monétaire à tout va, et l'hyperinflation nous attend. Qu'il arrête la planche à billets et les marchés explosent.

C'est pourquoi, au nom de la seule dette qu'il nous appartient de payer, celle envers les générations futures, nous allons tenter de comprendre la « philosophie » des paradis fiscaux en prenant comme fil conducteur la remarquable étude de Nicholas Shaxson [2], journaliste britannique écrivant régulièrement dans le *Financial Times* et *The Economist*.

II. La magie bien ordonnée des paradis fiscaux

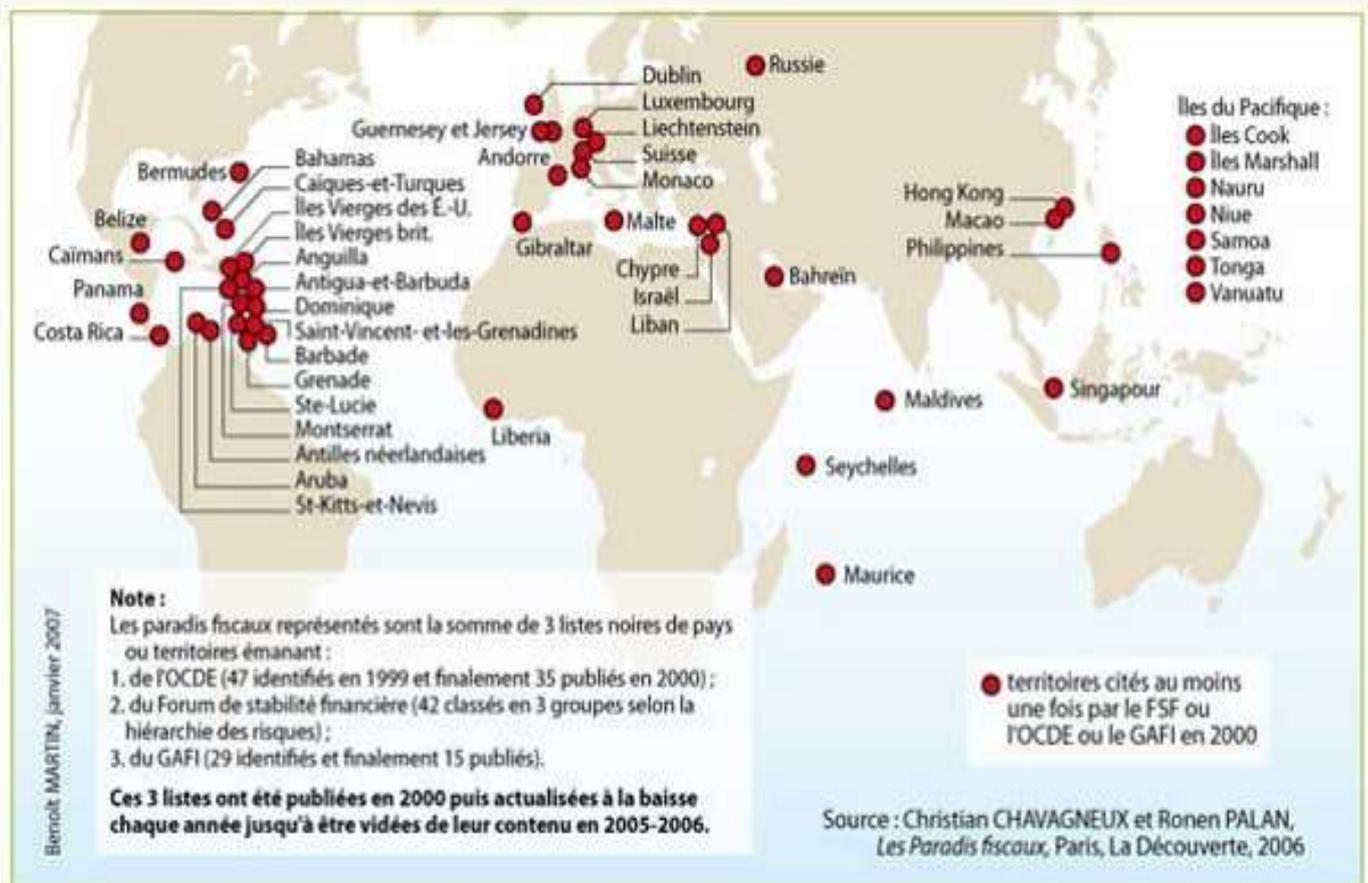
Qui connaît réellement les paradis fiscaux ? Certes, on sait qu'ils organisent l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent mais, pour la plupart des gens, tout cela se situe dans un registre plus proche de l'image d'Epinal que d'une réalité tangible. Or, le paradis fiscal tire sa raison d'être du viol de la loi dans des pays – en grande partie occidentaux – où l'argent qu'entreprises et citoyens les plus fortunés veulent cacher au fisc a été généré dans des sociétés ayant obtenues, après de longues batailles, un taux élevé de savoir et de qualification. Y règne (ou plutôt y régnait) une culture où l'on considère que le travail de chacun contribue à la richesse collective, principe cohérent avec la conception politique selon laquelle seul un système de Républiques et de démocraties participatives sont à même de répondre aux intérêts de tous : conception s'opposant frontalement à l'idéologie prônée ces dernières décennies par les adeptes d'Ayn Rand [3] faisant du chef d'entreprise le héros des temps modernes.

Pour commencer, l'auteur prend soin de définir ce qu'est le paradis fiscal car il y a loin d'y avoir unanimité sur sa nature. Shaxson préfère parler de juridiction du secret, c'est-à-dire d'un « *Lieu qui se propose d'attirer des activités économiques en offrant à des particuliers ou à des entités un cadre politiquement stable permettant de contourner les règles, les lois et les réglementations édictées dans les autres pays.* » Il ajoute : « *La raison d'être des paradis fiscaux, c'est de fournir à quelques privilégiés le moyen d'échapper aux obligations qui incombent à tout un chacun du fait de vivre en société – des obligations telles que payer ses impôts, se soumettre aux lois économiques, pénales, successorales, etc. C'est cela même qui constitue la base de leur activité : c'est ce qu'ils font.* »

En résumé, le paradis fiscal permet de se mettre hors d'atteinte du fisc, des règlements et de la justice.

Un monde parallèle

Plus de la moitié du commerce international passerait par les juridictions du secret. En 2010, le FMI estimait que le bilan cumulé des petits paradis fiscaux insulaires (c'est-à-dire une partie seulement des paradis fiscaux) s'élevait à 18 000 milliards de dollars, soit le tiers du PIB mondial, et il s'agit là d'un montant probablement sous estimé. Déjà en 2005, l'ONG *Tax Justice Network* estimait que les riches particuliers pourraient détenir 11 500 milliards de dollars dans les places financières offshore, ce qui représente environ le quart de toute la richesse mondiale et l'équivalent du PNB entier des États-Unis.



Les paradis fiscaux en 2007

Face aux montants astronomiques qui sont en jeu, les paradis fiscaux prétendent, pour justifier leur existence, qu'ils rendent les marchés plus efficaces ! En réalité, tout ce que l'on peut leur reconnaître avec certitude, c'est qu'ils constituent le moyen idéal pour transférer les richesses d'un endroit à l'autre et ce, pour le seul intérêt d'un petit nombre d'individus.

Les mécanismes inventés sont bien identifiés et se basent sur la violation de l'esprit des lois et une recherche méthodique des failles juridiques. Par exemple, un paradis fiscal X fera adopter une législation écrite sur mesure pour contourner les lois en vigueur dans le pays Y, ce qui aura pour effet d'amener les ressortissants comme les sociétés du pays Y à faire, auprès de leur gouvernement, un chantage au déménagement ou à la délocalisation si on les « contraints » à se plier aux lois en vigueur.

Les conséquences qui en découlent, en termes d'instabilité sociale et politique, un pays comme la France est bien placé pour le savoir. Ce « pied de biche » fiscal permet de faire sauter les verrous réglementaires et de rendre les administrations plus à l'écoute et plus flexibles. Les gouvernements sont obligés d'assouplir leur législation fiscale pour tenter d'endiguer la fuite de capitaux, en adoptant des mesures caractérisant habituellement les paradis fiscaux et même la France, caricature de tout ce qu'il ne faut pas faire selon la doxa ultra libérale, se conduit comme un paradis fiscal quand on en vient aux entreprises du CAC40.

Une étude de juillet 2011 présentée par Gilles Carrez, alors rapporteur du Budget à l'Assemblée nationale, montre comment, alors que le taux de l'impôt sur les sociétés est fixé à 33,3%, les sociétés du CAC 40 ne payent que 8% - soit un taux moyen d'imposition de l'ordre de presque 20 points inférieurs à la moyenne des PME. Total, la plus grosse entreprise française ne paye pas un centime en France. Dans un commentaire sur cette étude, l'hebdomadaire Marianne du 8 juillet 2011 dénonçait plus précisément « une fiscalité très douce pour le CAC40 en regard de ce que payent les PME. Mais il est moins connu que 40% de cette maigre enveloppe de 3,5 milliards provient de seulement 4 entreprises (EDF, GDF, France Telecom, Renault) dont l'État est encore actionnaire. Les 36 autres ne payent que 3,3 % ».

L'exemple des prix de transfert permet de mettre en lumière certains mécanismes permettant d'aboutir à des résultats aussi spectaculaires. En quoi consistent-ils ? La définition officielle les présente ainsi : « Des prix des transactions entre sociétés d'un même groupe et résidentes d'États différents : ils supposent des transactions intragroupes et le passage d'une frontière. Il s'agit finalement d'une opération d'import-export au sein d'un même groupe, ce qui exclut toute transaction à l'international avec des sociétés indépendantes ainsi que toute transaction intragroupe sans passage de frontières. »



« L'exercice » consiste donc, à l'intérieur d'un même groupe, à localiser ses profits dans les pays à faible imposition (les paradis fiscaux) et ses coûts dans ceux à forte imposition d'où ils seront déduits des revenus imposables.

C'est ainsi qu'un pays producteur pauvre perdra des recettes fiscales au profit d'un pays riche, le paradis fiscal, ce qui est d'autant plus facile que le pays pauvre rémunère mal ses agents du fisc alors que les multinationales paient grassement des armées de juristes. Ce mécanisme permet à lui seul d'entrevoir toute la duplicité du discours selon lequel, les grandes entreprises multinationales apporteraient de la richesse là où elles s'installent. C'est en réalité le contraire qui se passe, car ces dernières, au travers de leurs nombreuses filiales, profitent sans vergogne de la pauvreté de certains pays et de leur faiblesse politique pour en piller le maximum de ressources, qu'elles soient humaines ou naturelles. C'est ainsi que, bien à l'abri derrière les remparts d'une réglementation taillée sur mesure, les multinationales exploitent un filon qui leur assure de plantureux profits : « *Il arrive que les prix de transfert soient manipulés si grossièrement qu'ils n'ont plus rien à voir avec la réalité : on a vu un kilo de papier toilette en provenance de Chine vendu 4121 dollars, des sièges de voiture arrivant en Belgique à 1,66 dollars pièce, un litre de jus de pomme expédié d'Israël à 2 052 dollars et des stylos à bille quitter Trinidad à 8500 dollars pièce* ».

Sachant que les deux tiers du commerce transfrontalier mondial se réalisent à l'intérieur des multinationales, on mesure l'ampleur de la fraude d'autant plus que ces trafics fiscaux sont quasiment invisibles. On estime que le coût annuel de la manipulation des prix de transferts par les entreprises se monterait à quelques 160 milliards de dollars pour les pays en développement. Or, 99 des 100 plus grandes entreprises européennes ayant recours à des filiales offshore, on commence à comprendre l'ampleur d'un phénomène dont on pourrait donner mille autres exemples de mécanismes encourageant aussi cyniquement l'escroquerie. Là encore, pour ces grosses entreprises, le jeu consiste – après avoir profité des bienfaits et des facilités que leurs procurent des infrastructures de qualité payées par l'ensemble des citoyens – à dépouiller les États ayant créé l'environnement sans lequel elles n'auraient jamais pu prospérer.

Encore faut-il ajouter que si l'ensemble des citoyens a financé ces infrastructures, ce sont les plus modestes d'entre eux qui ont en moyenne payé le plus. Même un Warren Buffet, le milliardaire américain, raconte comment il s'est aperçu, en menant une enquête au sein de son propre bureau que, proportionnellement à ses revenus, il payait moins d'impôts que tous ses employés – y compris le réceptionniste ! Mais pour nombre de citoyens les plus fortunés, qui ne sont pas les derniers à profiter de ce qu'offre une société moderne, le paiement de l'impôt n'est pas simplement perçu comme indu mais aussi considéré comme signe d'appartenance à un milieu duquel on entend se distinguer à « tout prix », comme le reflète l'exclamation de cette milliardaire new-yorkaise : « *Les impôts, c'est pour les petites gens !* »

Car il s'agit d'abord et avant toute chose d'une certaine idéologie. Le *Sunday Times* rapportait ainsi en 2006, le cas de cinquante-quatre milliardaires vivant en Grande-Bretagne et n'ayant payé au titre de l'impôt que 14,7 millions de livres sterling (16,6 millions d'euros). Sur cette somme, les deux tiers provenaient du seul véritable entrepreneur dans ce groupe, James Dyson l'inventeur des aspirateurs sans sac. Autrement dit, cinquante-trois milliardaires avaient payé en tout et pour tout 5 millions de livres (5,7 millions d'euros) d'impôt !

Or, l'évasion fiscale coûterait chaque année plus de 3100 milliards de dollars au monde. Pour la France, le chiffre est extrêmement variable : le gouvernement estime qu'elle représente de 30 à 60 milliards d'euros, Shaxson parle de 171 milliards et le journaliste Antoine Peillon [\[4\]](#) pense que depuis plusieurs décennies 600 milliards d'euros provenant de France se sont accumulés dans les paradis fiscaux. Aussi variables ou imprécis que soient ces chiffres, il n'en demeure pas moins qu'à un moment où l'on impose partout des mesures d'austérité suicidaires pour notre pays et criminelles pour la population « normale », il apparaît que la lutte contre l'évasion fiscale est un aspects essentiel de toute solution à la crise, car elle touche à l'un des mécanisme par lesquels une oligarchie financière prédatrice mobilise une force de frappe contre les Etats-nations et leur population.

Pacte faustien, un exemple

Comme nous l'avons vu, les sommes faramineuses collectées par les juridictions du secret sont autant qui ne sont pas redistribuées par l'impôt, manquent de ce fait au budget des États et les incitent, pour répondre à leurs obligations constitutionnelles, à entrer dans une logique de dumping fiscal afin d'attirer les capitaux. La collusion entre politique et argent s'en trouve renforcée. Plus que jamais, les politiques doivent leur pouvoir au monde de l'argent et s'empressent dès qu'ils sont au pouvoir de faire ce pourquoi ils ont été élus, renvoyer l'ascenseur à leurs mentors financiers. A partir de là, entre services à rendre et nécessité de boucler les budgets, il n'y a qu'un pas à faire pour calibrer les fiscalités et la réglementation financière de telle sorte que les capitaux n'aillent pas chercher dans quelque territoire « offshore » ce qu'ils peuvent trouver dans une juridiction « onshore ».

C'est la tentation à laquelle ont cédé les États-Unis, succombant à la logique cannibale des juridictions du secret comme le décrit Nicholas Shaxson dans le chapitre intitulé « la chute de l'Amérique ». Cruelle ironie de l'histoire, les États-Unis qui ont vu le jour en gagnant, les armes à la main, leur indépendance contre l'Empire britannique et son système d'esclavage économique se retrouvent aujourd'hui convertis à la philosophie financière et coloniale de leur ancien oppresseur. Il faut dire que Wall Street, qui n'avait jamais digéré sa mise au pas par F. Roosevelt, a accompli un long travail de sape pour détruire les accomplissements de ce dernier. Alors que la capacité de développement libérée par les politiques rooseveltiennes produisirent de véritables miracles économiques dans le monde, c'est dans le pays ayant été à la source de ce miracle que va se répandre le poison de la dérégulation : « *Les banquiers de Manhattan commencent alors à prendre prétexte des paradis fiscaux pour attaquer les réglementations du New Deal qui leurs avaient coupé les ailes en Amérique.* »

Et, suivant une technique bien rodée, qui sera utilisée maintes fois par la suite, ces mêmes banques vont utiliser la menace, dans ce cas précis, de l'*Euromarket* et des paradis fiscaux caribéens (qu'elles avaient au préalable aidé à devenir de gros centres financiers offshore) pour obtenir une législation financière plus libérale. Le grand tournant se fait en 1981 lorsque Ronald Reagan autorise des zones franches bancaires, les IBF (*International Banking Facilities*) qui permettent aux banquiers américains d'y prêter à des résidents étrangers sans être assujetti aux réserves obligatoires et en étant exonérés des différentes taxes.

C'est le début d'un processus qui, encouragé par les déficits américains liés principalement à la guerre du Viet Nam, conduira de fil en aiguille à la mutation d'une économie productive très régulée à une économie financière organisée autour de l'attraction de capitaux quels qu'ils soient ainsi qu'à l'apparition de paradis fiscaux en bonne et due forme en différents points du territoire. Texas, Floride, Arkansas, Oklahoma, Oregon, Wyoming, Nevada, Delaware, chacun développera sa « spécialité » pour attirer, qui les fonds des Européens de l'Est, qui ceux de la drogue, qui l'argent sale d'Ibero-Amérique, etc.

Cette industrie florissante opère au grand jour exactement au même moment où l'économie productive est mise à la casse et la population sommée, au nom de prétendues « indispensables » réformes, de s'adapter aux « défis des nouvelles réalités ». Les grands Etats industriels du Midwest sont transformés en « rust belt » et des générations d'ouvriers qualifiés condamnés à des jobs de pays du Tiers monde pendant que fleurissent des publicités tel que celle-ci (sur Internet) : « *Les sociétés et les LLC (Limited Liability Company) du Wyoming bénéficient d'un paradis fiscal à l'intérieur des États-Unis : aucun impôt sur les bénéfices, anonymat de la propriété et actions au porteurs [...] Sociétés et LLC coquilles : des structures anonymes où VOTRE NOM N'APPARAÎT NULLE PART ! Ces sociétés existent déjà et sont intégralement préconstituées : elles ont leurs statuts, leur numéro fiscal fédéral et leurs agents agréés.[...] Vous pouvez acquérir ces sociétés préconstituées dès DEMAIN MATIN !* » Elles sont à vous pour 69 dollars et quelques modiques frais d'enregistrement. »

Le Delaware, dont l'actuel vice-président des États-Unis, Joe Biden, est l'ancien gouverneur, est sans doute plus connu car il représente une sorte de condensé du paradis fiscal. Dans cet État de 870 000 habitants, à peine plus grand qu'un département français, sont domiciliées plus de la moitié des sociétés américaines cotées en bourses ainsi que presque les deux tiers des cinq-cents plus grandes entreprises recensées par le magazine Fortune. Car la « spécialité » du Delaware, c'est l'entreprise, grâce à une réglementation façonnée sur mesure pour celle-ci. Les profits qu'elles font en dehors de l'État ne sont pas soumis à l'impôt et, par ailleurs, il n'y a pratiquement aucune taxe à l'intérieur du Delaware. En cas de litiges, ils sont systématiquement tranchés en faveur des entreprises par des tribunaux sans jury.

En 2009, alors que l'ONG *Tax Justice Network* plaçait le Delaware en tête des paradis fiscaux à l'échelle mondiale, l'OCDE publiait sa liste noire des paradis fiscaux dans laquelle le Delaware ne figurait même pas...

II. Par delà la cupidité, le pouvoir

Il y a peu de chance que le fraudeur fiscal moyen prenne conscience qu'à terme il scie la branche sur laquelle il est assis, obsédé qu'il est par sa vindicte contre un « État » venant rogner son argent. Mais le véritable enjeu se situe au delà de ces dupes possédées par leurs possessions, dans le domaine où l'argent des juridictions du secret se met au service d'un agenda politique. Jusque là, rien de bien nouveau mais un événement décisif s'est produit, transformant le monde offshore « de papa » en une industrie soigneusement organisée autour d'un objectif bien déterminé : la création de l'*Euromarket*.



Ancien et nouveau logos de la Midland Bank

Au milieu des années 1950, la Midland Bank, une banque britannique aujourd'hui filiale de la HSBC [5] se lançait dans des opérations d'un genre nouveau violant la réglementation, très stricte à l'époque, sur les contrôles de change. La Banque d'Angleterre, qui avait pourtant repéré ces mouvements, ne fait rien pour les empêcher. Nous ne saurions trop souligner que nous sommes encore dans cette période d'après-guerre qui, comme le rappelle Shaxson, a « été la seule sur plusieurs siècles où les hommes politiques ont pu exercer un contrôle sur les banques ». Les taux de change étaient fixes mais ajustables : « Les banques n'étaient pas censées prendre des dépôts ou effectuer des transactions en monnaie étrangères, sauf pour réaliser des opérations spécifiques avec leurs clients ; enfin, les gouvernements contrôlaient sévèrement les entrées et sorties de capitaux et leur vitesse de circulation dans l'économie. »

Or ce que la Midland Bank enfreint est précisément ces contrôles de change : « Elle prend des dépôts en dollars pour des transactions sans lien avec des activités commerciales et, de plus, rémunère ces dépôts à des taux sensiblement supérieurs à ceux autorisés par la réglementation américaine. » L'une des conséquences en est qu'auparavant les pays étaient en quelque sorte cantonnés, chacun avec sa propre économie et son propre système financier, ce qui les mettaient relativement à l'abri des crises pouvant survenir ailleurs. Désormais, l'Euromarket fait communiquer entre elles ces différentes économies et leurs systèmes financiers. La sécurité intrinsèque qui existait dans un système compartimenté, à l'instar des cloisons étanches dans les grands tankers traversant les océans, commence à voilet en éclat. Une hausse des taux d'un côté de la planète peut dorénavant se répercuter sur des économies qui lui sont totalement étrangères. En outre, comme le souligne Shaxson, le problème ici n'est pas tant la création monétaire par les banques qui pourrait se justifier si elle était encadrée mais le fait que « s'est ainsi créé un marché en dehors de toute régulation, sans aucune obligation de réserve et qui encourageait les banques opérant sur l'Euromarket à prêter aux clients les plus douteux ».

Que la Banque d'Angleterre ait fermé les yeux sur ces activités est révélateur, et montre que l'Euromarket a été promu comme moyen de faire renaître un Empire britannique moribond. A peu près à la même époque, dans le bras de fer qui oppose en 1956 le premier ministre Harold Macmillan à la Banque d'Angleterre face aux conséquences de la crise de Suez et de la chute de la livre sterling qui mets le pays au bord de la faillite, c'est la Banque d'Angleterre qui impose sa « solution » monétariste au détriment de la population : augmenter les taux d'intérêt afin d'attirer les capitaux à Londres et réduire la consommation intérieure et la demande de produits importés. La description que fait Shaxson de la Banque d'Angleterre – une « sorte de garde prétorienne de la City de Londres – et, par extension, de la finance internationale offshore » - aide à comprendre ce qui est en train de se passer. Comme il l'explique « celle-ci a été fondée en 1694 sous la forme d'un club de riches banques londoniennes, mais ce n'est qu'en 1946 (...) qu'un gouvernement s'est trouvé assez fort politiquement pour la nationaliser.

Cependant, même nationalisée, la banque est restée en dehors du contrôle du pouvoir politique : le gouvernement n'avait pas la possibilité de démettre le gouverneur de la Banque, et son fonctionnement est toujours resté secret. Aujourd'hui encore, la Banque continue de recruter ses dirigeants directement parmi les sociétés financières de la City dans un chassé-croisé permanent. (...) Keynes désignait la Banque d'Angleterre comme une " institution privée quasiment indépendante de toute forme de contrôle légal ", et la nationalisation, semble-t-il, n'avait pas modifié grand-chose à la situation. » En autorisant de facto la Midland Bank à faire ces opérations spéciales, la Banque d'Angleterre a porté l'Euromarket sur les fonds baptismaux. Il peut être désigné comme cause principale à tous les maux actuels en ce qu'il implique une création monétaire offshore. Même Paul Volker, l'ancien patron de la Réserve fédérale nommé par Carter, adepte des théories monétaristes selon lesquelles l'offre monétaire régule l'économie, se retrouvera paralysé et dans l'incapacité de faire jouer ce levier quant il tentera d'empêcher la création monétaire offshore qu'il ne pouvait admettre. Les initiatives qu'il lancera pour s'opposer à ce processus seront bloquées par Manhattan et la Banque d'Angleterre.

L'espoir de faire revivre la puissance de l'empire britannique grâce et autour de l'*Euromarket* se manifeste d'autant plus clairement, que l'on voit apparaître à la tête de la Banque d'Angleterre des individus dont les engagements ne laissent planer aucun doute. Tel est le cas de George Bolton, fervent adorateur de l'Empire, qui dirigea dans un premier temps la division des changes à la Banque d'Angleterre avant de jouer un rôle central dans la naissance de l'*Euromarket*. Très vite, celui-ci émergea comme le principal pourvoyeur de capitaux dans le monde alors même que rien ne matérialisait ce nouveau marché. D'ailleurs nombreux sont ceux qui considéraient l'*Euromarket* comme reposant sur une simple « astuce comptable ».

Ce marché, mis au point par Londres et reposant sur des mécanismes bancaires inédits, fonctionna comme le bélier permettant d'imposer la libéralisation de l'économie mondiale dans un environnement idéologique favorable, créé notamment par le partenariat avec la société du Mont Pèlerin, très active dans cette aventure. Selon les historiens P.J. Cain et A.G. Hopkins, cités par Shaxson, « *Quand cette bonne vieille livre sterling a sombré, la City s'est ruée à bord d'un jeune navire tenant mieux la mer : l'Eurodollar. Tandis que disparaissait l'empire qui avait fondé sa puissance, la City a survécu en se transformant en " île offshore " au service des activités générées par l'essor industriel et commercial de partenaires plus dynamiques* ».

En 1980, l'*Euromarket* représentait 500 milliards de dollars, puis 2600 milliards sept ans plus tard. « *En 1997, presque 90 % de tous les prêts internationaux sont réalisés via l'Euromarket. Il est aujourd'hui si tentaculaire que la Banque des règlements internationaux, chargée de surveiller les flux financiers mondiaux, a renoncé à essayer de mesurer sa taille (...)* » l'*Euromarket* a joué un rôle essentiel. Sans lui, jamais les politiques de dérégulations qui trouvèrent dans le Big Bang de Margaret Thatcher en 1987 leur expression politique la plus achevée n'auraient pu se faire. La signification réelle de ce qui s'est passé, elle, n'est que trop claire : « *Un nouveau marché est apparu, qui a marqué la renaissance de Londres comme le plus grand centre financier de la planète, sur la base d'un écheveau de liens avec d'anciennes colonies et d'autres curiosités héritées de l'empire. Même si les rêves d'Anthony Eden se sont effondrés à Suez dans le déshonneur, les élites de la City ont su trouver les moyens de redonner à Londres sa place de capitale d'un monde régi par les intérêts d'une poignée de nantis. A peine avait-il disparu que l'empire britannique ressuscitait d'entre les morts.* »

Il aura fallu près de soixante ans pour que l'on mesure les conséquences dévastatrices de ce qui avait été lancé à cette époque. En créant des outils aussi sophistiqués et puissants permettant une circulation sans entraves des capitaux, il était inévitable que tout ce que la Terre compte de capitaux douteux et criminels se presseraient aux portes des juridictions du secret et de toutes les lessiveuses d'argent sale de la planète pour se lancer à l'assaut des secteurs juteux que la dynamique de privatisation initiée dans la foulée du Big Bang de Margaret Thatcher allait offrir sur un plateau.

Au cœur de l'écheveau

Que l'empire britannique n'ait nullement disparu est attesté par les quatorze entités coloniales ayant refusées l'indépendance, dont la moitié exactement – Anguilla, les Bermudes, les îles vierges britanniques, les îles Caïmans, Gibraltar, Montserrat et les îles Turcques-et-Caïques – sont aujourd'hui des paradis fiscaux, activement soutenus par la Grande-Bretagne et intimement liés à la City. Shaxson montre très bien que les paradis fiscaux ne se résument pas à une poignée de petites Etats indépendants qui, au nom de leur souveraineté adoptent des lois et la fiscalité de leur choix. Ils constituent au contraire des réseaux d'influence contrôlés par les grandes puissances mondiales, notamment la Grande-Bretagne et les États-Unis.

La force de frappe financière prodigieuse constituée par la soixantaine de paradis fiscaux disséminés aux quatre coins du monde est mise au service d'une entreprise de démolition en règle d'un ordre « ancien » reposant sur les relations entretenues par des nations souveraines partageant peu ou prou les buts communs de l'humanité (progrès, développement, émancipation des populations) au profit d'une véritable ploutocratie décidée à imposer un nouvel ordre féodal.

Ces paradis fiscaux se répartissent en quatre grands groupes : « *Le premier réunit les paradis fiscaux européens. Le second est un réseau centré sur la City de Londres, qui s'étend sur toute la planète et dont les contours épousent plus ou moins les limites de l'ancien empire britannique. Le troisième rassemble les paradis fiscaux de la sphère d'influence des États-Unis. Le quatrième regroupe quelques curiosités comme la Somalie et l'Uruguay, qui jusqu'à présent ont rencontré peu de succès (...)* »

Sans surprises, le deuxième groupe est le plus important. Il réunit près de la moitié des juridictions du secret de la planète : « c'est le réseau de paradis fiscaux organisés en cercles concentriques autour de la City de Londres ». Ce deuxième groupe s'organise lui-même « *en trois cercles dans lequel les deux premiers cercles (Jersey, Guernesey et l'île de Man) puis les territoires britanniques d'outre-mer (îles Caïman, etc.) sont en grande partie contrôlés par la Grande-Bretagne ; ils combinent des services financiers ultrasophistiqués à un système politique quasi-médiéval* ». Ce deuxième groupe compterait pour plus du tiers de tous les actifs bancaires internationaux et, si l'on ajoute la City de Londres, pour presque la moitié.

Qui se ressemble s'assemble

Le paradis fiscal est le lieu par excellence où se révèle la communion d'intérêt entre d'un côté, les trafiquants de drogue, les terroristes et autres criminels et d'autre part les « simples » fraudeurs fiscaux qui ont recours exactement aux mêmes procédés. La porosité entre monde du crime, élite de la finance, services secrets et multinationales, montre que l'on ne pourra jamais vaincre le terrorisme, le trafic de drogue et autres crimes qu'en s'attaquant au système dans sa globalité. D'autant plus qu'un autre élément caractérise les juridictions du secret : « la mainmise des intérêts financiers (et parfois criminels, ou parfois les deux) sur la classe politique locale et l'élimination de toute opposition véritable au modèle économique choisi » puisqu'il s'agit « de garantir que les aléas de la vie démocratique ne viennent pas perturber ou interrompre des opérations très lucratives ».

L'histoire même des paradis fiscaux est édifiante à cet égard. Dans les dépendances britanniques qui se transformèrent en paradis fiscaux, la convergence avec la pègre se fit très vite au grand dam des fonctionnaires britanniques du fisc et du Trésor qui multiplièrent les mises en garde auprès de la Banque d'Angleterre, en vain. Les Bahamas, « l'ancien relais des trafiquants anglais qui fournissaient en armes les Etats esclavagistes du Sud pendant la guerre de sécession », furent choisies par le mafieux Meyer Lansky (associé de Lucky Luciano) pour mener ses « activités » dans les meilleures conditions possibles. Ainsi se consomme l'union entre la haute société britannique et la pègre américaine. Et quand Meyer Lansky offrit un pot-de-vin de 1,8 million de dollars au gouverneur des Bahamas (dépendance de la couronne anglaise) pour qu'il fasse passer une loi faisant de la violation du secret bancaire une infraction pénale, Londres donna son feu vert.



Bien entendu, tout cela se fit en secret car, sans doute encore plus qu'ailleurs, dans le monde glauque des paradis fiscaux l'apparence d'honorabilité est de rigueur. Pour Londres, la grande préoccupation consiste à faire croire que ces paradis fiscaux sont totalement autonomes alors que ces dépendances sont bel et bien soumises au contrôle de la couronne, comme l'avait correctement identifié la commission parlementaire d'Arnaud Montebourg et Vincent Peillon en 2002 dans l'enquête sur les paradis fiscaux. Aux îles Caïmans, la juridiction suprême est le Conseil privé de la Reine (*Privy Council*) situé à Londres ; « *Les billets en dollars des îles Caïmans portent l'effigie de la Reine d'Angleterre, et l'hymne national est le God Save the Queen* ». Dans ce centre financier figurant au cinquième rang mondial, les services secrets britanniques (MI6) y sont très actifs, tout comme la CIA et d'autres services de renseignement. Il faut dire que les îles Caïmans abritent « 80 000 sociétés immatriculées, plus des trois quarts des fonds spéculatifs de la planète, des dépôts bancaires à hauteur de 1900 milliards de dollars (...) ».

Kenneth Crook, le gouverneur des îles - nommé par la Reine sur avis du gouvernement – ne tourne pas autour du pot : « *Les habitants ne veulent pas l'indépendance. Ils ne veulent pas non plus l'autonomie interne – ils ne se font pas assez confiance pour se déléguer un réel pouvoir. (...) Ils savent très bien que leurs liens avec la Grande-Bretagne leur confèrent une position à laquelle sinon ils ne pourraient prétendre.* » Pour être plus précis, la stratégie de cette dernière consiste à donner une image selon laquelle elle n'exercerait aucun contrôle alors que la réalité est à l'exact opposé : « *Ils se rendent bien compte que, si le gouvernement [britannique] est perçu comme le détenteur réel du pouvoir, alors les autres apparaîtront comme des fantoches. Les élus parmi eux trouvent que c'est mauvais pour leur image.*

Ce qu'ils souhaitent, c'est une Constitution qui, en apparence, oblige le gouverneur à agir comme ils l'entendent, même s'ils savent que ce n'est pas le cas. Je pense que tout ici est affaire de sémantique. Plus nous pourrions placer d'autochtones à des postes de pouvoir, mieux ce sera : ils joueront le rôle de guide et de chef d'orchestre pour l'opposition politique ». A Jersey, autre dépendance de la couronne, la lettre d'un électeur réagissant à propos d'une conférence sur la fiscalité est limpide : *« J'ai été quelque peu surpris de voir un certain M. Gent de la Banque d'Angleterre donner des conseils sur la façon de se soustraire à l'impôt. Je me demande si cela relève bien des missions de la banque d'Angleterre. M. Gent laisse entendre que la Banque d'Angleterre ne sera pas disposée à transmettre des informations demandées par le fisc. Le Trésor britannique n'a-t-il donc aucun contrôle sur la Banque d'Angleterre ? Assurément, les employés de la Banque ne devraient pas agir contre la politique du gouvernement. Et quelles sortes de justes arrangements et d'accords sont-ils conclus " en coulisse " lors de ces événements ? C'est décidément un peu trop sordide pour être vrai. »*

Dans les deux cas, Jersey et îles Caïmans, la « maison mère » se donne donc beaucoup de mal pour cacher la réalité de son pouvoir et, lors des négociations menées dans les années soixante pour intégrer l'Union européenne, elle a fait tout son possible pour permettre à Jersey de rester en dehors du Traité de Rome. Il n'est pas indifférent de savoir que Sir Geoffrey Rippon, le négociateur en chef de la Grande-Bretagne était membre du groupe d'extrême-droite Monday Club. Est-ce bien surprenant ? Lors de la guerre des Malouines, les riches résidents britanniques qui, quant à eux, s'étaient déjà « distingués » en soutenant les généraux argentins et leurs amis lorsqu'ils pillaient leur pays, lancèrent une levée de fonds intitulée « Votre mère a besoin d'aide ».

C'est dans ce cadre que s'« élabore » la « stabilité politique » nécessaire à la bonne marche des affaires. Rien ne doit restreindre la liberté du renard financier dans le poulailler ! De là, le fait que les paradis fiscaux se caractérisent non seulement par un manque absolu de transparence mais par une allergie profonde à tout ce qui s'apparenterait à un processus démocratique, bien qu'ils tiennent à en afficher les apparences. Les apparences uniquement, car se retrouve là une autre de leurs caractéristiques qui est de refuser systématiquement à leurs propres ressortissants les avantages qu'ils proposent à l'extérieur afin de se protéger eux-mêmes des conséquences de leurs propres politiques...

Toujours plus fort

Ce petit monde est loin de vivre replié sur lui-même. La vie aux îles Caïmans, par exemple, attire toute une société très active : *« Des conseillers fiscaux et des comptables venaient de toute la planète donner des séminaires. Ils arrivaient et disaient : " Voici les failles de notre régime fiscal ", et les Caïmans n'avaient plus qu'à passer la loi appropriée. Les professionnels de l'île notaient également ce que préparaient les autres centres off-shore et adaptaient la législation locale pour garder une longueur d'avance. »*

En quelque sorte, les « clients » passent commande et le paradis fiscal livre le produit législatif désiré. Le fondateur d'une association représentant chaque métier du secteur financier décrit sans état d'âme comment toute loi touchant au statut de paradis fiscal des îles Caïmans était soumise à son comité : *« Un rédacteur de lois travaillait au gouvernement. On le rencontrait, il préparait un projet de loi et il nous le faisait circuler. On retournait le voir avec nos suggestions. Le projet de loi était remanié et soumis au Comité. On donnait notre accord puis le gouvernement adoptait la loi. Le gouverneur le transmettait au Foreign Office – et ils disaient : " Pas de problèmes ". Les hommes d'affaires disaient généralement : " C'est ce que nous voulons ", et le Foreign Office vous laissait faire ce que vous vouliez. »*

Dans cette juridiction du secret, particulièrement appréciée des cartels de la drogue, l'argent arrivait par jet privé et, jusque récemment, l'on pouvait demander une escorte de police pour se rendre avec ses valises de billets à la banque, tout cela dans la plus grande « légalité ». Les activités des sociétés y sont protégées par des lois issues du droit anglais, et remontant parfois jusqu'à 1862, dont certaines dispositions démocratiques ont été supprimées. Par exemple, l'une d'entre elles a pour effet que, dans de nombreux cas, les administrateurs des *hedge funds* ou des fonds d'investissements sont à l'abri des poursuites judiciaires ce qui amène même certains professionnels de la criminalité financière à s'insurger : *« Ainsi, vous ne pouvez pas être poursuivis pour négligence. Supposons que je liquide un fonds et que 200 millions de dollars ont disparu. Pourquoi ne pourrais-je pas les citer en justice ? Les administrateurs sont à la barre du navire, mais quand le navire coule ils ne peuvent pas être poursuivis. »*

La ressemblance entre cette « philosophie » des affaires et celle sous-jacente au renflouement avec l'argent public des acteurs financiers à l'origine de la crise et tout bonnement exemptés de leur responsabilité juridique dans la faillite dont ils sont à l'origine n'est nullement fortuite. La méthode utilisée pour renflouer les pays de la zone euro qui, à l'été 2012 encore, risquaient le « crash » est révélatrice. Un bref détour dans le monde « onshore », nous montrera comment certains montages juridiques du même type que ceux présentés ci-dessus ressemblent étrangement au cadre juridique d'entités officielles échafaudées pour tenter de sauver un système en faillite.



Conseil européen juin 2012

Quand les parlementaires ont voté le Mécanisme européen de stabilité (MES) qui avait été décidé au sommet de Bruxelles des 28 et 29 juin 2012, ils ne savaient probablement pas qu'ils accordaient la légitimité des représentations nationales à un montage typique du monde offshore. Avaient-ils seulement fait l'effort d'y aller voir ou, comme cela s'est passé pour le Pacte budgétaire et la Réforme bancaire, ont-ils, selon leur habitude, suivi aveuglément une fois encore la « discipline de parti » ?

Pour aller à l'essentiel, le MES, basé dans le paradis fiscal du Luxembourg, était au départ conçu comme entité de droit privé avant d'être finalement créé sous le régime du droit international public. Toutefois, ce « mécanisme » est farci de dispositions troublantes comme celles lui permettant d'intenter des poursuites judiciaires contre qui bon lui semble tout en étant lui-même à l'abri des poursuites que des tiers pourraient lui intenter : « *Il aura la pleine capacité juridique d'ester en justice* » (article 27,2) et : « *Le MES, ses biens, ses financements et ses avoirs, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, bénéficiera de l'immunité de toute forme d'action en justice.* » (Article 27,3).

L'alinéa 4 du même article 27 précise que « les biens, financements et avoirs du MES, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, seront à l'abri de toute perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou toute autre forme de saisie » suite à une « action exécutive, juridique, administrative ou législative ». Les alinéas 5 et 6 affirment que les archives, documents et locaux du MES sont inviolables. Le MES se place donc au-dessus des lois, à l'abri de la justice et de toute action gouvernementale. Des pouvoirs plutôt étendus pour une institution censée assurer la stabilité financière et qui a pouvoir de contraindre les Etats à prélever de manière discrétionnaire sur l'argent public.

Enfin, l'article 30 est cité, qui confère aux gouverneurs, aux directeurs et à tout le personnel du MES l'immunité judiciaire à l'égard de « tout acte exécuté dans leur qualité officielle » et « l'inviolabilité pour ce qui est de leurs documents officiels ». Autrement dit, ils n'ont à rendre de comptes à personne.

Plus spécifiquement, les employés sont à l'abri de toute poursuite à l'égard d'actes accomplis en leur qualité officielle, sont soumis au secret professionnel et paient un *impôt interne* décidé par le *Conseil d'Administration*. En effet, leurs salaires et émoluments sont exemptés de l'impôt sur le revenu national.

IV. Le Griffon

En 2007, le FMI a classé le Royaume-Uni parmi les paradis fiscaux car il présente au moins une des caractéristiques par lesquelles on identifie les juridictions du secret : le poids de l'industrie financière par rapport à la taille de l'économie nationale. En faisant cela, le FMI ne faisait que prendre acte de la réalité, tout en éludant un aspect essentiel : la City de Londres. Car, au cœur de la nébuleuse des paradis fiscaux, se trouve la City et, tout particulièrement, la *City of London Corporation*.

Curieusement, au regard de son importance, il y a très peu d'informations disponibles. Un récent documentaire diffusé par France 5, *La City, la finance en eaux troubles* a bien eu le mérite de lever un peu le voile, mais le culte de la discrétion qu'entretient la City, à l'instar du monde de la finance en général, lui a permis de se « fondre dans le paysage ». Pourtant, la place financière londonienne, c'est un peu comme l'éléphant au milieu du salon ; un gigantesque centre financier : « *En 2008, elle représentait la moitié du trading international des actions, presque 45 % des échanges de gré à gré de produits dérivés, 70 % des échanges d'euro-obligations, 35 % des échanges mondiaux de devises et 55 % de toutes les émissions publiques internationales. La place de New York est plus importante dans les secteurs de la titrisation, des assurances, des fusions acquisitions et de la gestion d'actifs, mais l'essentiel de son activité est domestique, ce qui laisse à Londres le titre de première place financière internationale – et offshore – de la planète.* »

Pour acquérir cette prééminence, la stratégie de Londres a été d'attirer tout ce que la finance comptait comme aventuriers, en leur offrant une liberté d'action qui n'existait nulle part ailleurs. Tous les lobbyistes du moins-disant réglementaire se précipitèrent à Londres ou, quand ils ne le firent pas, incitèrent les autres à se mettre à son diapason en déréglementant leurs systèmes bancaires. Shaxson rappelle utilement que les catastrophes bancaires américaines eurent souvent leur origine dans les bureaux londoniens de sociétés américaines, comme cela a été le cas avec la filiale de la société d'assurances AIG (American International Group), renflouée à hauteur de 182,5 milliards de dollars par le contribuable américain.

Il faut reconnaître que Londres a eu l'intelligence de se rendre très séduisante et « incontournable ». Dans les années 1980, elle fit les efforts nécessaires pour accueillir les riches arabes puis, dans les années 1990, les riches Japonais et les riches Africains. Plus récemment, avec l'aide de Chypre où transite leur argent, elle sut accueillir les riches oligarques russes ce qui amena Alexander Zvtagintsev, procureur général adjoint de la Fédération de Russie à déclarer en 2010 que « Londongrad, était une méga lessiveuse à blanchir les fonds d'origine criminelle ».

Malgré cela, Londres abrite différentes institutions chargées de réguler le commerce mondial. Citons le Bureau international des normes comptables (International Accounting Standards Board – IASB) dont la raison d'être est de définir des normes comptables s'appliquant aux sociétés pour la présentation de leurs états financiers. Ces normes, déjà utilisées par plus de cent pays, permettent aux multinationales de fusionner en un seul chiffre les résultats obtenus dans différents pays – ou de les ventiler par région. « *Par exemple, une société peut publier ses bénéfices pour l'ensemble de l'Afrique sans avoir à indiquer le montant des bénéfices réalisés dans chaque pays. Dans la mesure où 60 % du commerce mondial se réalise à l'intérieur des multinationales, c'est là un grand facteur d'opacité.* » Il suffirait que l'IASB oblige les multinationales à publier leur états financiers par pays et à les divulguer dans tous les pays où elles opèrent pour rendre les marchés nettement plus transparents.

Pourquoi ne le fait-elle donc pas ? Le mystère s'éclaircit lorsque l'on apprend que l'IASB est une « société privée enregistrée au Delaware, financée par les quatre plus grands cabinets d'audit et quelques-unes des plus grands multinationales mondiales » ... Vous avez dit « conflit d'intérêt » ? Ce terme n'existe pas dans le vocabulaire de l'Empire, la fin justifiant toujours et absolument les moyens, quels qu'ils soient.

Or, si la finalité reste obscure, les moyens déployés pour y parvenir sont visibles et impressionnants. Aujourd'hui, « *la contribution la plus importante de la City au système offshore est sa place au centre de la "toile d'araignée" britannique – le réseau de paradis fiscaux hérités de l'empire. Au second trimestre 2009, les banques du Royaume-Uni avaient reçu un montant net de 332,5 milliards de dollars en provenance uniquement des trois dépendances de la couronne (Jersey, Guernesey et l'Île de Man). En juin 2009, on estime que la toile dans son ensemble abritait quelque 3 200 milliards de dollars de dépôts bancaires offshore – soit 55 % du total mondial, selon les données de la Banque des règlements internationaux. Et encore, il ne s'agit là que de dépôts bancaires.*

La toile d'araignée est vitale pour la City pour trois raisons. Premièrement, les paradis fiscaux disséminés à travers le globe " attrapent " les capitaux flottants à proximité et les acheminent jusqu'à Londres – de la même façon qu'une toile d'araignée capture les insectes. Deuxièmement, la toile est une sorte d'entrepôt pour actifs financiers. Troisièmement, la toile est un filtre pour blanchir l'argent, permettant à la City de participer à des opérations douteuses dans des lieux suffisamment éloignés de Londres pour qu'elle puisse nier le cas échéant de façon crédible y être impliquée. »

La Corporation

Cette position centrale de Londres correspond bien à l'objectif que se donne la *City of London Corporation*, officiellement l'administration municipale qui gère le « square mile », sur son site Internet : la Corporation s'est « engagée à préserver et à développer le rôle de la City comme premier centre d'affaires international au monde [...] et à entrer en contact avec les décideurs et les personnes influentes à travers la planète ».

Ce dernier objectif peut légitimement surprendre car, est-ce bien le rôle des administrations municipales, où que ce soit dans le monde, de se mêler de ce qui habituellement ressort des ministères des affaires étrangères ou du commerce extérieur ? Néanmoins, le lord-maire de la City (qu'il ne faut pas confondre avec le maire de Londres) se considère visiblement dans ses fonctions lorsqu'il entreprend, accompagné d'une quarantaine d'hommes d'affaires, une tournée asiatique l'amenant notamment en Chine pour y promouvoir – en plein congrès national du Parti communiste chinois – des politiques de libéralisation économique et financière, le rôle de Londres comme centre financier international et pour inciter ses hôtes à suivre l'exemple de Londres en matière « d'amélioration de l'accès aux marchés ».

Enfin, le pouvoir de la City se reflète dans la manière dont elle a profondément influencé le système politique britannique qui, peu ou prou, s'est modelé sur elle. Si certains pensent que la permission que doit demander la reine au lord-maire avant d'entrer dans le « square mile » relève du folklore, la nature des relations entre City et gouvernement britannique est illustrée, et réaffirmée, par le discours que le chancelier de l'Echiquier est invité à tenir chaque année au *Guildhall*, l'hôtel de ville de la City, et à la *Mansion House*, la résidence officielle du lord-maire, pour défendre son action en faveur des intérêts de la finance.

Pour la City encore plus que pour quelque autre entité, la charge des symboles et des rites est forte, comme on peut le constater avec la figure du Griffon, animal mythologique gardien du trésor, qui représente la City. L'un des personnages spécifique à la City est le *remembrancer* (le « re-mémorateur ») dont la tâche est de rappeler au roi l'existence de sa dette en souvenir de l'époque où l'un des puissants conseillers du roi Henry VIII avait introduit un impôt progressif et voulait contraindre les nobles à contribuer financièrement. C'est aujourd'hui le seul non-parlementaire dont la présence est autorisée à la Chambre des communes. Un ancien titulaire du poste déclare que sa fonction réelle est de « s'opposer à toute loi susceptible d'interférer avec les droits et privilèges de la Corporation ». Il est utile de noter qu'en 2010, l'une des dernières interventions du remembrancer s'est faite sous forme d'un mémorandum « *s'opposant aux tentatives européennes de limiter les activités des hedge funds et un autre déchargeant les produits dérivés de gré à gré de toute responsabilité dans le déclenchement de la crise financière et s'opposant aux mesures de restriction à leur rencontre* ».

Apparences et réalités

Il y a peu de temps, Joachim Gauck, le président allemand, appelait à ce que l'Europe adopte l'anglais comme langue commune – ce qui ne manque pas de piquant alors que la Grande-Bretagne n'est pas membre de l'eurozone et que le premier Ministre David Cameron envisage une sortie de l'UE – et louait la démocratie parlementaire britannique. Sans doute est-ce là le type de démocratie qu'aiment les Européens, une « démocratie » qui se pense comme un empire, qui se trouve à la tête d'un puissant réseau de paradis fiscaux et, pour finir, qui n'a pas de constitution écrite à l'image, d'ailleurs, de la City qui ne possède pas de charte, c'est-à-dire dont la personnalité juridique n'est pas définie.

Ceci est d'autant plus étonnant que la charte – en tant qu'acte juridique par lequel le souverain octroie des pouvoirs et des droits à une municipalité ou à une corporation – est ce qui transforme « une simple collection d'individus en une institution organisée. ». Curieusement, ces anomalies qui, partout ailleurs, éveilleraient une vive curiosité et susciteraient de multiples recherches, rencontrent ici une certaine indifférence : « *La science politique n'accorde pas à la Corporation la place qu'elle mérite et mesure très mal son importance. Les publications grand public sur la City passent sur la particularité de son statut.* »

Pour les théoriciens politiques, toute forme de pouvoir est subordonnée à l'État : il est donc plus commode de supposer que le capital a imposé sa domination en agissant à l'intérieur de l'État plutôt qu'en dehors de lui. (...) Dans les nombreux travaux sur le rôle des corporations, celles-ci tiennent leurs droits de l'État – elles sont les créatures du pouvoir d'État : or la City of London Corporation est quelque chose d'autre. Elle est peut-être la grand-mère des parlements : elle est plus sûrement la marraine des réseaux d'influence. »

Cette entité toute entière occupée à la conservation et l'expansion de ses privilèges, fonctionne comme une Cité-Etat, comparable à cette autre Cité-Etat que fut Venise, où les règles de droit valables pour le « reste » de la société ne s'appliquent plus. Extrêmement puissante et presque invisible, elle est décrite par l'un des interlocuteurs de Shaxson comme « *une institution ancestrale basée sur des liens étroits se déployant dans un très petit cercle, qui ne rentre dans aucun paradigme connu de la modernité. C'est une cité médiévale représentant le capital.*

Elle ne cadre nulle part ». Elle montre néanmoins une capacité surprenante à « digérer » les réalités dérangeantes telle que la démocratie. Lorsque fut présenté un projet de loi visant à rationaliser le droit de vote pour l'assemblée municipale de la City, il fut proposé d'élargir le droit de vote aux 23 000 entreprises du square mile, en plus de ses 9000 habitants, sachant que ce ne serait pas les salariés qui voteraient, mais la direction de chaque entreprise. Ainsi Goldman Sachs, la Bank of China ou encore la banque Narodny de Moscou pourraient participer à des élections britanniques leur garantissant in fine d'avoir « carte blanche pour diriger la City ». Le seul précédent se trouve dans le droit de vote accordé aux propriétaires de chattels (les biens meubles que constituaient les esclaves ou encore le bétail, sic) sudistes avant les guerres d'indépendance, lors de la Révolution américaine.

La City de Londres ne néglige rien de ce qui touche au pouvoir, son pouvoir et ne cache pas que « *peu avant qu'un pays ne prenne la présidence de l'Union européenne, nous effectuons généralement une visite dans la capitale de ce pays à la recherche d'alliances pour promouvoir activement certaines questions* ». D'ailleurs, elle participe activement au financement de certains think tanks libéraux et aux activités de lobbying autour du globe, un point à méditer lorsque l'on se souvient de la visite de François Hollande à la City, au lendemain de son discours du Bourget...

Face à l'emprise économique et politique de cet État dans l'État, certains, en Grande-Bretagne, ont malgré tout tenté d'en savoir plus et, notamment, d'obtenir des informations sur un patrimoine immobilier jugé colossal. Ils se sont heurtés à une fin de non-recevoir ne s'embarrassant pas de faux fuyants comme cela transparait brutalement sur le site web de la corporation expliquant aux curieux que la loi sur l'information « s'applique à la City de Londres en tant qu'autorité locale, autorité de police et autorité sanitaire portuaire uniquement ». En d'autres termes, on peut enquêter sur tout, sauf sur le principal.

Pour William Taylor, jeune prêtre anglican, qui a été l'une des rares personnes à défier la City et a passé des années à réfléchir sur sa nature, la City dépasse la simple cupidité humaine et représente une « grande menace spirituelle ». Ce qu'il traduit en termes religieux de la manière suivante : « *Nous sommes aux prises avec une chose diabolique. Les institutions la font vivre, mais elle est en chacun de nous. Pour moi, c'est un esprit démoniaque* ». On peut évidemment exprimer les choses différemment, mais, pour finir, une conclusion s'imposera d'elle-même : « *Comme l'avait compris Keynes, la liberté du capital financier entraîne l'asservissement des citoyens et de leurs élus.*

L'illusion, telle qu'elle a été entretenue par George W. Bush et de nombreux autres, consiste à faire croire que la liberté du capital et liberté démocratique sont une seule et même chose. La City a lutté avec force quand on tentait d'empiéter sur ses droits, mais il n'y a pas d'exemples dans les archives de luttes semblables contre les ravages de la traite des Noirs ou les déprédations de la Compagnie des Indes orientales. »

V. Esclaves ou citoyens ?

Ce monde de l'argent que sert la City prospère sur des réseaux de corruption si vastes qu'ils affectent d'ores et déjà la vie des gens ordinaires bien plus profondément et directement qu'ils ne le pensent et sont prêts à l'admettre. Surtout, il est porteur de véritables bombes à retardement. Nous avons évoqué plus haut le brouet de sorcière de Ben Bernanke, mais il y a également la mécanique infernale liée au projet impérial de la City pour faire affluer l'argent à Londres, car « L'État garantit jusqu'à 560 milliards de livres d'actifs peut-être pourris, la plupart hors du pays ». Comme le montre un rapport du National Audit Office, la Grande-Bretagne supporte le risque ultime des dettes potentielles découlant de son réseau de paradis fiscaux.

Pour Shaxson, la culture de l'évitement fiscal qui a imprégné toute la société britannique a joué un rôle essentiel dans le déclenchement de la crise financière car les multiples dispositifs d'évasion fiscale ont permis des montages comme les « véhicules de titrisation » (parmi bien d'autres), si profitables que les banques ne pouvaient s'arrêter d'en créer de nouveaux avec les conséquences que l'on sait. Quant au professeur Karel Williams, dont l'étude de 2008 est citée par Shaxson, il montre que quand l'industrie financière parle de sa « contribution positive à la société », il y a d'un côté la légende qui ne résiste pas à l'analyse et, de l'autre, il y a les chiffres : « *Si vous étudiez les chiffres et les mettez en contexte, la contribution sociale nette est négative.* »

Pour couronner le tout, entre l'hémorragie fiscale, et l'argent public mis à disposition des réseaux financiers, les États se retrouvent au bord de la faillite, qu'ils ont eux-mêmes contribué à provoquer de par leurs relations incestueuses avec le monde de la finance. Tenus par la dette, en perte de légitimité auprès de leurs populations, ils se sont en plus dépourvus de leurs instruments de pouvoir : souveraineté, droit régalien de battre monnaie et, bientôt, autonomie économique. La dette est le pivot d'une politique qui permet de justifier l'injustifiable auprès de citoyens à qui l'on a vendu la mythologie punitive selon laquelle nous aurions « vécu au dessus de nos moyens ». Beaucoup y adhèrent, quitte à vendre père et mère.

Il est un fait indéniable que la dette s'est développée en même temps que la circulation des capitaux était libéralisée et que les paradis fiscaux se développaient. Or, quand il y a fuite de capitaux d'un côté, il y a nécessairement entrée de capitaux de l'autre. Ainsi, les flots d'argent ayant fuit les pays occidentaux pour s'abriter dans les juridiction du secret, reviennent – après avoir été blanchis dans les lessiveuses fiscales – sans que rien ne puisse les distinguer de l'argent du crime, pour aller financer des « projets » dont la seule raison d'être est de satisfaire la cupidité, la soif de pouvoir ou l'agenda politique de ceux qui les lancent. S'il est extrêmement difficile de connaître l'utilisation de cet argent, il est clair que la multiplication des instabilités politiques qui ont affecté et continuent d'affecter de nombreuses nations a été financée de cette manière. A cet égard, l'extraordinaire croissance des capitaux occultes semble bien aller de pair avec un bouleversement géo-stratégique sans précédent où des intérêts intrinsèquement anti-démocratiques tentent de redessiner la carte du monde.

Il y a loin, très loin entre la captation de richesse que permettent les paradis fiscaux et la nécessaire création de richesse, car l'argent devenu une fin en soi stérilise le travail et l'entreprise quand il ne les détruit pas. Ne serait-il pas temps de s'apercevoir qu'un monde avec des paradis pour l'argent ne peut qu'être un enfer pour les hommes ?

Notes

[1] Eric Fry de *Chronique Agora* faisant référence à James Grant. 1er mars 2013.

[2] *Les paradis fiscaux - Enquête sur les ravages de la finance néolibérale* Nicolas Shaxson, André Versaille éditeur

[3] Ayn Rand est une romancière américaine ayant joué un rôle essentiel dans la promulgation d'une idéologie adoptée au départ par la droite mais qui, en réalité, a profondément imprégné la pensée contemporaine des États-Unis. Selon une étude de la Bibliothèque du Congrès, son best-seller *Atlas Shrugged* (1957), est le livre ayant le plus influencé les Américains après la Bible. Pour Ayn Rand, l'entrepreneur est le héros des temps moderne, l'égoïsme et l'individualisme des vertus suprêmes, l'Etat un service se réduisant aux fonctions de la police, l'armée et la justice. C'est la justification radicale d'un libéralisme agressif et « décomplexé » qui considère le pauvre comme exploitant le riche ! De nombreuses personnalités américaines, dont Alan Greenspan qui fut très proche d'elle, sont des adeptes.

[4] *Ces 600 milliards qui manquent à la France : enquête au cœur de l'évasion fiscale* Antoine Peillon, Seuil, 2012

[5] HSBC (The Hongkong and Shanghai Banking Corporation) est une banque impliquée dès sa création, en 1865, dans le trafic d'opium pour le compte de l'Empire britannique. La HSBC est restée fidèle à ses origines. En juillet 2012, le Sénat des États-Unis accusa la HSBC d'avoir facilité des opérations de financement des milieux terroristes et d'avoir blanchi des profits tirés du trafic de drogue. En décembre 2012, après avoir dû répondre d'accusations de blanchiment des fonds de la drogue des cartels mexicains et de financement du terrorisme au Moyen-Orient, elle est condamnée à de lourdes amendes.



Avertissement : “Ed-Kuruchetra“ a pour mission de diffuser des documents à caractère historique pour mettre en évidence les réalités du monde en synchronicité avec leur interprétation. Ce sont donc des informations qui vont à l’essentiel et hiérarchisent les connaissances en les rendant accessibles à toutes les intelligences. Car ce n’est pas le manque de bon sens qui fait le plus défaut en général, mais la confusion créée délibérément pour dominer sans réciprocité. Les enjeux qui en découlent concernent les fondements mêmes de nos existences. C’est une œuvre spirituelle sans religiosité et politique sans parti pris...



Ed. KURUCHETRA

ed.kuruchetra@yahoo.fr

Haut du formulaire